

NATIONS



UNIES

**RAPPORT
DU
COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION

SUPPLEMENT No 16 (A/2908)

NEW-YORK, 1955

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES**



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION
SUPPLEMENT No 16 (A/2908)

New-York, 1955

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Première partie

Paragraphe Pages

Rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

I. — Constitution du Comité	1-6	1
II. — Bureau	7	1
III. — Sous-Comité	8	1
IV. — Ordre du jour	9	1
V. — Déclarations préliminaires	10-12	2
VI. — Conditions sociales	13-26	3
VII. — Conditions de l'instruction	27-41	3
VIII. — Renseignements relatifs à l'assistance technique	42-55	5
IX. — Conditions économiques	56-61	6
X. — Questions générales relatives aux résumés et analyses de renseignements	62-64	7
XI. — Cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte	65-82	7
XII. — Modalités d'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements	83-84	10
XIII. — Renouvellement du mandat du Comité; représentation au Comité et participation de représentants autochtones	85-127	10
XIV. — Etudes à entreprendre au sujet des territoires non autonomes	128-132	14
XV. — Dispositions complémentaires ou amendements à apporter au Schéma pour la transmission des renseignements	133-134	15
ANNEXE I. — Ordre du jour du Comité		15
ANNEXE II. — Résolutions soumises à l'examen de l'Assemblée générale		16

Deuxième partie

Rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes

I. — Introduction	1-6	18
II. — Principes directeurs	7-26	19
III. — Urbanisation et industrialisation	27-49	21
IV. — Développement de la collectivité	50-69	25
V. — Main-d'œuvre	70-78	29
VI. — Conditions d'existence	79-82	30
VII. — Relations raciales	83-99	30
VIII. — Santé publique et administration des services de santé	100-107	33
IX. — Nutrition et santé publique	108-114	34
X. — Formation du personnel des services de santé publique	115-119	35
XI. — Formation professionnelle et des cadres	120-127	36
XII. — Planification du développement social	128-136	37
XIII. — Coopération internationale et régionale	137-143	39
ANNEXE. — Etudes concernant les conditions sociales dans les territoires non autonomes		40

Première partie

RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

I. — Constitution du Comité

1. Au cours de sa septième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 646 (VII) du 10 décembre 1952, a décidé que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes resterait en fonctions dans les conditions indiquées dans la résolution 332 (IV) pendant une nouvelle période de trois ans et que les dispositions relatives aux travaux du Comité seraient celles qui figurent dans la résolution 333 (IV).

2. La résolution 332 (IV) de l'Assemblée générale définit le mandat du Comité dans les termes suivants:

“... examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports et renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes.

“... soumettre à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires... des rapports contenant des recommandations sur la procédure qu'il jugera appropriée et les suggestions de fond qu'il estimera utiles concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier.”

3. En ce qui concerne les dispositions relatives aux travaux du Comité qui figurent dans la résolution 333 (IV), l'Assemblée générale a considéré:

“... que la valeur des travaux du Comité serait accrue, si, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques énumérées à l'Article 73, e, de la Charte, le Comité s'attachait particulièrement à l'étude d'une seule question chaque année.”

4. Le Comité comprenait quatorze membres, dont les sept Etats Membres qui communiquent des renseignements et un nombre égal d'Etats Membres élus par la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale¹. En 1955, le Comité se composait des membres suivants:

Membres qui communiquent des renseignements *Membres élus*

Australie	Brésil
Belgique	Birmanie
Etats-Unis d'Amérique	Chine
France	Guatemala
Nouvelle-Zélande	Inde
Pays-Bas	Irak
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Pérou

Tous les membres ont pris part aux travaux de la session à l'exception de la Belgique.

5. Le Comité a siégé à New-York et a tenu vingt-quatre séances, du 15 avril au 13 mai 1955.

6. Les représentants des institutions spécialisées ci-après ont participé aux débats du Comité: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation mondiale de la santé (OMS).

II. — Bureau

7. Le Comité a élu membres du Bureau les représentants suivants:

M. J. V. Scott (Nouvelle-Zélande), *Président*,
M. Sergio Armando Frazao (Brésil), *Vice-Président*,
et
M. Riki Jaipal (Inde), *Rapporteur*.

III. — Sous-Comité

8. A sa 114ème séance, le Comité a désigné un Sous-Comité chargé de rédiger un rapport spécial sur les conditions sociales des territoires non autonomes. Ce sous-comité comprenait les représentants de l'Australie, de la Birmanie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Guatemala, de l'Inde et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. M. Emilio Arenales, représentant du Guatemala, et M. Allan Henry Loomes, représentant de l'Australie, ont été respectivement élus Président et Vice-Président. Le Sous-Comité a créé un groupe de travail pour les questions de santé publique, qui était composé des représentants de la France, du Guatemala, de l'Inde et du Royaume-Uni, ainsi que des représentants de la FAO et de l'OMS; sir Eric Pridie (Royaume-Uni) a présidé ce groupe de travail. Le Sous-Comité a tenu dix séances, du 26 avril au 6 mai 1955, et a présenté son rapport à la 127ème séance du Comité.

IV. — Ordre du jour

9. L'ordre du jour adopté par le Comité est reproduit à l'annexe I, où l'on trouvera également la liste des documents pertinents et des comptes rendus relatifs à l'examen de chaque question.

¹ A la fin de la session de 1954, le Danemark a cessé officiellement de faire partie du Comité, du fait que le Groenland avait reçu un statut constitutionnel qui le rend égal aux autres provinces du royaume de Danemark. Le Danemark s'étant retiré, et les mandats de l'Equateur et de l'Indonésie étant arrivés à expiration, l'Assemblée générale, à sa neuvième session, en 1954, a élu le Pérou pour remplir la seule place qui fût vacante, maintenant ainsi, dans la composition du Comité, l'équilibre qu'il doit y avoir entre les Etats qui administrent des territoires non autonomes et ceux qui n'en administrent pas.

V. — Déclarations préliminaires

10. A la séance d'ouverture du Comité, le représentant de la France a réitéré les déclarations que la délégation française avait faites à des sessions précédentes du Comité pour définir la position constitutionnelle de son gouvernement en ce qui concerne les limites de la compétence du Comité.

11. Au cours d'une intervention ultérieure, le représentant de l'Inde, se référant à cette déclaration officielle, a exposé les vues de sa délégation; il a insisté sur la légalité du Comité et l'utilité de ses travaux, et exprimé le regret que la Belgique continue d'être absente.

12. Les représentants du Guatemala et du Royaume-Uni ont réservé la position de leurs gouvernements respectifs sur la question de la souveraineté dont relève le Honduras britannique (territoire de Bélize).

VI. — Conditions sociales

13. Conformément aux dispositions que l'Assemblée générale a formulées dans ses résolutions 333 (IV) et 846 (IX), le Comité, au cours de la présente session, s'est attaché particulièrement à étudier les conditions sociales dans les territoires non autonomes.

14. Le Comité était saisi de documents préparés par le Secrétaire général, portant sur une étude de l'évolution générale depuis le rapport spécial de 1952 sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, ainsi que sur d'autres questions sociales et de santé publique qui n'avaient pas encore fait l'objet d'un examen détaillé. Le Comité était également saisi d'un certain nombre d'études préparées par l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et conjointement par la FAO et l'OMS.

15. En application de la résolution 745 (VIII), les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni s'étaient adjoint des spécialistes des questions sociales. Le spécialiste de la délégation des Etats-Unis est un habitant des îles Vierges sous administration des Etats-Unis.

16. De sa 109^{ème} à sa 122^{ème} séance, le Comité a examiné les conditions sociales dans les territoires non autonomes, qui constituaient le point 6 de son ordre du jour.

17. Les représentants de l'Australie, de la Birmanie, du Brésil, de la Chine, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irak, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, ainsi que des représentants de l'OIT et de l'UNESCO, ont fait des déclarations au cours du débat général sur l'évolution, envisagée à la lumière du rapport de 1952 sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes (point 6, a, de l'ordre du jour). Par sa résolution 645 (VII), l'Assemblée générale avait invité le Comité à examiner les renseignements transmis en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte en s'inspirant des considérations énoncées dans les rapports spéciaux sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction. Le débat a donc fourni l'occasion de passer en revue les progrès réalisés dans les territoires non autonomes, ainsi que les principes appliqués et les efforts déployés par les membres administrants, dans le cadre des observations générales que le Comité avait formulées en 1952.

18. Après le débat général, le Comité a examiné les aspects particuliers des conditions sociales : à savoir, les conséquences sociales de l'urbanisme et de l'industrialisation, le développement de la collectivité, les relations raciales, les problèmes de l'emploi, les niveaux de vie,

et diverses questions relatives à la santé publique, notamment les tendances et les facteurs en matière de mortalité, les principales maladies contagieuses, les principaux changements survenus dans l'administration de la santé publique, la formation du personnel médical, l'assainissement, la nutrition et la santé. Les représentants de l'Australie, de la Birmanie, du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irak, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont pris part à la discussion de ces questions. Les représentants de la FAO, de l'OIT et de l'OMS ont également fait des déclarations.

19. Au cours de l'examen des documents établis par le Secrétariat et par les institutions spécialisées, de nouveaux renseignements ont été présentés aux membres du Comité et leur attention a été appelée sur divers aspects de la politique et des conditions sociales.

20. Plusieurs représentants ont souligné l'importance de l'enseignement quand il s'agit d'améliorer les conditions sociales; le grand intérêt des plans d'aménagement des collectivités, des programmes d'éducation des masses, des entreprises coopératives et des initiatives locales; la nécessité de faire des efforts énergiques pour supprimer, dans tous les domaines, les lois et pratiques discriminatoires; la ratification et la mise en vigueur, dans les territoires non autonomes, des conventions de l'OIT; l'utilité des négociations collectives et des autres formes d'action syndicale en vue d'améliorer la situation des travailleurs. Quelques représentants ont souligné l'intérêt de la méthode des éléments pour l'étude des niveaux de vie désirables et des niveaux de vie réels des populations des territoires non autonomes, mais ils ont constaté que l'emploi de cette méthode se heurtait à de nombreux obstacles par suite de l'absence de certaines données statistiques fondamentales.

21. Dans le domaine de la santé publique, des représentants ont signalé l'insuffisance des données relatives à la mortalité et à la morbidité, la diminution de la mortalité dans maints territoires, les progrès accomplis dans la lutte contre les maladies épidémiques et endémiques (bien qu'il faille encore des efforts soutenus pour combattre certaines d'entre elles), l'augmentation générale des dépenses afférentes à la santé publique, qui s'est traduite par une augmentation correspondante du personnel médical et technique, le nombre encore relativement faible des médecins par rapport au chiffre total de la population dans la plupart des territoires, la délégation de pouvoirs de plus en plus étendus aux autorités locales en matière de services sanitaires, de développement des services sanitaires destinés aux populations rurales, le développement des moyens de formation médicale dans beaucoup de territoires et dans les métropoles, parfois en coopération avec des institutions internationales, la gravité de la malnutrition dans plusieurs territoires et la nécessité de prendre de nouvelles mesures pour y remédier, enfin, l'importance vitale d'un progrès dans la situation économique et sociale des populations des territoires non autonomes, progrès sans lequel la situation sanitaire ne peut pas s'améliorer sensiblement.

22. Les représentants des Membres administrants ont répondu à diverses questions et ont donné des renseignements récents pour compléter et mettre à jour la documentation dont le Comité disposait déjà.

23. Quelques représentants ont fait observer que les organisations non gouvernementales pourraient utile-

ment seconder les efforts qui tendent à améliorer les conditions sociales, notamment en ce qui concerne le développement de la collectivité et l'amélioration des relations raciales. Le représentant de la Birmanie a appelé l'attention du Comité sur les lettres du Comité consultatif mondial de la Société des Amis et d'autres organisations non gouvernementales qui avaient été officiellement communiquées aux membres du Comité. Il a ajouté qu'il était difficile de déterminer la procédure exacte selon laquelle le Comité pourrait examiner les déclarations de ces organisations, mais qu'il désirait prendre note de l'intérêt qu'elles témoignent à l'égard des travaux du Comité. A ce sujet, le Comité a tenu à prendre note avec satisfaction de l'œuvre des organisations non gouvernementales dans les territoires non autonomes.

24. Conformément à la procédure adoptée au cours de précédentes sessions, le Comité a constitué un Sous-Comité, dont le mandat et la composition figurent au paragraphe 8.

25. Lorsque le Président du Sous-Comité a présenté son rapport, à la 127^{ème} séance, il a remercié de leur concours les autres membres du Sous-Comité, le Secrétariat et les représentants des institutions spécialisées. Le Comité a examiné ce rapport à la même séance. Les représentants de l'Australie, du Brésil, de la Birmanie, de la France, du Guatemala, de l'Irak et du Royaume-Uni ont pris la parole; ces représentants ont réservé le droit de leurs délégations de faire des observations sur le fond du rapport du Comité devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Quelques corrections peu importantes ont été proposées et acceptées; après quoi, le rapport a été approuvé à l'unanimité; il constitue la deuxième partie du présent rapport.

26. Les représentants de l'Australie et du Guatemala ont présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale approuverait le rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, qui serait considéré comme un complément au rapport de 1952 et le Secrétaire général serait invité à le communiquer, pour examen, aux Membres des Nations Unies responsables de l'administration des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées. Le projet de résolution a été adopté à l'unanimité à la 127^{ème} séance. Le texte en est donné en annexe II.

VII. — Conditions de l'instruction

27. Après avoir étudié les conditions sociales, le Comité, à ses 121^{ème}, 122^{ème} et 123^{ème} séances, a examiné les conditions de l'instruction dans les territoires non autonomes. Il était saisi d'un rapport de l'OIT sur la politique en matière de formation technique et professionnelle dans les territoires non autonomes (A/AC.35/L.197), d'un exposé préparé par le Secrétariat sur les procédures adoptées et sur les offres d'assistance reçues des Etats Membres conformément à la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale relative aux progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes (A/AC.35/L.200), et d'un rapport annuel de l'UNESCO² sur les mesures destinées à éliminer l'analphabétisme dans les territoires non autonomes (A/AC.35/L.208 et Add.1).

² Pour les rapports précédents, voir A/AC.35/L.16, L.63, L.99, L.136 et L.173.

28. L'Australie, la Birmanie, le Brésil, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, l'Irak, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont fait des déclarations. Les représentants de l'OIT et de l'UNESCO ont fourni de nouveaux renseignements concernant respectivement la politique en matière de formation technique et professionnelle et les mesures visant à éliminer l'analphabétisme dans les territoires non autonomes.

29. Le représentant de la France a fait remarquer qu'en ce qui concerne les territoires français d'outre-mer, la France a accentué son effort dans le domaine social; 76 milliards de francs sont consacrés à cet effort dans le nouveau plan, dont 19 milliards pour l'enseignement et 34 milliards pour l'habitat.

30. Passant en revue certains progrès importants réalisés au cours de l'année dans les divers territoires sous administration britannique, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que 4.000 étudiants environ suivaient les cours des trois universités et des quatre collèges universitaires des territoires. D'autres étudiants étaient inscrits dans les universités du Royaume-Uni et, dans les territoires eux-mêmes, l'Administration était en train de développer les moyens d'enseignement. En ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, et notamment la formation du personnel enseignant, des progrès avaient été accomplis dans plusieurs territoires, en particulier dans la Fédération malaise, la Nigéria, la Côte-de-l'Or et certains autres territoires africains. Dans ces territoires et dans d'autres territoires, le nombre des élèves-maîtres avait augmenté et les établissements scolaires se développaient. Des progrès ont été réalisés dans l'éducation des femmes et des filles, et l'enseignement technique s'est considérablement développé.

31. Le représentant de la Birmanie a noté avec satisfaction les mesures qui ont été prises pour mettre en œuvre la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale et a informé le Comité que le Gouvernement de la Birmanie se proposait d'offrir des facilités d'enseignement, en Birmanie, à des étudiants des territoires non autonomes et des Territoires sous tutelle, cinq à l'échelon universitaire et un plus grand nombre dans des établissements techniques et agricoles. Il a exprimé l'espoir que, conformément à cette résolution, les Etats Membres administrants qui reçoivent des offres de facilités d'enseignement à l'intention des habitants des territoires qu'ils administrent offriront à leur tour des facilités analogues. Tout en reconnaissant la nécessité d'accorder la priorité aux études universitaires, le représentant de la Birmanie a estimé qu'étant donné la situation de l'enseignement dans les territoires, il convenait d'offrir aussi des facilités à des niveaux moins élevés de l'enseignement. Cette opinion est corroborée dans le rapport de la Commission de l'enseignement supérieur pour les Africains d'Afrique centrale, dont il est question dans le document A/AC.35/L.193. Le représentant de la Birmanie a exprimé l'espoir qu'à sa session de 1956, le Comité étudierait spécialement la question de l'enseignement secondaire et celle du recrutement et de la formation du personnel enseignant. Le Comité devrait également examiner la question de la publication de textes dans les langues vernaculaires.

32. Le représentant des Pays-Bas a rappelé que, lors de précédentes sessions du Comité, sa délégation a souligné que la politique scolaire appliquée en Nouvelle-Guinée néerlandaise avait insisté sur l'amélioration de la qualité du personnel enseignant et des écoles plus que sur le simple développement des moyens d'enseigne-

ment. Dans la plupart des régions, les moyens d'enseignement sont adéquats, mais la pénurie de personnel enseignant qualifié constitue un problème. Son gouvernement estime qu'en Nouvelle-Guinée néerlandaise l'enseignement formel doit être complété de façon à aider les habitants à s'adapter aux modes de vie nouveaux. Ainsi, un ordre de priorité élevé a été accordé à la formation de personnel enseignant. Après la guerre, il a été nécessaire de réorganiser tout le système d'enseignement. Beaucoup de travaux ont été accomplis en matière de législation et de recherches préparatoires. Pendant l'année écoulée, les autorités se sont particulièrement occupées de la formation du personnel enseignant, des méthodes de formation et de la publication de nouveaux manuels et le système d'enseignement a été amélioré à beaucoup d'égards. C'est pourquoi l'Administration n'a pas à signaler d'augmentation importante du nombre des élèves ou des écoles. Il est à prévoir que des statistiques ultérieures présenteront des résultats plus encourageants.

33. Le représentant des Etats-Unis a fait observer qu'en développant l'instruction, on aidait efficacement les populations sur la voie de l'autonomie. Depuis janvier 1950, plusieurs milliers d'étudiants provenant de territoires non autonomes ont fait des études aux Etats-Unis; 150 étudiants ont reçu des bourses et des subventions des Etats-Unis. Des programmes scolaires pour de nombreux territoires africains sont en cours d'élaboration et Porto-Rico est un centre pour les étudiants de la région des Antilles qui bénéficient d'une assistance.

34. Le représentant de l'Inde a appelé l'attention sur la forte proportion d'illettrés parmi les habitants des territoires non autonomes et sur la nécessité de supprimer l'analphabétisme. Il a fait observer en outre que les principes d'enseignement appliqués dans les territoires devaient être constamment révisés de façon à correspondre aux buts énoncés au Chapitre XI de la Charte. En matière d'enseignement, un certain équilibre est nécessaire, car on risque de provoquer de nouvelles difficultés en plaçant inégalement l'accent sur l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire ou l'enseignement supérieur. A ce propos, il a fait l'éloge du rapport de l'OIT sur la politique en matière de formation technique et professionnelle (A/AC.35/L.197). Il importe également de relever les traitements du personnel enseignant et de réduire le coût des constructions scolaires tout en veillant à intégrer la construction des écoles des régions rurales aux activités concernant le développement de la collectivité. Le Gouvernement de l'Inde a décidé récemment d'octroyer un plus grand nombre de bourses aux étudiants des territoires non autonomes; 121 bourses leur seront réservées pour l'année scolaire 1955-1956.

35. En présentant des renseignements complémentaires sur les conditions de l'instruction au Papua, le représentant de l'Australie a informé le Comité qu'une Direction de l'enseignement technique industriel a été spécialement créée pour s'occuper de l'enseignement technique et professionnel dans tout le territoire et qu'un centre situé près de Port-Moresby assure la formation professionnelle et technique dans divers domaines. Il a signalé en outre que des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de la Loi de 1952 sur l'apprentissage des autochtones et que la formation en cours d'emploi est maintenant organisée. D'autres programmes prévoient des cours d'économie ménagère et d'enseignement artisanal pour garçons et filles. Sur le plan général de l'enseignement, les progrès réalisés

antérieurement ont été maintenus. On espère que la diminution temporaire du nombre de maîtres formés sera prochainement corrigée. Le nombre des écoles officielles a augmenté de quatre unités au cours de l'année 1953-1954, et six autres avaient été ouvertes à la fin de janvier 1955.

36. En félicitant la Birmanie de son offre d'assistance, le représentant de l'Irak a appuyé les propositions faites par la délégation birmane au sujet des travaux que le Comité doit consacrer à l'enseignement en 1956. Il a rappelé que la question du financement de l'enseignement présentait une importance particulière dans les territoires non autonomes, et que le Comité aurait à étudier, en 1956, la question de l'enseignement supérieur et de son financement. L'instruction à l'étranger offre certes de grands avantages, mais elle doit être considérée comme un stade de transition; il faut résoudre les difficultés financières qui se posent dans les territoires et créer des centres culturels qui permettent de constituer une classe intellectuelle. Le représentant de l'Irak a appris avec satisfaction que le Gouvernement français avait pris des mesures pour favoriser l'enseignement de la médecine dans les territoires; il a également été heureux d'apprendre que le Royaume-Uni était d'avis de créer dans ses territoires des établissements d'enseignement supérieur.

37. Le représentant de la France a fait observer que l'enseignement dans les territoires d'outre-mer avait un double but: l'éducation des masses et la constitution d'une élite. Au début, le développement de l'enseignement a été retardé par la nécessité d'améliorer la situation sanitaire et économique, par l'absence d'un système traditionnel d'enseignement et par l'opposition des masses; il y a cependant eu des progrès au cours des quarante dernières années. Passant en revue le système scolaire, le représentant de la France a expliqué que l'ancienne tendance à chercher l'assimilation avait fait place à une politique plus souple, qui vise à adapter l'enseignement aux besoins régionaux et aux différents degrés d'évolution des populations autochtones. Etant donné la multiplicité des langues vernaculaires, le français a été adopté comme langue d'enseignement de base, mais chaque fois que cela est possible, notamment quand il existe une langue locale d'usage extensif, on utilise cette langue au stade initial de l'enseignement élémentaire. En outre, l'Administration française s'est efforcée de former des cadres féminins en vue de préparer les filles à leur futur rôle de mères et d'épouses. L'enseignement n'a pas progressé également à tous les degrés: l'enseignement primaire se développe plus lentement que l'enseignement secondaire en raison des difficultés particulières qu'implique l'extension d'un enseignement de qualité dans le secteur primaire. On accorde une attention particulière à l'enseignement technique et professionnel et on a fondé plusieurs centres de formation, écoles techniques et écoles supérieures d'enseignement technique. Quant à l'enseignement supérieur, le représentant de la France a parlé de l'Institut des hautes études de Dakar et des dispositions prises à Madagascar. De plus, le nombre des bourses métropolitaines destinées aux étudiants africains augmente sans cesse. Des statistiques détaillées sur les progrès de l'enseignement dans les territoires français d'outre-mer ont été communiquées au Comité.

38. Le représentant de la Chine a fait remarquer que le problème de l'enseignement était étroitement lié à celui du développement de la collectivité et à celui des niveaux de vie; c'est pourquoi, malgré les efforts des

Etats Membres administrants, nombreux sont les enfants autochtones qui sont illettrés et ne vont pas à l'école. Il a exprimé l'espoir qu'en 1956 ces Etats fournissent au Comité des renseignements complets et détaillés sur l'enseignement primaire et sur l'enseignement secondaire sans lequel les autochtones ne sauraient accéder à l'enseignement supérieur. Les Etats Membres administrants devraient fournir aussi des renseignements sur le financement des divers secteurs de l'enseignement, sur les problèmes budgétaires qu'il pose, et sur la participation des missions et des collectivités locales aux dépenses d'enseignement. En ce qui concerne la formation professionnelle, il a signalé qu'il était essentiel de trouver des emplois pour ceux qui ont reçu une telle formation. Il conviendrait enfin de s'occuper de la question des traitements du personnel enseignant, pour que la profession attire des candidats.

39. Le représentant du Brésil, rappelant son intervention au sujet de la santé publique, a appuyé la proposition, faite par le représentant de l'Irak, d'inscrire à l'ordre du jour de la session 1956 la question du financement de l'enseignement supérieur, et il a prié le rapporteur de mentionner cette proposition dans le rapport du Comité.

40. L'attention du Comité a été appelée sur une communication du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (A/AC.35/L.200/Add.1), relative à la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale. Dans cette communication, le Gouvernement des Etats-Unis a exposé la politique qu'il applique pour aider les territoires non autonomes en matière d'enseignement et de formation professionnelle, et il a déclaré accepter la procédure proposée par le Secrétaire général pour la mise en œuvre de la résolution 845 (IX). Entre 1950 et 1955, 151 personnes provenant de territoires non autonomes ont fait des stages de formation aux Etats-Unis.

41. Dans cette communication, il était également question du programme de bourses des Etats-Unis destinées aux étudiants des territoires non autonomes, et du rôle que joue la collaboration internationale dans le développement de l'enseignement dans les territoires.

VIII. — Renseignements relatifs à l'assistance technique

42. A sa 108ème séance, le Comité a examiné la question de l'assistance technique dans les territoires non autonomes. Conformément à la résolution 220 (III) de l'Assemblée générale, il avait été informé, à sa cinquième session, des décisions prises par le Conseil économique et social et des études entreprises sous les auspices de ce Conseil, lorsqu'elles avaient trait aux conditions économiques et sociales dans les territoires non autonomes. Cette année, le Comité était saisi du document A/AC.35/L.201, qui contient des renseignements succincts sur les projets d'assistance technique relatifs aux territoires non autonomes dont la mise en œuvre a été effectuée en 1954, et sur les projets approuvés pour 1955, ainsi que sur l'activité du Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans ces territoires.

43. Le représentant du Royaume-Uni a attiré l'attention du Comité sur la collaboration qui existe entre son gouvernement et les gouvernements des territoires administrés par le Royaume-Uni, d'une part, et les Nations Unies et les institutions spécialisées, d'autre part, en ce qui concerne les programmes d'assistance technique des Nations Unies. Il a cité des chiffres qui montrent

que le volume de l'assistance technique dont ces territoires ont bénéficié en 1954 a augmenté de façon notable. Cependant, les fonds disponibles au titre de ces programmes sont limités et le Royaume-Uni ne demande assistance que lorsque ses ressources ou celles des Territoires sont insuffisantes pour y subvenir. Il a fait observer qu'il n'existait pas de concurrence entre les commissions régionales et les institutions spécialisées. Il a donné ensuite des exemples du genre d'assistance accordé et il a signalé que le Royaume-Uni est le pays qui a fourni le plus grand nombre d'experts (308 en 1953). D'autre part, les territoires britanniques ont offert de nombreuses possibilités de formation aux ressortissants des pays étrangers au Commonwealth britannique. Le représentant du Royaume-Uni a également parlé de l'œuvre accomplie par la Commission de coopération technique dans les régions de l'Afrique situées au sud du Sahara et il a déclaré que cette Commission contribuait très utilement à mettre en commun l'expérience acquise dans les domaines techniques en Afrique.

44. Le représentant de l'Australie a informé le Comité qu'en ce qui concerne le Papua, c'est l'Autorité administrante qui fournit la majeure partie de l'assistance technique et qu'elle ne fait appel aux ressources internationales que lorsqu'il lui est impossible de fournir elle-même cette assistance. Il a attiré l'attention du Comité sur l'œuvre que la Commission du Pacifique sud accomplit dans le territoire du Papua dans les domaines de l'analphabétisme, du développement industriel, de la riziculture et de la santé publique, ainsi que sur l'assistance que l'Australian Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization a accordée en organisant une enquête sur les richesses du sol et l'assistance fournie par l'OMS et les autres institutions spécialisées. Des relations suivies ont été maintenues dans ces domaines avec les institutions spécialisées.

45. Le représentant des Pays-Bas a décrit ensuite les types de projets d'assistance technique que les Nations Unies fournissent à la Nouvelle-Guinée néerlandaise, ainsi que l'aide que le FISE accorde à ce territoire; il a insisté particulièrement sur les projets de l'OMS et du FISE qui visent à améliorer les conditions de la santé publique. La participation du Gouvernement des Pays-Bas s'est traduite surtout par l'octroi de fonds, de personnel, de matériel, de fournitures et d'équipement. Il a également attiré l'attention du Comité sur l'œuvre utile que la Commission du Pacifique sud accomplit dans les domaines de la puériculture, de l'analphabétisme, de la nutrition et des pêcheries et sur la façon dont les Gouvernements des Pays-Bas et de l'Australie collaborent en vue de résoudre les problèmes qui sont communs aux territoires qu'ils sont chargés respectivement d'administrer. Les institutions scientifiques et les autres organisations gouvernementales et non gouvernementales des Pays-Bas ont contribué au développement de la Nouvelle-Guinée néerlandaise. Ainsi, à la suite des études effectuées par une commission gouvernementale d'agronomes, un certain nombre de programmes expérimentaux ont été mis en œuvre, notamment un programme de mécanisation de la culture du riz.

46. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement fournissait directement aux territoires administrés par les Etats-Unis une assistance technique très importante. Cependant, ces territoires ont reçu une aide précieuse des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi que des commissions ré-

gionales qui jouent un rôle de plus en plus important en matière d'assistance technique internationale. Le Gouvernement des États-Unis est convaincu que l'assistance technique internationale représente une forme très efficace de coopération internationale et qu'elle contribuera à préparer à l'autonomie les territoires non autonomes. Les territoires plus avancés pourraient également participer de façon efficace aux programmes d'assistance technique.

47. Le représentant de la France a informé le Comité que le Programme élargi d'assistance technique aux territoires sous administration française renforce très utilement les efforts que fait le Gouvernement français dans ce domaine. Il a exposé les formes d'assistance technique fournies par l'OMS, la FAO et le FISE aux territoires français d'Afrique, telles que l'alimentation d'appoint, la lutte contre le paludisme et autres mesures préventives. Cette assistance a été complétée par un programme de bourses offertes à des autochtones. Le Gouvernement français a fourni les fonds nécessaires à l'exécution d'un certain nombre de projets.

48. Les représentants du Brésil, de la Chine, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irak et du Pérou, ainsi que le représentant de l'OMS, ont également fait des déclarations.

49. Le représentant de l'Irak a signalé que, tout en étant encourageante, l'assistance internationale aux territoires non autonomes est encore assez limitée et il a exprimé l'espoir que le Comité serait informé des autres formes d'assistance internationale et régionale fournie aux territoires aux termes de l'Article 73, d, de la Charte.

50. Se référant à certaines déclarations faites par les représentants des États Membres administrants, le représentant de l'Inde a déclaré que les problèmes qui se posent aux territoires non autonomes réclament l'attention à la fois des organismes intergouvernementaux et des organisations internationales. S'il est vrai que le pourcentage des fonds alloués aux territoires par l'Organisation des Nations Unies au titre des programmes d'assistance technique s'est accru, les chiffres paraissent cependant modestes quand on les compare aux besoins des territoires. D'autre part, il faudrait examiner la possibilité d'organiser des campagnes sur un plan régional. En ce qui concerne l'assistance fournie par les divers organismes régionaux intergouvernementaux, il importe de tenir pleinement compte du travail des organisations internationales, et les États Membres administrants devraient s'efforcer d'obtenir leur entière coopération.

51. Le représentant du Brésil a exprimé l'espoir que les États Membres administrants fourniront à l'avenir des renseignements plus complets sur le développement économique et social de leurs territoires respectifs et sur la mesure dans laquelle l'assistance technique est incorporée aux programmes généraux de développement conformément au paragraphe 1, c, de la section C du Schéma. Il a souligné que sa délégation a toujours soutenu que les États Membres administrants devraient fournir la plus grande partie de l'assistance technique et n'utiliser l'assistance technique internationale que pour compléter les résultats de leurs propres efforts dans ce domaine. Sinon, ces États entreraient en concurrence aiguë avec les pays sous-développés pour l'octroi des fonds limités qui sont disponibles.

52. Le représentant du Pérou a également exprimé l'opinion que l'assistance technique internationale pou-

vait être à juste titre considérée comme un complément aux efforts nationaux, mais que l'on devrait examiner l'ensemble afin d'évaluer le développement des territoires. Il a été d'avis qu'à l'avenir, le rapport du Secrétariat devrait indiquer la contribution des États Membres administrants, et il a souligné la nécessité d'une coopération plus étroite entre les commissions régionales, les Nations Unies et les institutions spécialisées. Il serait utile de connaître, le cas échéant, les contributions que les territoires non autonomes ont pu apporter au FISE et aux programmes d'assistance technique des Nations Unies.

53. Le représentant du Guatemala a souligné qu'étant donné les besoins des autres pays insuffisamment développés, c'est aux États Membres administrants qu'il incombe avant tout de fournir l'assistance technique aux territoires non autonomes. Il est donc important de comparer l'assistance provenant des organisations internationales aux efforts des États Membres administrants dans ce domaine.

54. Le représentant de la Chine a exprimé l'avis que le développement des territoires non autonomes exigeait non seulement que les organisations internationales et les États Membres administrants fournissent une assistance technique, mais encore que les autochtones eux-mêmes y participent.

55. En réponse à des points soulevés par certains représentants, le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'à son avis, le Comité serait mieux à même d'évaluer la contribution de l'assistance technique internationale au développement des territoires une fois qu'il aurait examiné les questions relatives aux conditions sociales, économiques et de l'instruction. D'autre part, il a fait observer que, dans les territoires britanniques, les relations de travail entre les organismes intergouvernementaux et les institutions des Nations Unies qui fournissent une assistance technique étaient très satisfaisantes.

IX. — Conditions économiques

56. A ses 109^{ème} et 110^{ème} séances, le Comité a examiné certains aspects de la situation économique dans les territoires non autonomes; il s'est borné en grande partie à étudier les questions soulevées par le rapport sur la situation économique que le Comité a préparé en 1954 et qui est reproduit dans le document A/2729.

57. Les représentants du Brésil, de la Chine, des États-Unis, de la France, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont fait des déclarations.

58. Les représentants des États-Unis, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont déclaré que le rapport du Comité sur la situation économique (1954) a été transmis pour examen aux autorités compétentes des territoires non autonomes.

59. Tout en reconnaissant que les recommandations contenues dans le rapport du Comité n'ont été communiquées que récemment aux gouvernements intéressés, le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que l'on tiendrait pleinement compte de la nécessité de mettre les territoires non autonomes en mesure de se suffire autant que possible à eux-mêmes, sur le plan territorial ou sur le plan régional. A ce sujet, il était absolument nécessaire de mettre l'accent sur le développement de l'agriculture et il y aurait donc lieu de chercher à utiliser de façon plus intensive les terres disponibles et à diversifier davantage la production. Le représentant de l'Inde

a exprimé l'avis qu'il importait d'augmenter le volume de l'assistance financière destinée au développement économique dans tous les territoires, plutôt que de faire face à des situations exceptionnelles dans quelques territoires seulement.

60. Le représentant de la Chine a fait observer que, lors de l'élaboration de programmes de développement économique, de nombreux territoires se heurtent à certaines difficultés telles que les fluctuations de prix, les problèmes d'approvisionnement et de transport, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les ressources financières limitées et le manque d'études adéquates. Il conviendrait d'étudier d'autres moyens de financer le développement économique et d'envisager, par exemple, le réinvestissement des bénéfices réalisés par des firmes étrangères. La participation des populations à l'exécution des plans de développement constitue également un facteur important.

61. Le représentant du Royaume-Uni a passé en revue l'application de la loi sur le développement économique et social des colonies (*Colonial Development and Welfare Act*), qui est le principal instrument grâce auquel le Royaume-Uni fournit une assistance aux territoires qu'il administre. Le montant total des dépenses des gouvernements coloniaux au titre des programmes de développement est passé d'environ 57 millions de livres sterling en 1950 à environ 110 millions en 1953. Les crédits prévus en vertu de la loi sur le développement économique et social des colonies ont représenté 13 pour 100 de ce dernier chiffre. Bien que, dans l'ensemble des programmes de développement, la priorité ait été accordée au plan de développement économique, près de 50 pour 100 des fonds alloués dans le cadre de cette loi ont été consacrés à l'enseignement et à d'autres services sociaux. En vertu de dispositions législatives récentes, un montant total de 120 millions de livres, dont une partie représentait un report de la période précédente, a été mis à la disposition des gouvernements territoriaux pour la période allant de 1955 à 1960. Il est important de relever cependant qu'une forte proportion des fonds consacrés au plan de développement provenait des recettes territoriales et d'autres sources locales.

X. — Questions générales relatives aux résumés et analyses de renseignements

62. A la session de 1954, l'attention du Comité a été appelée sur la résolution 789 (VIII) de l'Assemblée générale relative au contrôle et à la réduction de la documentation. Etant donné les mesures qui avaient été prises antérieurement en vue de réduire les rapports établis pour le Comité et l'Assemblée générale, les membres du Comité n'avaient eu à l'époque aucune proposition à présenter, mais ils avaient demandé au Secrétariat de ne pas perdre de vue la question. A la présente session, au cours des 122^{ème} et 123^{ème} séances, le Comité a examiné s'il convenait de cesser la publication des volumes contenant le résumé de renseignements concernant les territoires non autonomes, établi par le Secrétaire général pendant les années comprises dans l'intervalle des publications triennales des résumés complets.

63. En réponse à des questions posées par le représentant de l'Australie, le représentant du Secrétaire général a informé le Comité qu'une partie des renseignements de cette nature, établis durant les deux années pendant lesquelles il n'est pas prévu de publier

des résumés complets, étaient des renseignements d'ordre statistique qui figuraient en partie dans un certain nombre de publications annuelles de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Les autres renseignements n'étaient pas aussi facilement accessibles. Il semble que les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les bibliothèques, les universités, etc. utilisent largement la publication actuelle.

64. Les représentants de l'Australie, de la Birmanie, du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde et de l'Irak ont fait des déclarations. Les représentants de la Birmanie, du Brésil, de l'Inde et de l'Irak ont exprimé l'avis que la publication de ces renseignements, en tant que renseignements spécialement fournis au sujet des territoires non autonomes, conformément à l'Article 73, e, de la Charte, était des plus souhaitable et même nécessaire aux termes des dispositions de résolutions de l'Assemblée générale. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que, tout en préconisant des économies chaque fois qu'il était possible, son gouvernement estimait que la publication actuelle devait continuer à paraître. Le représentant de la France, après avoir signalé que les services de son gouvernement accordent déjà une large diffusion aux documents des Nations Unies relatifs aux territoires non autonomes, a proposé que le Comité s'en remette à l'appréciation du Secrétaire général; il a fait observer que sa délégation était disposée à ce que l'on accorde la plus large diffusion possible aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Le représentant du Brésil a souligné qu'il n'avait aucune objection à la suggestion de s'en remettre au jugement du Secrétaire général, mais qu'il importait d'attirer son attention sur les opinions exprimées au Comité. Le représentant de l'Australie a constaté avec satisfaction que la discussion avait permis d'apporter des précisions qui aideraient le Secrétaire général et la Cinquième Commission à prendre une décision appropriée sur la question.

XI. — Cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS CONCERNANT LE SURINAM ET LES ANTILLES NÉERLANDAISES

65. Dans sa résolution 747 (VIII) en date du 27 novembre 1953, l'Assemblée générale a pris acte, dans le préambule, "de la déclaration du représentant des Pays-Bas³ selon laquelle les négociations entre les représentants des Pays-Bas, des Antilles néerlandaises et du Surinam, qui avaient été suspendues en 1952, reprendront sous peu", et, dans les cinq premiers paragraphes du dispositif, 1) a noté "avec satisfaction les progrès accomplis par les Antilles néerlandaises et le Surinam dans la voie de l'autonomie"; 2) a estimé "qu'on ne pourra apprécier convenablement le nouveau statut des Antilles néerlandaises et du Surinam que lorsque lesdites négociations auront abouti à un résultat définitif qui aura été incorporé dans des dispositions constitutionnelles"; 3) a exprimé "au Gouvernement des Pays-Bas sa confiance qu'à la suite des négociations, les Antilles néerlandaises et le Surinam acquerront un nouveau statut qui leur donne une autonomie complète, conformément aux objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte"; 4) a invité "le Gouvernement des Pays-

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Quatrième Commission, 343^{ème} séance, par. 70.

Bas à communiquer au Secrétaire général le résultat de ces négociations ainsi que le texte des dispositions mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus; et 5) a invité "le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à examiner ces communications en même temps que les renseignements déjà transmis, et à faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale".

66. Conformément aux termes de cette résolution, le Gouvernement des Pays-Bas a transmis au Secrétaire général une communication (A/AC.35/L.206) en date du 30 mars 1955 dans laquelle il relatait les événements d'ordre constitutionnel qui ont abouti, le 29 décembre 1954, à la promulgation d'une Charte du Royaume des Pays-Bas comprenant les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises; un exemplaire de ladite Charte ainsi qu'un mémoire explicatif étaient joints en annexes à cette communication. A la suite des changements intervenus dans la situation constitutionnelle et dans le statut du Surinam et des Antilles néerlandaises, le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré qu'il se considérait comme déchargé des responsabilités qu'il assumait à l'égard du Surinam et des Antilles néerlandaises conformément au Chapitre XI de la Charte.

67. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à ses 125^{ème} et 126^{ème} séances. A la 125^{ème} séance, le représentant des Pays-Bas a produit les documents pertinents et a présenté au Comité le représentant du Surinam et le représentant des Antilles néerlandaises, qui faisaient partie de la délégation des Pays-Bas. Ces deux derniers représentants ont alors passé en revue les changements d'ordre constitutionnel qui avaient été effectués et ils ont analysé et expliqué les principales dispositions de la Charte du Royaume des Pays-Bas. Cette Charte est fondée sur les principes suivants: les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises déclarent de leur propre et libre volonté accepter dans le Royaume des Pays-Bas un nouvel ordre constitutionnel qui comprend les trois pays ci-dessus mentionnés; les trois pays dirigent de façon autonome leurs propres affaires; les décisions touchant aux affaires du Royaume doivent être prises conjointement par les trois pays considérés comme égaux; et les trois pays se prêtent mutuellement aide et assistance. Mises à part les questions de défense, d'affaires étrangères, de nationalité et quelques autres questions qui étaient les prérogatives du Royaume, les trois pays ont le pouvoir de décider en dernier ressort. En outre, chaque pays peut rédiger et modifier sa propre Constitution. La Reine est le chef du Royaume et le chef de chacun des pays; le Royaume et chacun des trois pays sont placés sous le régime parlementaire. Les lois du Royaume sont promulguées par le Parlement des Pays-Bas qui, dans l'exercice de cette fonction spéciale, agit en qualité de Parlement du Royaume. Cependant, les Parlements du Surinam et des Antilles néerlandaises peuvent exercer leur influence par différents moyens et à des degrés divers sur les décisions du Parlement des Pays-Bas. Etant donné que les Pays-Bas ne sont plus Autorité administrante à l'égard du Surinam et des Antilles néerlandaises, mais leur associé égal dans le Royaume des Pays-Bas, les Pays-Bas n'ont ni le droit ni le pouvoir de communiquer les renseignements relatifs à ces pays en vertu de l'Article 73, e, de la Charte des Nations Unies. Les représentants des Pays-Bas ont soumis au Comité des publications concernant le Surinam et les Antilles néerlandaises pour lui expliquer certains traits caractéristiques des deux pays, mais non

à titre d'obligation imposée par l'Article 73, e, de la Charte.

68. Après que les représentants des Pays-Bas eurent fourni ces renseignements, les représentants du Brésil, de la Birmanie, de la Chine, du Guatemala et de l'Inde leur ont adressé un certain nombre de questions sur divers aspects des changements constitutionnels intervenus au Surinam et aux Antilles néerlandaises à la suite de la promulgation de la Charte du Royaume des Pays-Bas.

69. Le représentant du Guatemala a demandé: 1) si, dans l'élection aux Parlements au suffrage universel, les illettrés avaient le droit de voter et si le scrutin était public ou secret; 2) à quel titre le Gouverneur du Surinam et celui des Antilles néerlandaises exerçaient les pouvoirs mentionnés à l'Article 2 de la Charte; 3) pour quelles raisons les dispositions législatives et administratives du Surinam et des Antilles néerlandaises étaient régies par des règles distinctes de celles qui s'appliquaient aux Pays-Bas (Art. 50 de la Charte); 4) si les habitants du Surinam et des Antilles néerlandaises avaient été consultés au sujet de leur nouvelle Constitution; 5) comment étaient nommés les juges au Surinam et aux Antilles néerlandaises et si ces pays avaient eux-mêmes demandé qu'ils soient nommés par la Reine; 6) si la règle de la majorité des trois cinquièmes qui est en vigueur à la Deuxième Chambre du Parlement du Royaume s'appliquait également au Parlement des Pays-Bas; 7) si les représentants du Surinam et des Antilles néerlandaises au Parlement du Royaume des Pays-Bas avaient le droit de vote et si leur nombre faisait l'objet de limitations; 8) si le Royaume des Pays-Bas avait les mêmes responsabilités que le Gouvernement des Pays-Bas en ce qui concerne la communication des renseignements visés à l'Article 73, e, de la Charte. Le représentant du Guatemala désirait savoir dans quelle mesure le Surinam et les Antilles néerlandaises étaient sur un pied d'égalité avec les Pays-Bas.

70. Le représentant du Brésil a demandé: 9) s'il existait un texte législatif fixant les pouvoirs du Gouverneur au Surinam et aux Antilles néerlandaises, tels qu'ils sont prévus à l'Article 2 de la Charte; 10) quel organe avait compétence pour décider si une loi était compatible ou non avec la Charte et si la Reine avait le pouvoir d'annuler une loi qui violerait la Charte.

71. Le représentant de l'Inde a demandé: 11) si les élections de novembre 1954 avaient eu lieu aux Antilles néerlandaises et au Surinam, ou seulement dans le premier pays; 12) si les électeurs avaient pu prendre connaissance des dispositions de la Charte avant les élections.

72. Le représentant de la Chine a demandé: 13) si les Antilles et le Surinam pourraient décider librement de leur monnaie; 14) si la Reine pouvait recruter des troupes dans ces deux pays sans le consentement des gouvernements respectifs.

73. Le représentant de la Birmanie a demandé: 15) si l'égalité entre les trois pays était compatible avec les dispositions de l'Article 12 de la Charte, duquel il ressort que le Surinam et les Antilles néerlandaises seraient en minorité dans tous les organes du Royaume; 16) si les ministres plénipotentiaires seraient élus ou désignés; et 17) si la Charte contenait des dispositions qui permettent au Surinam de modifier sa Constitution et de rompre ses liens avec le Royaume des Pays-Bas.

74. En réponse à ces questions spécifiques et à d'autres questions qui ont été soulevées au cours des discussions, les représentants des Pays-Bas provenant du Surinam et des Antilles néerlandaises ont donné les précisions ci-après :

1) En ce qui concerne le droit de vote des illettrés, il n'existe pas de disposition qui empêche ces personnes d'exercer leur droit de vote ; d'ailleurs, l'analphabétisme ne constitue pas un problème grave dans les deux pays. Le scrutin est secret.

2) Le Gouverneur au Surinam et le Gouverneur aux Antilles néerlandaises représentent la Reine comme chefs constitutionnels du gouvernement de ces pays et comme chefs du pouvoir exécutif du Royaume. Le poste n'est pas un poste politique qui ferait double emploi avec les pouvoirs des premiers ministres de ces deux pays respectifs, mais est avant tout symbolique.

3) Les paragraphes 1 et 2 de l'Article 50 de la Charte contiennent des dispositions différentes parce qu'aux termes de la Charte, divers articles de la Constitution des Pays-Bas sont demeurés en vigueur et applicables au Royaume considéré comme un tout, notamment la disposition selon laquelle le Parlement des Pays-Bas peut agir sous certaines conditions en tant que Parlement du Royaume (Art. 15 à 19 de la Charte). Il résulte de cette organisation que des dispositions différentes sont nécessaires.

4) Sur la question de savoir si les populations intéressées ont été consultées au sujet des modifications constitutionnelles, il faut noter que les Parlements ont été élus au suffrage universel et qu'aucune opposition ne s'y est manifestée contre les modifications constitutionnelles.

5) C'est le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et non le Gouvernement des Pays-Bas lui-même qui nomme les juges. Cette disposition a été prise conformément aux vœux des deux pays mêmes, afin de sauvegarder l'indépendance des juges dans ces petites communautés. En ce qui concerne l'organisation judiciaire, les lois locales aussi bien que la Charte protègent les juges contre toute influence locale qui pourrait se manifester.

6) Les lois des Pays-Bas ne sont pas applicables au Surinam et aux Antilles néerlandaises ; seules les lois votées par le Parlement du Royaume y sont applicables.

7) Les délégués dont il est question à l'Article 17 de la Charte n'ont pas le droit de vote. Le Surinam et les Antilles ont préféré avoir le droit d'envoyer un nombre indéterminé de délégués au Parlement du Royaume, à la condition que les mesures auxquelles ils s'opposent ne puissent être approuvées que par une majorité des trois cinquièmes, plutôt que d'avoir le droit de vote pour leurs délégués qui pourraient être facilement mis en minorité. Ils considèrent que cette disposition leur est plus favorable que le droit de vote. Le nombre des délégués qui assistent aux débats du Parlement du Royaume n'a donc aucune importance.

8) Il ne saurait être question pour le Royaume de transmettre des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte en ce qui concerne l'une quelconque des parties qui, sur un pied d'égalité, constituent le Royaume. Il serait aussi inconcevable de transmettre des renseignements sur le Surinam ou sur les Antilles néerlandaises que d'en transmettre sur les Pays-Bas.

9) Les pouvoirs des Gouverneurs au Surinam et aux Antilles néerlandaises sont précisés dans les constitutions de ces pays, qui ont été adaptées à la Charte.

10) Le Gouvernement du Royaume considéré comme un tout est l'organe compétent pour décider si des lois sont compatibles ou non avec les dispositions de la Charte.

11) Des élections ont eu lieu en novembre 1954 aux Antilles néerlandaises et, à une date ultérieure, au Surinam.

12) Il a été jugé inutile d'avoir des élections spéciales pour décider de cette question puisque *tous* les partis politiques ont soutenu les modifications constitutionnelles.

13) Les Antilles néerlandaises et le Surinam sont libres de décider de leurs monnaies respectives. La valeur du florin du Surinam et des Antilles néerlandaises est deux fois supérieure à celle du florin des Pays-Bas.

14) Le Gouvernement du Royaume ne peut pas recruter de troupes au Surinam ou aux Antilles néerlandaises. Aux termes de l'Article 31 de la Charte, cette mesure ne peut être prise que conformément à la législation locale.

15) Les représentants provenant des Antilles néerlandaises et du Surinam ont donné des éclaircissements sur les questions relatives à l'association, sur un pied d'égalité, des trois pays.

16) Les ministres plénipotentiaires sont nommés par leur gouvernement respectif. Ces pays ont le droit, chacun en ce qui le concerne, de changer leur Constitution respective et peuvent, en consultation avec les autres parties du Royaume, modifier les relations existant entre les trois parties. Ces représentants ont rappelé que Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a déclaré qu'aucune association politique ne peut être durable si elle ne repose sur l'acceptation volontaire et la loyauté de la majorité écrasante des citoyens, et qu'il serait contraire à la politique établie d'empêcher l'un des associés du Royaume de faire sécession, s'il le désirait.

75. Un certain nombre de représentants ont remercié les représentants des Pays-Bas d'avoir fourni des renseignements complets et d'avoir répondu en détail aux questions qui leur étaient posées.

76. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, de l'avis de son gouvernement, le Surinam et les Antilles néerlandaises étaient incontestablement parvenus à l'autonomie complète.

77. Le représentant de l'Australie a déclaré que le Comité devrait prendre acte des déclarations du Gouvernement néerlandais selon lesquelles, à la suite des modifications constitutionnelles qui sont intervenues au Surinam et aux Antilles néerlandaises, le Gouvernement des Pays-Bas ne pourrait plus transmettre des renseignements conformément à l'Article 73, e, de la Charte et qu'il était seul compétent pour prendre une telle décision. En outre, le Gouvernement des Pays-Bas a abondamment prouvé à l'Organisation des Nations Unies que les nouvelles dispositions constitutionnelles avaient rencontré l'assentiment total des populations du Surinam et des Antilles néerlandaises.

78. Le représentant de la France s'est associé aux vues exprimées par le représentant de l'Australie et a souligné que, puisque le Surinam et les Antilles néerlandaises avaient obtenu l'autonomie complète et étaient devenus des pays associés sur un pied d'égalité dans le Royaume des Pays-Bas, la transmission des renseignements prévus à l'Article 73, e, de la Charte n'était plus justifiée. Il a ajouté que le Comité ne devrait plus discuter cette question, mais se contenter de prendre

note des renseignements fournis par la délégation des Pays-Bas.

79. Les représentants du Brésil, de la Chine, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irak et du Pérou, tout en remerciant les représentants des Pays-Bas d'avoir fourni des renseignements détaillés, ont exprimé diverses raisons pour lesquelles il conviendrait d'ajourner la suite de l'examen de cette question jusqu'à ce que tous les gouvernements intéressés aient eu l'occasion d'étudier de façon plus approfondie les renseignements fournis par le Gouvernement des Pays-Bas. Il a été proposé que le Comité s'ajourne et se réunisse de nouveau avant la réunion de l'Assemblée générale, au mois de septembre, afin de poursuivre l'examen de ce point. Le représentant de l'Irak a approuvé cette suggestion, mais il a été d'avis qu'il serait sans doute préférable de laisser à l'Assemblée générale le soin de régler la question.

80. Le représentant des Pays-Bas a exprimé le regret que le Comité ne prenne pas de décision à ce stade, mais il ne s'est pas opposé à l'ajournement de la question.

81. Le représentant de l'Australie a constaté qu'un certain nombre de représentants n'étaient pas en mesure de parvenir pour le moment à une conclusion et il s'est rallié aux partisans de l'ajournement. Cependant, il s'est opposé à toute suggestion tendant à renvoyer la question à l'Assemblée générale avant que le Comité n'ait pris une décision à ce sujet.

82. Le Président a mis aux voix la question de savoir si le Comité était disposé à ajourner, au cours de sa présente session, la suite de l'examen de ce point. Un vote à main levée a donné les résultats suivants : 7 voix pour, zéro voix contre et 5 abstentions. Le Comité a également décidé qu'il se réunirait avant l'ouverture de la dixième session de l'Assemblée générale et que le Président serait chargé de fixer la date exacte en consultation avec le Secrétaire général.

XII. — Modalités d'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements

83. Par sa résolution 850 (IX), qui visait à perfectionner les méthodes et les procédures qu'il y a lieu de suivre en cas de cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73, e, l'Assemblée générale a invité le Comité à faire figurer dans son présent rapport toutes propositions qu'il jugerait souhaitable d'y inclure au sujet de la mise en œuvre de cette résolution.

84. Le Comité a examiné brièvement la question à sa 129^{ème} séance. Le représentant du Brésil a fait observer que l'on avait déjà élaboré divers éléments de la procédure destinée à résoudre cette question. En particulier, la compétence du Comité touchant l'examen de ces communications a été déjà reconnue ; les trois gouvernements intéressés dans les cas où la transmission des renseignements a cessé, à savoir les Etats-Unis, le Danemark et les Pays-Bas, se sont conformés aux termes de la résolution 222 (III) de l'Assemblée générale et ont fourni des renseignements détaillés sur les changements constitutionnels intervenus ; ces trois gouvernements ont également adjoint à leurs délégations des personnes venant des territoires, qui étaient en mesure de donner, du point de vue de ces territoires, des renseignements sur ces modifications constitutionnelles ; le Comité a également employé un système d'exposés suivis de questions et de réponses ; dans le

cas des deux premiers pays, le Comité a adopté des résolutions contenant certaines conclusions provisoires qui ne dépassaient pas les limites de son mandat et ne préjugeaient pas la solution définitive que l'Assemblée générale pourrait donner à ces questions. Dans le cadre de ces pratiques, le seul point de détail qui semblait demander un nouvel examen était de savoir s'il convenait de fixer un délai dans lequel le Comité devrait examiner les communications reçues des gouvernements. Il ne faut pas oublier qu'il peut être parfois nécessaire que les délégations renvoient certaines questions à leur gouvernement. Cependant, la résolution de l'Assemblée générale a des conséquences plus vastes, que le Comité n'a pas eu le temps d'examiner au cours de la présente session. C'est pourquoi le représentant du Brésil a proposé que ce point soit précisé dans le rapport à l'Assemblée générale, de façon que l'examen de toute proposition que le Comité jugerait souhaitable pour mettre en œuvre la résolution 850 (IX) puisse être ajourné jusqu'à la session que le Comité tiendra en 1956. Le représentant du Guatemala s'est associé à cette proposition et le Comité l'a adoptée.

XIII. — Renouvellement du mandat du Comité ; représentation au Comité et participation de représentants autochtones

85. Au cours de ces débats, le Comité a décidé de considérer comme une seule question les trois points de l'ordre du jour intitulés : Etudes à entreprendre ; renouvellement du mandat du Comité ; représentation au Comité et participation de représentants autochtones.

86. Par sa résolution 646 (VII) du 10 décembre 1952, l'Assemblée générale avait pris les décisions suivantes : "Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes restera en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période de trois ans" (par. 1 du dispositif) ; "... à sa session ordinaire de 1955, l'Assemblée générale examinera la question de savoir si le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes devra être reconstitué pour pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de tout comité de cette nature qui serait créé" (par. 3).

87. A ses 123^{ème}, 124^{ème}, 127^{ème} et 128^{ème} séances, le Comité a étudié la question du renouvellement de son mandat et les études que le Comité devrait entreprendre à ce sujet, ainsi que la question de la représentation au Comité et de la participation de représentants autochtones.

88. Le représentant de l'Inde a présenté, au nom de sa délégation et de celles de la Birmanie et de l'Irak, un projet commun de résolution ainsi conçu (A/AC.35/L.209) :

"L'Assemblée générale,

"Ayant examiné les travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes créé en vertu de la résolution 332 (IV) que l'Assemblée générale a adoptée le 2 décembre 1949,

"Reconnaissant qu'il serait utile que le Comité continue son activité constructive en vue de faire progresser les populations des territoires non autonomes vers les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte,

"1. Décide de maintenir en fonctions le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes ;

"2. *Décide* que, conformément aux dispositions des résolutions 332 (IV) et 646 (VII), le Comité doit être composé des Membres des Nations Unies qui transmettent des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte et d'un nombre égal de Membres qui n'administrent pas de territoires non autonomes, élus sur une base géographique aussi large que possible par la Quatrième Commission agissant au nom de l'Assemblée générale;

"3. *Invite* les membres du Comité à continuer d'adjoindre à leurs délégations des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité;

"4. *Invite* les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes à adjoindre à leurs délégations des autochtones spécialement qualifiés pour parler de la politique suivie en matière économique, sociale et d'instruction dans les territoires non autonomes;

"5. *Autorise* le Comité à admettre comme observateurs, avec le consentement des Membres administrants intéressés, des personnes désignées par les gouvernements des territoires non autonomes dont les habitants assument dans une large mesure la responsabilité de la politique suivie, dans leurs territoires, en matière économique, sociale et d'enseignement;

"6. *Donne pour instruction* au Comité d'examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports ou renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes;

"7. *Donne pour instructions* au Comité de soumettre à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires, des rapports contenant les recommandations sur la procédure et les suggestions de fond qu'il estimera utiles au sujet des questions techniques en général ou des questions qui sont communes à plusieurs territoires d'une même région, mais non celles qui concernent un territoire particulier;

"8. *Considère* que, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques spécifiées au paragraphe c de l'Article 73 de la Charte, le Comité devrait étudier successivement et avec un soin particulier les conditions de l'instruction et les conditions économiques et sociales, et examiner les renseignements transmis sur ces questions à la lumière des rapports que l'Assemblée générale aura approuvés concernant ces conditions dans les territoires non autonomes."

89. Le représentant de l'Inde a constaté que les travaux du Comité avaient accéléré le progrès économique, social et culturel, ainsi que le progrès de l'enseignement dans les territoires. En outre, plusieurs membres administrants ont volontairement fourni des renseignements d'ordre politique. Il convenait, à son avis, d'assurer l'avenir du Comité en lui donnant un caractère permanent. L'évolution récente du monde colonial et le fait que la Quatrième Commission ne pourrait se passer d'un organe tel que le Comité actuel obligent à envisager l'établissement d'un comité permanent. Le représentant

de l'Inde a exposé ensuite ses vues sur les différents paragraphes du projet de résolution.

90. Le représentant de l'Irak a fait observer que les conditions dans les territoires non autonomes ne cesseraient pas d'être un sujet de discussion internationale et exigeaient donc l'existence d'un comité de ce genre. Il a exprimé l'opinion que le Comité avait obtenu des résultats positifs. Il était prêt quant à lui, à accepter une solution raisonnable qui ne mettrait pas en jeu le principe de la protection des peuples des territoires non autonomes. Il a exposé brièvement la position de son Gouvernement au sujet des paragraphes du projet de résolution, lequel, à son avis, s'inspire essentiellement des résolutions de l'Assemblée générale. Il a ajouté que les auteurs du projet étaient d'ailleurs prêts à accepter des amendements, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux principes en cause.

91. Le représentant de la Birmanie a déclaré que le renouvellement du mandat du Comité soulevait une question de principe plutôt qu'une question de procédure. A son avis, les Membres administrants comme les Membres non administrants appuient le Comité, qu'ils considèrent comme un moyen de travailler au bien-être des peuples non autonomes dans l'esprit qui animait les rédacteurs de la Charte à San-Francisco. Les auteurs du projet de résolution préféraient établir un comité permanent, mais ils étaient disposés à accepter une solution de compromis qui prolongerait l'existence du Comité.

92. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique s'est déclaré en faveur du renouvellement du Comité. Le problème de l'autonomie est un problème qui continue à se poser et qui est susceptible d'évolution. S'il est clair que des progrès considérables ont été accomplis en exécution du Chapitre XI de la Charte, il existe cependant des forces qui sont en train de priver de leur autonomie un bien plus grand nombre de peuples.

93. En vue de réaliser un compromis entre les divers points de vue exprimés au Comité, le représentant du Brésil a présenté un document de travail (A/AC.35/L.211) contenant des amendements au projet de résolution des trois Puissances. Voici le texte de ce document de travail:

"1. Remplacer le deuxième alinéa du préambule par le texte suivant:

"*Constatant* que, d'après l'opinion exprimée par divers Etats Membres, les travaux techniques du Comité sont des travaux de valeur et que ses rapports contribuent à faire mieux comprendre les problèmes qui se posent dans les territoires non autonomes et peuvent constituer un guide utile dans la recherche d'une solution à ces problèmes."

"2. Ajouter au préambule un troisième alinéa, ainsi conçu:

"*Considérant* que, dans l'intérêt du progrès des populations des territoires non autonomes et de la réalisation des objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte, le Comité doit poursuivre les travaux constructifs qu'il effectue en vertu de son mandat actuel."

"3. Remplacer le paragraphe 1 du dispositif par le texte suivant:

"1. *Décide* de maintenir en fonctions pour une nouvelle période de trois ans le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, sur la même base et avec le mandat que lui confère la résolution 332 (IV)."

"4. Remplacer le paragraphe 3 du dispositif par le texte suivant :

"3. *Invite* les membres du Comité à continuer d'adjoindre à leurs délégations des conseillers techniques particulièrement qualifiés dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité."

"5. Ajouter au dispositif un nouveau paragraphe 4 ainsi conçu :

"4. *Remercie* les membres du Comité d'adjoindre des conseillers techniques à leurs délégations et constate avec satisfaction que, grâce aux renseignements supplémentaires fournis par ces experts au cours des débats, la qualité des travaux du Comité s'est améliorée."

"6. Remplacer l'ancien paragraphe 4 par le texte suivant, qui deviendra le paragraphe 5 :

"5. *Constate également* avec satisfaction que certains des Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes ont adjoint à leur délégation des autochtones particulièrement qualifiés pour parler de la politique économique, sociale ou scolaire suivie dans les territoires non autonomes, et estime que ces autochtones ont apporté aux travaux du Comité une utile contribution."

"7. Ajouter le texte suivant, qui deviendra le paragraphe 6 :

"6. *Exprime l'espoir* que les Membres administrants recourront de plus en plus à la pratique mentionnée au paragraphe précédent."

"8. Remplacer l'ancien paragraphe 5 par le texte suivant, qui deviendra le paragraphe 7 :

"7. *Estime* que les Membres administrants pourront juger utile de désigner certaines personnalités comme observateurs pour le compte du gouvernement des territoires non autonomes dont les habitants assument dans une large mesure la responsabilité de la politique économique, sociale et scolaire suivie dans leur territoire."

"9. Ajouter un nouveau paragraphe 8, ainsi conçu :

"8. *Autorise* le Comité à admettre, lorsque le Membre administrant intéressé lui en fait la demande, les personnes mentionnées au paragraphe précédent, qui assisteront aux débats en qualité d'observateurs."

"10. Donner le numéro 9 à l'ancien paragraphe 6.

"11. Donner le numéro 10 à l'ancien paragraphe 7, en y supprimant les mots "ou qui sont communes à plusieurs territoires d'une même région".

"12. Ajouter un nouveau paragraphe 11, ainsi conçu :

"11. *Autorise* le Comité, dans l'esprit de la résolution 847 (IX) et pour rendre ses rapports plus précis, plus scientifiques et plus techniques, à faire mention de façon appropriée, dans ses études de fond, de groupes ou de catégories de territoires auxquels se posent des problèmes analogues ou qui ont des caractéristiques communes du fait de facteurs tels que leur degré d'évolution, leur structure économique et sociale, ou leur situation géographique."

"13. Donner le numéro 12 à l'ancien paragraphe 8."

94. Le représentant du Brésil a déclaré que les travaux du Comité étaient une contribution indispensable à l'œuvre entreprise pour favoriser le progrès des territoires non autonomes, et qu'il fallait donc renouveler le mandat du Comité. Le document de travail

présenté par sa délégation tendait à concilier les divergences de vues qui existaient encore. A des sessions antérieures, les Membres administrants comme les Membres non administrants ont déclaré que les travaux techniques du Comité avaient été utiles. Le représentant du Brésil a expliqué ensuite les raisons qui l'avaient incité à formuler les suggestions énoncées dans le document de travail.

95. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a appuyé les propositions contenues dans le document de travail du Brésil, estimant qu'elles constituaient une base satisfaisante de compromis. Pour sa part, il était prêt à appuyer toute proposition tendant à maintenir le Comité en fonctions en lui assurant le concours continu des deux principaux Membres administrants qui y sont représentés.

96. Le représentant du Pérou s'est déclaré en faveur du maintien en fonctions du Comité pour une période indéterminée. Sans le Comité, il serait impossible d'examiner les renseignements communiqués en vertu de l'Article 73, e, de la Charte et d'assurer dans les territoires non autonomes la coopération internationale dans les domaines économique, social et culturel. C'est pourquoi le représentant du Pérou a appuyé les propositions formulées dans le document de travail du Brésil. Au sujet du paragraphe 5 du projet commun de résolution, il a exprimé l'avis que le Comité devrait être autorisé à admettre comme observateurs, avec le consentement des Membres administrants, des autochtones qui seraient désignés non pas par les gouvernements des territoires non autonomes, mais par les autorités locales des territoires en question. Au sujet du paragraphe 6, il a proposé d'ajouter, après les mots "résumés et analyses", le membre de phrase "rédigés par le Secrétariat sur la base".

97. Les représentants de l'Australie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont également fait connaître leurs vues sur le projet commun de résolution et le document de travail du Brésil.

98. Le représentant de la Chine a présenté un certain nombre d'arguments pour et contre la reconduction du Comité. D'un côté, on a allégué une différence fondamentale entre le Chapitre XI et les Chapitres XII et XIII de la Charte en ce qui concerne la communication de renseignements d'ordre politique; l'utilité des travaux du Comité a été mise en doute; il existe des divergences de vue au sujet de l'application de l'Article 73, e, de la Charte; enfin, le pouvoir du Secrétaire général d'établir des comparaisons entre les renseignements transmis, a fait l'objet de certaines restrictions. D'un autre côté, les défenseurs du Comité ont allégué diverses dispositions de la Charte, les vues exprimées au sujet de l'utilité des travaux du Comité, les progrès que l'on a constatés dans l'évolution des populations des territoires non autonomes, et l'effet psychologique que la décision de ne pas renouveler le mandat du Comité pourrait avoir sur l'opinion publique. De l'avis du représentant de la Chine, l'évolution des populations des territoires non autonomes pose des problèmes beaucoup plus importants que les arguments invoqués ci-dessus. Il a demandé instamment que le mandat du Comité soit renouvelé pour une nouvelle période de trois ans.

99. Les représentants de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, ont déclaré, en termes plus ou moins exprès, qu'ils n'étaient pas en mesure d'accepter le projet de résolution commun

dans sa forme initiale ou amendée suivant les propositions contenues dans le document de travail du Brésil.

100. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement restait opposé, en principe, à l'existence du Comité, car il n'en trouvait aucune justification dans les dispositions de l'Article 73 et, d'autre part, le Comité n'avait apporté aucune contribution réelle dans les domaines relevant de son mandat. Il a ensuite indiqué les dispositions du projet commun de résolution contre lesquelles son gouvernement s'élevait. Il ne pouvait accepter le paragraphe 5, notamment parce qu'il en résulterait une double représentation. Le paragraphe 7 était également inacceptable, parce que le membre de phrase relatif aux groupes de territoires d'une même région modifierait de façon fondamentale le mandat du Comité.

101. Le représentant de l'Australie a fait observer que son gouvernement avait toujours collaboré sans réserve aux travaux du Comité. Cependant, les espoirs de coopération qu'il avait fondés sur le Comité ne s'étaient pas entièrement réalisés; par exemple, on a attaché trop d'importance au rôle politique du Comité et trop peu à son rôle technique. Il existe en fait de solides raisons d'ordre constitutionnel pour refuser au Comité et à l'Assemblée générale le droit d'ouvrir des débats sur toute question concernant les territoires non autonomes. Le représentant de l'Australie a ensuite présenté des observations sur le projet commun de résolution et sur le document de travail du Brésil. Il a déclaré qu'il était opposé au renouvellement du Comité sur une base permanente. Il s'élevait également contre le paragraphe 5 du projet de résolution, en partie parce qu'il fallait sauvegarder le principe de l'unité de la représentation des Membres administrants et en partie parce que ce paragraphe était devenu inutile du fait de l'existence du paragraphe 4. En outre, il était opposé à l'examen de problèmes et de recommandations touchant des groupes de territoires d'une même région, car il était peu probable que cette méthode puisse aider le Comité dans ses travaux; elle pourrait au contraire avoir pour résultat de considérer spécialement des territoires ou des groupes de territoires administrés par une puissance déterminée.

102. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que, de l'avis de son gouvernement, il était très important de maintenir le Comité en fonctions, en s'assurant la participation des Etats Membres administrants; selon lui, il ressortait des débats que la meilleure solution consistait à renouveler le mandat du Comité sur sa base actuelle.

103. Le représentant des Pays-Bas a déclaré qu'il ne s'opposait pas au maintien du Comité sur la base actuelle, mais qu'il ne pouvait accepter les conditions proposées dans le projet commun de résolution. Il a précisé notamment ne pouvoir accepter ni la reconduction du Comité pour une période indéterminée, ni le paragraphe 5 du projet de résolution. Il s'est également opposé à ce que l'on mentionne, dans le paragraphe 7, l'étude de problèmes et de recommandations touchant des groupes de territoires d'une même région. Une telle disposition créerait des confusions et des discussions sans fin sur la délimitation précise de ces groupes régionaux.

104. Les représentants de la Chine et des Etats-Unis ont alors présenté au projet de résolution des trois puissances un certain nombre d'amendements (A/AC.35/L.215), dont voici le texte:

"1. Remplacer le paragraphe 1 du dispositif par le texte suivant:

"*Décide que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes restera en fonctions, sur la même base, pendant une nouvelle période de trois ans.*"

"2. Supprimer le paragraphe 5.

"3. Au paragraphe 7, supprimer les mots "ou qui sont communes à plusieurs territoires d'une même région."

105. Les représentants de l'Australie, de la Birmanie, du Brésil, des Etats-Unis, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irak et du Pérou ont fait de nouvelles déclarations.

106. A l'appui du projet de résolution, le représentant de l'Inde a déclaré qu'à son avis les dispositions de ce projet étaient entièrement conformes à l'esprit de l'Article 73 de la Charte. En ce qui concerne le paragraphe 5, il a estimé utile que des observateurs des territoires les plus évolués prennent part aux travaux du Comité, étant donné qu'ils pourraient apporter une importante contribution aux débats. Il a proposé de modifier légèrement la première ligne du texte anglais du paragraphe 5 du projet de résolution de la manière suivante: "*Authorizes the Committee, with the consent of the Administering Members concerned . . .*"

107. De l'avis du représentant de l'Irak, le projet de résolution et le document de travail du Brésil témoignaient de modération. Quant aux amendements présentés par la Chine et les Etats-Unis, il était prêt à accepter le premier, mais devrait s'abstenir sur le deuxième et le troisième.

108. Le représentant du Brésil a rappelé certaines déclarations faites par les représentants d'Etats Membres administrants à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, pour montrer que ces pays approuvaient bon nombre des notions que l'on retrouve dans le projet de résolution et le document de travail du Brésil. A titre de compromis, et pour concilier les opinions divergentes, il était disposé à accepter le maintien en fonctions du Comité pour une nouvelle période de trois ans.

109. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation pourrait accepter le document de travail du Brésil mais craignait que l'adoption de ce document n'amène certains Etats Membres à se retirer du Comité.

110. Le représentant de la France a rappelé que son gouvernement désirait s'acquitter des obligations énoncées au Chapitre XI de la Charte en ce qui concerne les territoires qu'il administre, mais sans aller au-delà des termes de la Charte auxquels il a souscrit à l'origine.

111. Le représentant du Guatemala, tout en étant favorable au projet de résolution tel qu'il était conçu, aurait accepté les propositions du représentant du Brésil par esprit de conciliation si les Etats Membres administrants les avaient acceptées aussi. Il s'est abstenu de discuter du fond de la question parce qu'il a compris qu'il serait difficile d'aboutir à une résolution acceptable à tous les membres du Comité. Il serait cependant en faveur de renouveler et d'élargir le mandat du Comité.

112. Par 4 voix contre 2, avec 5 abstentions, le Comité a décidé de mettre immédiatement aux voix le projet commun de résolution et les amendements présentés par la Chine et les Etats-Unis.

113. Le représentant de l'Inde a demandé que les textes soient mis aux voix paragraphe par paragraphe.

114. Le représentant du Pérou a demandé un vote par division sur le premier amendement de la Chine et

des Etats-Unis, le premier vote portant sur les mots "sur la même base", le deuxième sur les mots "pendant une nouvelle période de trois ans".

115. Les votes sur le projet de résolution amendé selon les propositions des représentants de la Chine et des Etats-Unis ont donné les résultats suivants :

Le premier alinéa du préambule a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Le second alinéa du préambule a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

L'insertion des mots "sur la même base" au paragraphe 1 du dispositif a été décidée par 8 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

L'insertion dans ce même paragraphe des mots "pendant une nouvelle période de trois ans" a été décidée par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

Le paragraphe 1, ainsi amendé, a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

Le paragraphe 2 a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Le paragraphe 3 a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

Le paragraphe 4 a été adopté par 9 voix contre une, avec 3 abstentions.

Le paragraphe 5 a été rejeté par 6 voix contre une, avec 6 abstentions.

Le paragraphe 6 a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

Au paragraphe 7, la suppression des mots "ou qui sont communes à plusieurs territoires d'une même région" a été décidée par 6 voix contre zéro, avec 7 abstentions.

Le paragraphe 7, ainsi amendé, a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

Le paragraphe 8 a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

116. L'ensemble du projet de résolution, ainsi modifié, a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

117. Le texte du projet de résolution tel qu'il a été approuvé par le Comité est reproduit à l'annexe II.

118. Les représentants du Brésil, de la Birmanie, de la Chine, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas ont expliqué leurs votes sur le projet de résolution.

119. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son Gouvernement était opposé à une nouvelle extension du mandat du Comité. Il a précisé que son abstention ne signifiait pas que son gouvernement ait modifié sa position à l'égard du Comité, au cas où l'Assemblée générale renouvellerait le mandat du Comité à sa prochaine session.

120. Le représentant de la France s'est associé aux vues exprimées par le représentant du Royaume-Uni, et a déclaré que le paragraphe 4 établissait une discrimination entre autochtones et non autochtones.

121. Le représentant de l'Inde a voté en faveur du premier amendement, s'est abstenu sur les deuxième et troisième amendements, et a voté pour l'ensemble du projet de résolution modifié. Il a réservé la position de son gouvernement touchant toute décision que pourrait prendre la Quatrième Commission de l'Assemblée générale.

122. Le représentant de la Birmanie s'est abstenu et a réservé la position de son gouvernement touchant toute

décision que pourrait prendre la Quatrième Commission de l'Assemblée générale.

123. Le représentant du Guatemala s'est abstenu sur la première partie du premier amendement, a voté pour la deuxième partie du premier amendement, s'est abstenu sur les deuxième et troisième amendements et a voté pour l'ensemble du projet de résolution. Il a réservé la position de son gouvernement en ce qui concerne toute décision que prendrait la Quatrième Commission de l'Assemblée générale.

124. Le représentant des Pays-Bas a voté pour le projet de résolution modifié, en réservant la position de son gouvernement touchant toute décision que prendrait la Quatrième Commission de l'Assemblée générale.

125. Le représentant de la Chine a indiqué qu'il s'était associé aux auteurs des amendements, parce qu'il souhaitait obtenir un accord sur le renouvellement du Comité; mais, il avait néanmoins réservé sa position touchant "la participation des autochtones" et "les aspects régionaux".

126. Le représentant du Brésil a voté pour le projet de résolution modifié. Il a précisé que ce vote ne signifiait pas qu'il approuvait tous les paragraphes du texte modifié, mais seulement qu'il était en faveur du renouvellement du Comité.

127. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a voté pour le projet de résolution modifié, ainsi que pour chacun des amendements, parce qu'il estimait que l'œuvre du Comité était utile.

XIV. — Etudes à entreprendre au sujet des territoires non autonomes: a) domaines techniques, b) aspects régionaux

128. Aux termes de ses résolutions 218 (III) et 846 (IX), l'Assemblée générale devra recevoir, en 1956, des résumés et analyses complets des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e; d'autre part, conformément à la procédure fixée dans la résolution 333 (IV), le Comité devra, en 1956, s'attacher à l'étude des conditions de l'instruction. Suivant les indications données au cours des séances du Comité, le Secrétariat a rédigé un document de travail (A/AC.35/L.213) dans lequel il dresse une liste provisoire de sujets relatifs à l'enseignement, qui pourraient servir de base au programme d'études spécialisées pour 1956. Il a été entendu que le Secrétaire général aurait toute latitude pour tracer le plan de ces études et qu'il rechercherait le concours des institutions spécialisées compétentes.

129. Par la résolution 847 (IX), l'Assemblée générale a invité le Comité à étudier les questions relatives à l'examen des renseignements concernant les problèmes communs à des groupes régionaux de territoires non autonomes. Après avoir pris connaissance des méthodes suivies pour établir les résumés et analyses, le Comité a noté que, dans les études à entreprendre en 1956, les renseignements continueraient à être étudiés et classés, selon le cas, soit par sujets principaux, soit par Etats Membres intéressés, soit par groupe géographique de territoire.

130. Par la résolution 847 (IX), l'Assemblée générale invitait en outre le Comité à étudier les questions que pose l'examen de renseignements concernant des groupes régionaux de territoires.

131. L'exposé que le présent rapport consacre aux débats et aux votes relatifs au projet de résolution concernant le renouvellement du mandat du Comité des ren-

seignements relatifs aux territoires non autonomes montre comment le Comité a envisagé ces questions. D'après le texte du projet de résolution proposé par les représentants de la Birmanie, de l'Inde et de l'Irak, le Comité devait recevoir pour instructions de soumettre à l'Assemblée les suggestions de fond qu'il estimerait utiles au sujet des questions techniques en général "ou qui sont communes à plusieurs territoires d'une même région", mais non celles qui concernent un territoire particulier. Dans son document de travail le représentant du Brésil proposait de supprimer la mention des problèmes communs aux territoires d'une même région; en revanche, il envisageait un nouveau paragraphe autorisant le Comité, dans l'esprit de la résolution 847 (IX) et pour rendre ses rapports plus précis, plus scientifiques et plus techniques, à mentionner de façon appropriée, dans ses études de fond, les groupes ou catégories de territoires qui ont à résoudre des problèmes analogues ou qui présentent des caractéristiques communes en raison de facteurs tels que leur degré d'évolution, leur structure économique et sociale, ou leur situation géographique.

132. Comme on l'a indiqué ci-dessus, le Comité, par 6 voix contre une, avec 7 abstentions, a adopté un amendement présenté par la Chine et les Etats-Unis, tendant à supprimer, dans le projet de résolution des trois Puissances, le membre de phrase "ou qui sont communes à plusieurs territoires d'une même région".

XV. — Dispositions complémentaires ou amendements à apporter au Schéma pour la transmission des renseignements

133. Au cours de l'examen préliminaire des conditions sociales dans les territoires non autonomes, les représentants de la Birmanie, de la Chine et de l'Irak ont suggéré de modifier le Schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres pour la transmission des renseignements visés à l'Article 73, e, de façon à prévoir la trans-

mission de renseignements sur divers aspects du développement de la collectivité. Le Sous-Comité des conditions sociales a examiné cette question, mais l'a renvoyée au Comité sans faire de recommandations particulières, étant donné que la question des amendements à apporter éventuellement au Schéma constituait un point spécial de l'ordre du jour.

134. A la 129ème séance du Comité, le représentant du Guatemala a déclaré que, puisque le développement de la collectivité a fait l'objet dans beaucoup de territoires non autonomes d'expériences qui sont très utiles et qui mériteraient d'être bien mieux connues, le Schéma devrait prévoir la communication annuelle de renseignements à leur sujet et l'Assemblée générale devrait modifier le Schéma en conséquence. Ces renseignements devraient porter notamment sur la structure du service central chargé du développement de la collectivité dans les territoires non autonomes, les plans établis par l'administration à l'échelon local, les mesures prises pour former les fonctionnaires et les animateurs locaux chargés du développement de la collectivité et les moyens mis en œuvre pour faire connaître à la population et aux personnes qui participent à l'action sociale les buts et les méthodes du mouvement de développement de la collectivité. Les représentants du Brésil, de la Birmanie, de la Chine et de l'Inde ont été également d'avis que l'Assemblée générale devrait examiner la possibilité de développer le Schéma sur ce point. Les représentants de l'Australie, de la France et du Royaume-Uni ont réservé le droit de leurs délégations d'exprimer leur opinion sur tout amendement au Schéma qui pourrait être proposé à l'Assemblée générale. N'étant saisi d'aucune proposition formelle, le Comité n'a pas pris de décision à ce sujet. A ce propos, le représentant de l'Inde a appelé l'attention du Comité sur les débats que la Commission des questions sociales consacrait à l'aménagement des collectivités, et il a estimé qu'il conviendrait d'en tenir compte quand il serait question de rédiger des amendements.

ANNEXE I

Ordre du jour du Comité

<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Documents</i>	<i>Comptes rendus analytiques A/AC.35/SR</i>
1. Ouverture de la session	A/AC.35/Inf.11 et Rev.1, Inf.12 et Rev.1, Add.1 et Rev.2	107
2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur		107
3. Adoption de l'ordre du jour	A/AC.35/7 et Rev.1 et L.187	107
4. Renseignements relatifs à l'assistance technique dans les territoires non autonomes	A/AC.35/L.201	108
5. Situation économique dans les territoires non autonomes: questions soulevées par le rapport de 1954 sur la situation économique dans les territoires non autonomes	A/2729 et ST/TRI/SER.A/9/Add.1	109, 110
6. Situation sociale dans les territoires non autonomes:	A/AC.35/L.210 et L.214	
a) Etude de l'évolution générale de la situation à la lumière du rapport de 1952 sur la situation sociale dans les territoires non autonomes	A/2219 et ST/TRI/SER.A/7/Add.2	109, 110, 111, 112, 113
b) Conséquences sociales de l'urbanisme et de l'industrialisation	A/AC.35/L.190 et L.194	110, 111, 112
c) Organisation des collectivités	A/AC.35/L.188	112, 113, 114, 115
d) Relations raciales	A/AC.35/L.193	115, 116, 117

<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Documents</i>	<i>Comptes rendus analytiques A/AC.35/SR</i>
c) Divers aspects des problèmes de l'emploi	A/AC.35/L.195 et L.196	116, 117, 118
f) Facteurs dont il est tenu compte dans l'étude des niveaux de vie réels et désirables	A/AC.35/L.198 et L.207	116, 118
g) Santé publique :		
i) Tendances et facteurs en matière de mortalité	A/AC.35/L.190 et Corr.1	118, 119, 120, 121, 122
ii) Principales maladies contagieuses	A/AC.35/L.205	118, 119, 120, 121, 122
iii) Principaux changements dans l'administration de la santé publique	A/AC.35/L.203	118, 119, 120, 121, 122
iv) Formation du personnel médical	A/AC.35/L.192 et Corr.1	118, 119, 120, 121, 122
v) Assainissement	A/AC.35/L.204	118, 119, 120, 121
vi) Nutrition et santé	A/AC.35/L.202	119, 120, 121, 122
h) Questions diverses		121
7. Situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes :		
a) Formation technique et professionnelle	A/AC.35/L.197	121, 122, 123
b) Situation générale	A/AC.35/L.200 et Add.1, L.208 et Add.1	121, 122, 123
8. Etudes à entreprendre au sujet des territoires non autonomes :		
a) Domaines techniques	A/AC.35/L.213	124, 128
b) Aspects régionaux	A/AC.35/L.191	124, 128
9. Question du renouvellement du mandat du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes	A/AC.35/L.199 L.209, L.211, L.215	123, 124, 127, 128
10. Représentation au Comité et participation de représentants autochtones	A/AC.35/L.189 et Add.1	123, 124, 128
11. Note par laquelle le Gouvernement néerlandais annonce qu'il ne communiquera plus de renseignements sur les Antilles néerlandaises et le Surinam au titre de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte	A/AC.35/L.206	125, 126
12. Modalités d'examen des communications relatives à la cessation de la transmission de renseignements [résolution 850 (IX) de l'Assemblée générale]		129
13. Dispositions complémentaires ou amendements à apporter au Schéma		129
14. Question générales, relatives aux résumés et analyses, qui ne figurent pas sous les rubriques précédentes	A/2892, A/2893, A/2894, A/2895 et Add.1 et 2, A/2896, A/2898	122, 123
15. Rapport à présenter à l'Assemblée générale	A/AC.35/L.212 et Add.1, Add.2, Add.3	130

ANNEXE II

Résolutions soumises à l'examen de l'Assemblée générale

Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes soumet à l'examen de l'Assemblée générale les projets de résolution suivants :

"A. — PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES CONDITIONS SOCIALES DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

"L'Assemblée générale,

"Considérant qu'elle a approuvé, par sa résolution 643 (VII) du 10 décembre 1952, le rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes,

"Prenant acte du nouveau rapport que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a rédigé en 1955 sur les conditions sociales de ces territoires,

"1. Approuve ce nouveau rapport, comme supplément au rapport approuvé en 1952;

"2. Invite le Secrétaire général à communiquer ce rapport, pour examen, aux Membres des Nations Unies qui sont responsables de l'administration de territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes."

"B. — PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE RENOUVELLEMENT DU COMITÉ DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

"L'Assemblée générale,

"Ayant examiné les travaux du Comité des rensei-

gnements relatifs aux territoires non autonomes créé en vertu de la résolution 332 (IV) que l'Assemblée générale a adoptée le 2 décembre 1949,

"Reconnaissant qu'il serait utile que le Comité continue son activité constructive en vue de faire progresser les populations des territoires non autonomes vers les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte,

"1. Décide que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes restera en fonctions, sur la même base, pendant une nouvelle période de trois ans;

"2. Décide que, conformément aux dispositions des résolutions 332 (IV) et 646 (VII), le Comité doit être composé des Membres des Nations Unies qui transmettent des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte et d'un nombre égal de Membres qui n'administrent pas de territoires non autonomes, élus sur une base géographique aussi large que possible par la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale;

"3. Invite les membres du Comité à continuer d'adjoindre à leurs délégations des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité;

"4. Invite les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes à adjoindre à leurs délégations des autochtones spécialement qualifiés pour parler de la politique suivie en matière économique, sociale et d'enseignement dans les territoires non autonomes;

"5. Donne pour instructions au Comité d'examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 des Articles premier et 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports ou renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes;

"6. Donne pour instructions au Comité de soumettre à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires, des rapports contenant les recommandations sur la procédure et les suggestions de fond qu'il estimera utiles au sujet des questions techniques en général, mais non celles qui concernent un territoire particulier;

"7. Considère que, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques spécifiées au paragraphe e de l'Article 73 de la Charte, le Comité devrait étudier successivement et avec un soin particulier les conditions de l'instruction et les conditions économiques et sociales, et devrait examiner les renseignements transmis sur ces questions à la lumière des rapports que l'Assemblée générale aura approuvés concernant ces conditions dans les territoires non autonomes."

Deuxième partie

RAPPORT SUR LES CONDITIONS SOCIALES DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES¹

I. — Introduction

1. Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes se compose des Etats Membres des Nations Unies qui, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, communiquent des renseignements sur les territoires qu'ils ont la responsabilité d'administrer et d'un nombre égal d'autres Etats Membres des Nations Unies, qui sont élus par la Quatrième Commission agissant au nom de l'Assemblée générale. Le Comité examine les résumés et analyses des renseignements relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes. L'Assemblée générale a invité le Comité à lui adresser des rapports "contenant des recommandations sur la procédure qu'il jugera appropriée et les suggestions de fond qu'il estimera utiles concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier" [résolution 332 (IV)].

2. En 1952, le Comité a adressé à l'Assemblée générale un rapport spécial sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes². Par sa résolution 643 (VII) du 10 décembre 1952, l'Assemblée générale a approuvé ce rapport comme constituant un exposé succinct, mais réfléchi, des conditions sociales dans les territoires non autonomes, ainsi que des problèmes du progrès social. Elle a invité le Secrétaire général à transmettre ce rapport, pour examen, aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées. Le Secrétaire général s'est acquitté de cette tâche. Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a été informé que, dans la pratique courante, les Puissances administrantes avaient transmis le rapport aux autorités territoriales des territoires qu'elles administrent.

¹ Ce projet de rapport a été établi par un sous-comité du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes qui était composé des pays suivants : Australie, Birmanie, Chine, Etats-Unis, France, Guatemala, Inde et Royaume-Uni.

Les membres des délégations qui ont pris part aux séances du Sous-Comité sont indiqués ci-après : Australie, MM. A. H. Loomes et R. N. Hamilton ; Birmanie, M. U Hla Aung ; Chine, M. Hsikun Yang ; Etats-Unis, M. C. C. Strong ; France, MM. M. de Camaret, G. Dulphy, médecin-colonel Bernard et Deniau ; Guatemala, M. E. Arenales ; Inde, M. R. Jaipal ; Royaume-Uni, sir Eric Bridie, MM. W. H. Chinn et E. G. G. Hanrott. Les représentants de la FAO, du BIT et de l'OMS ont aussi pris part aux séances du Sous-Comité.

Le Sous-Comité a élu le Bureau suivant : Président, M. E. Arenales (Guatemala) ; Vice-Président, M. A. H. Loomes (Australie).

Le Sous-Comité a constitué un groupe de travail qu'il a chargé de rédiger les chapitres du projet de rapport relatifs à la santé. Le groupe de travail était ainsi composé : Président, sir Eric Bridie (Royaume-Uni) ; membres, médecin-colonel Bernard (France) ; M. E. Arenales (Guatemala) ; M. R. Jaipal (Inde) et les représentants de la FAO et de l'OMS.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 18 (A/2219), deuxième partie, p. 16 à 28.

3. En 1952, l'Assemblée générale a également adopté la résolution 644 (VII), relative aux discriminations raciales dans les territoires non autonomes. Les principes énoncés dans cette résolution avaient été analysés dans le rapport relatif aux conditions sociales. L'Assemblée générale a voulu ainsi montrer encore plus clairement son désir d'indiquer comment on pouvait remédier, par des mesures appropriées, à des situations provoquées par des discriminations raciales qui sont contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

4. En 1955, conformément au programme de travail que l'Assemblée générale avait établi dans sa résolution 333 (IV), le Comité a été de nouveau appelé à examiner tout particulièrement les conditions sociales dans les territoires non autonomes. Se fondant sur les renseignements transmis par les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes, et s'inspirant des vues exprimées par le Comité et par l'Assemblée générale en 1952, le Comité a entrepris d'étudier certains problèmes sociaux importants que pose le développement des territoires non autonomes, ainsi que les principaux programmes de progrès social. A cette fin, le Comité a tenu compte de la résolution 645 (VII), par laquelle l'Assemblée générale exprimait l'espoir que les Etats Membres administrant des territoires non autonomes donneraient des renseignements sur toute mesure prise pour signaler les rapports du Comité à l'attention des autorités des divers territoires qui sont chargés de mettre en œuvre la politique économique, sociale et de l'instruction, ainsi que sur tout problème que pourrait poser l'application des considérations générales énoncées dans ces rapports.

5. Le Comité était saisi de rapports relatifs aux divers aspects des conditions sociales dans les territoires non autonomes, que le Secrétariat des Nations Unies avait rédigés d'après les renseignements communiqués au Secrétaire général. Il était également saisi d'un certain nombre d'études préparées par des institutions spécialisées. Ces documents, qui sont énumérés ci-après en annexe et les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles le Comité a examiné les conditions sociales dans les territoires non autonomes doivent être considérés comme essentiels pour une meilleure compréhension du présent rapport.

6. A ce propos, le Comité tient à remercier les représentants de l'Australie, de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, qui ont facilité sa tâche en lui fournissant des renseignements complémentaires et des précisions sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes. Par sa résolution 745 (VIII), l'Assemblée générale a félicité les Membres qui ont adjoint des conseillers techniques à leurs délégations au Comité, et elle a exprimé l'espoir que cette pratique se généraliserait. Le Comité a bénéficié de la présence de conseillers dans les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, et l'aide de ces techniciens lui a été très précieuse. Enfin, les tra-

vaux du Comité ont été également facilités par les représentants d'Etats Membres n'administrant pas de territoires non autonomes qui lui ont fourni des renseignements sur les principes et les programmes que leurs gouvernements ont mis en œuvre, et qui ont ainsi permis de mieux comprendre les problèmes analogues auxquels doivent faire face les territoires non autonomes.

II. — Principes directeurs

7. Dans ses précédents rapports relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, le Comité a mentionné les Articles premier, 55 et 73 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Il estime qu'il convient de rappeler de nouveau ces dispositions. Les Articles en question énoncent les principes qui, aux Nations Unies, doivent régir toute discussion sur la situation existant dans les territoires non autonomes. Comme le Comité l'a fait observer en 1952, ces principes et les déclarations de politique faites par les Puissances administrantes soulignent l'importance particulière, dans l'administration des territoires non autonomes, des intérêts des habitants dont l'Article 73 de la Charte reconnaît la "primauté".

8. En 1952, le Comité a déclaré que, lorsqu'il parle des habitants, il a en vue toutes les populations résidant dans le territoire qui considèrent que leur propre avenir et celui de leurs enfants sont liés au bien-être et au progrès du territoire et de tous ses habitants. On a parfois soutenu que les dispositions de l'Article 73 de la Charte visent les habitants que l'on a qualifiés à diverses reprises d'"indigènes" ou d'"autochtones", par opposition aux personnes qui descendent d'immigrants établis depuis moins longtemps dans le territoire. La Charte mentionne les habitants des territoires, sans autre précision; mais le Comité se préoccupe surtout du bien-être de ceux des habitants qui forment un secteur moins avancé de la population auquel il faut accorder une attention spéciale quand on cherche à résoudre les problèmes du progrès social.

9. Le Comité estime que le progrès social et tous les autres aspects du progrès des territoires non autonomes doivent être considérés comme connexes et exigent des mesures coordonnées en vue d'atteindre les objectifs du Chapitre XI de la Charte et en particulier ceux qui sont énoncés à l'Article 73, a et b.

10. De même, pour des raisons de caractère pratique, il convient de donner une interprétation assez large de l'expression "développement social"; en effet, si on ne le conçoit pas isolément, ce développement doit s'appuyer sur des bases économiques et s'inscrire dans le cadre d'une politique territoriale qui lui donnera une impulsion.

11. Le Comité approuve hautement la définition très large du développement social contenue dans le passage ci-après, où sont exposées les discussions officielles qui ont eu lieu en Angleterre en 1954³:

"Par *développement social*, nous n'entendons rien de moins que l'ensemble des changements et des progrès qui se sont produits dans un territoire, envisagé du point de vue de l'amélioration progressive du bien-être de la société et de l'individu. On peut objecter qu'il s'agit là d'un concept de caractère très général qui se trouve à la base de toutes les tâches incombant

à un gouvernement et qui, par conséquent, ne peut être défini de façon concise; nous estimons néanmoins qu'il importe d'employer cette expression, de manière que les services administratifs et gouvernementaux gardent constamment présente à l'esprit la nécessité de se fixer un objectif commun et de coordonner leurs travaux en vue d'atteindre cet objectif. Cette directive vaut également pour tous les services qui s'occupent du développement, et non pas seulement pour ceux qui exercent leur action dans le domaine économique plutôt que dans le domaine social, au sens étroit du terme. D'un autre côté, nous ne saurions trop insister sur le fait que le développement social n'est pas uniquement la somme des travaux accomplis en vue du développement par les organismes que l'on range d'ordinaire sous la rubrique "Services sociaux". Il englobe et détermine toutes les activités entreprises dans les domaines économique, social, politique et culture".

12. Le Comité s'est exprimé en termes à peu près semblables lorsqu'il a commenté les conditions économiques en 1954. Il a déclaré qu'une politique économique judicieuse doit s'intégrer dans un plan général dont les autres parties essentielles doivent comprendre une politique sociale et une politique de l'enseignement. Les habitants des territoires, vivant dans un milieu sain, protégés contre la maladie, nourris et logés convenablement et en mesure de satisfaire leurs besoins d'ordre moral et intellectuel, peuvent utiliser à des fins qui leur sont propres les techniques modernes de production et il est plus facile de réaliser un progrès économique soutenu si les habitants des territoires participent pleinement à l'élaboration de la politique économique ainsi qu'à l'établissement et à la mise en œuvre des plans de développement.

13. En prenant des mesures directes pour fournir une assistance sociale, les autorités peuvent donner aux populations l'illusion que le gouvernement se charge de satisfaire à tous les besoins et portera tout le poids de la responsabilité si les résultats escomptés ne sont pas atteints. C'est là une autre raison pour laquelle il importe d'associer les habitants des territoires non autonomes aux efforts des administrations, d'encourager la formation des cadres, de rechercher la collaboration des chefs et l'appui du peuple, lorsqu'il s'agit de formuler une politique sociale et de mettre en œuvre des programmes sociaux. "Si l'on veut donner à chaque collectivité la possibilité d'entrevoir la vie meilleure que ses propres efforts peuvent lui procurer", il faut définir une attitude que tous ceux qui s'intéressent à la politique sociale devraient encourager dans la plus grande mesure possible.

14. En outre, une politique sociale doit être fondée sur la reconnaissance de l'importance de l'individualité et de la dignité de la personne humaine au service de la collectivité. Le progrès social est plus qu'une accumulation de facteurs matériels: il dépend beaucoup plus essentiellement des réactions individuelles aux influences extérieures; dans bon nombre de territoires non autonomes, il dépend de la réaction de ceux qui abandonnent progressivement leurs habitudes et leurs modes de vie traditionnels et sur qui le monde extérieur influe chaque jour davantage. L'accroissement des biens et l'amélioration des services publics ne suffisent pas à créer le développement social. Il faut aussi tenir pleinement compte des besoins spirituels.

15. Dans bien des cas, ces besoins spirituels sont rendus plus aigus par l'affaiblissement du sens de la

³ Royaume-Uni: *Colonial Office, Social Development in the British Colonial Territories*, rapport de la Conférence d'Ashridge sur le développement social, tenue du 3 au 12 août 1954, p. 14.

solidarité. Les contacts culturels ont fait naître des idées nouvelles. Ils ont également provoqué la disparition de certains idéaux anciens. Placé dans une société qui évolue, l'homme découvre que certaines valeurs traditionnelles qu'il défendait peuvent devenir des fardeaux inutiles à mesure qu'il recherche les valeurs d'une portée plus vaste, de la vie moderne. S'il est vrai que le développement d'administrations modernes procure des possibilités nouvelles, il remet aussi en question les institutions traditionnelles; les difficultés que pose normalement la mise en application des formes nouvelles d'administration locale ont été aggravées par le conflit inné entre les anciennes et les nouvelles idées.

16. C'est ici qu'intervient un facteur capital: la famille, les mesures à prendre pour préserver ses idéaux et l'adapter à la situation nouvelle. On ne saurait développer ou sauvegarder la confiance que l'individu peut avoir en lui-même sans renforcer et rendre plus étroites les relations familiales et sans étendre l'allégeance qui en résulte à des groupes sociaux plus vastes, tels que la collectivité locale, les associations ou groupements locaux et les institutions territoriales. On ne soulignera jamais trop l'importance primordiale du rôle que la famille est appelée à jouer en tant qu'unité sociale de base d'une collectivité stable et moderne. La famille ne vit pas dans l'isolement. Il fut un temps, plus ou moins lointain, où la famille, ou la gens, produisait tout ce dont elle avait besoin, ou du moins tout ce qu'elle était capable de produire pour subvenir à ses besoins. Elle apportait une forme d'assistance sociale aux malades, aux vieillards et aux orphelins. Lorsqu'on dispose d'autres moyens de subsistance plus tentants, les obligations familiales, au sens traditionnel de ce mot, risquent de se désagréger; de même, les membres de la famille qui montrent le plus d'initiative et qui apportent le plus d'argent au foyer peuvent se trouver accablés d'obligations résultant de liens familiaux qui ont maintenant perdu leur caractère fondamental. Il convient donc de renforcer la famille, élément essentiel de la société nouvelle, pour qu'un nouveau sens de la collectivité fondé sur le sentiment de l'appartenance puisse s'épanouir. On contribuera ainsi à créer un nouveau code de conduite qui comportera des sentiments d'obligation, une échelle personnelle des valeurs et une éthique.

17. L'histoire de la politique sociale dans les territoires non autonomes comprend plusieurs périodes. On a d'abord demandé aux pouvoirs publics de veiller surtout à développer les ressources des territoires, à fournir des biens d'équipement et à augmenter la productivité. Le développement économique, avec ses succès et ses échecs, a donné aux problèmes sociaux une importance capitale. Il est nécessaire d'adopter et d'appliquer des programmes sociaux en vue de résoudre non seulement les problèmes éternels de la maladie et de la misère, mais encore les problèmes d'adaptation sociale que posent les changements économiques. L'ouverture de voies de communications, le développement de l'industrie et du commerce, l'avènement d'une économie monétaire et le progrès économique en général ont tendu à briser les anciennes formes d'organisation sociale et à mettre fin aux responsabilités et aux idéaux traditionnels. Ils ont réclamé et réclament toujours un certain nombre de méthodes réparatrices. On demande aux services sociaux de s'occuper de questions telles que la protection des familles, des enfants et des jeunes, l'assistance aux enfants sans foyer ou délinquants, le secours aux indigents et aux vieillards. Si l'on a fait beaucoup dans un certain nombre de territoires, il reste encore

beaucoup à faire et il importe que l'on reconnaisse davantage la nécessité d'étendre les mesures de sécurité sociale et l'action de la médecine sociale.

18. Il arrive que les programmes particuliers de politique sociale soient ou semblent souvent à courte portée, de sorte que la population est capable de les comprendre et de les utiliser. Mais il ne faut pas oublier qu'il peut être d'un faible intérêt de s'attaquer aux maux immédiats et visibles si l'on ne prend pas également des mesures pour supprimer les causes fondamentales de ces maux. La politique ne doit pas s'enfermer dans le dilemme "guérir ou prévenir", mais combiner ces deux aspects complémentaires d'un même programme.

19. Au cours des dernières années, et même, dans une mesure notable, depuis le rapport de 1952 du Comité, un certain nombre de tendances se sont affirmées dans plusieurs des territoires qui poursuivent activement une politique de développement social. On peut les résumer ainsi: participation plus large de la population aux programmes sociaux, extension des mesures destinées à prévenir les maux sociaux, extension de l'action aux populations rurales, coordination accrue entre les divers éléments de la politique sociale et entre les aspects sociaux et autres de la politique générale des pouvoirs publics, formation de travailleurs sociaux qualifiés et développement de la coopération internationale et régionale dans ces domaines.

20. Pour mettre ces programmes en œuvre, il faut recourir largement aux services des organisations non gouvernementales. Dans de nombreux cas, elles ont montré la voie aux autorités dans le domaine de l'action réparatrice; elles ont aussi contribué de façon constructive à l'action préventive et elles peuvent encore y contribuer dans une grande mesure. Il est essentiel que les services administratifs centraux et locaux qui s'occupent de développement social collaborent le plus étroitement possible avec ces organisations. En particulier, il peut être utile dans certains cas de créer des conseils de services sociaux ou d'en conseiller la création; ces conseils feraient connaître les buts des organisations non gouvernementales et s'assureraient leur collaboration effective.

21. Les organisations non gouvernementales, comme les services de l'Administration, doivent rechercher le consentement et l'appui chaleureux des populations, en stimulant leurs aspirations et en leur enseignant comment elles peuvent les réaliser. Cette idée a été déjà exprimée et s'exprimera encore sous de nombreuses formes. Un plan social, quel qu'il soit, devrait toujours avoir essentiellement d'autres ambitions que de pallier des maux immédiats ou de perpétuer un paternalisme qui empêche le développement de l'initiative locale et territoriale.

22. On devrait viser à mettre en œuvre une politique générale et coordonnée, en faisant appel à l'esprit d'invention et d'entreprise des populations et à l'aide des diverses organisations sociales. Les méthodes et les principes d'une telle politique varient sans doute selon les territoires, car les habitants adopteront vraisemblablement une politique destinée à résoudre les problèmes qui leur paraissent les plus urgents. Malgré cette diversité de l'action sociale et des projets qui seront adoptés dans l'immédiat, il est toujours nécessaire d'élaborer des plans de longue haleine destinés à coordonner tous les projets sociaux dans un programme qui soit intimement lié à une action économique destinée à améliorer les conditions de vie, ainsi qu'à une action

éducative qui vise à augmenter la puissance de l'individu et le sens de la responsabilité civique dans la collectivité.

23. Au cours des débats que la Quatrième Commission de l'Assemblée générale et le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes ont consacrés aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, on a indiqué les objectifs à atteindre dans ces divers domaines.

24. La résolution 743 (VIII), adoptée en 1953, dispose notamment que, dans les territoires non autonomes, l'enseignement doit avoir les objectifs suivants :

a) Développer la conscience morale et civique et le sens de la responsabilité morale et civique des populations et les mettre à même de prendre une part croissante de responsabilité dans la conduite de leurs propres affaires ;

b) Elever le niveau de vie des populations en les aidant à améliorer leur productivité économique et leur état de santé ;

c) Promouvoir le progrès social des territoires, tout en tenant compte des valeurs culturelles fondamentales et des aspirations des populations intéressées ;

d) Assurer l'extension du développement intellectuel des populations de manière à leur donner accès à tous les niveaux culturels.

25. En 1954, le Comité a affirmé, au paragraphe 17 de son rapport à l'Assemblée générale, que la politique économique dans les territoires non autonomes doit viser essentiellement à développer ces territoires dans l'intérêt de tous les groupes de la population, à relever le niveau de vie par l'accroissement du pouvoir d'achat réel des particuliers et à augmenter la richesse globale de tous les territoires, de façon à permettre d'élever les normes de l'administration et des services sociaux. Partant de cet objectif fondamental, le Comité a dressé une liste d'objectifs concrets :

a) Ecarter les obstacles qui s'opposent au développement économique en modifiant, lorsqu'il est nécessaire, la structure fondamentale de l'économie ;

b) Stimuler une expansion économique qui élèvera le niveau de vie des populations, entraînera un accroissement du produit national et une amélioration de la productivité ;

c) Edifier et améliorer l'équipement de base des territoires, de manière à donner des assises solides au développement futur ;

d) Encourager, dans le domaine industriel ou des productions primaires, les branches de l'activité économique auxquelles les territoires se prêtent le mieux, compte tenu de l'équilibre de leur économie et des avantages qu'offre le commerce extérieur ;

e) Assurer parmi les populations une répartition équitable des profits de l'économie, exprimés par le revenu national ;

f) Etablir des fondations économiques solides pour l'élaboration de programmes politiques, sociaux et de l'instruction qui prennent en considération les valeurs culturelles fondamentales et les aspirations des populations ;

g) Préserver et développer les ressources naturelles des territoires au bénéfice des populations ;

h) Créer des conditions favorisant un état de santé et de bien-être qui contribuera à développer leur conscience et leur sens de la responsabilité sur le plan moral et civique et les mettra ainsi à même de jouer un rôle croissant dans la conduite de leurs propres affaires ;

i) S'employer à créer des économies pleinement développées et capables de prendre la place qui leur revient dans l'économie mondiale.

26. Cette année, le Comité s'est inspiré de considérations fondamentales analogues lorsqu'il a examiné la situation sociale des territoires non autonomes. Il estime que, dans ces territoires, la politique sociale doit avoir les objectifs suivants :

a) Etudier, atténuer et résoudre les problèmes sociaux qui se posent actuellement dans toutes les collectivités, en s'attachant spécialement aux problèmes résultant du contact des cultures et des changements économiques, politiques et sociaux ;

b) Surveiller les tendances et les principes directeurs dans tous les aspects de développement afin de prévoir et de guider autant que possible leurs conséquences dans l'intérêt de l'individu et de la collectivité ;

c) Elaborer des programmes d'action sociale, organiser et encourager la création d'institutions sociales qui tiennent compte des valeurs culturelles fondamentales des peuples intéressés, ainsi que de leurs vœux ;

d) Rechercher les moyens de développer la conscience et le sens des responsabilités des populations sur le plan moral et civique et les mettre ainsi à même de participer de plus en plus à la conduite de leurs propres affaires et d'intervenir de façon croissante dans la conception et l'exécution de leurs propres programmes sociaux, en harmonie tant avec l'idéal universel du progrès humain qu'avec leurs propres caractéristiques culturelles ;

e) Stimuler ou encourager les initiatives visant à organiser des programmes de développement de la collectivité ou d'autres activités collectives, ou à faire participer les populations à ces programmes ou activités, considérés comme des moyens efficaces pour obtenir l'amélioration progressive du bien-être de l'individu et de la collectivité ;

f) Développer la famille de manière qu'elle contribue efficacement, en tant que cellule fondamentale de la société, à assurer le bien-être de ses membres et à satisfaire les besoins de la collectivité locale et territoriale ;

g) Assurer à tout être humain le meilleur état de santé qu'il soit capable d'atteindre — la santé étant considérée comme un état de complet bien-être physique, mental et social, et non pas seulement comme l'absence de maladie ou d'infirmité — afin de favoriser le développement physique et mental de toute la population ;

h) Améliorer les conditions de vie dans les domaines les plus larges de la vie de la famille et de la collectivité, et aider les peuples à élever leur niveau de vie ;

i) Encourager tous les groupes de la collectivité à progresser dans l'équilibre ;

j) Constituer une société homogène grâce au concours spontané de tous les groupes de la collectivité ;

k) Coordonner tous les programmes d'action sociale en vue d'atteindre les objectifs ci-dessus.

III. — Urbanisation et industrialisation

27. Les conséquences sociales de l'urbanisation et de l'industrialisation causent de graves soucis dans les nombreux territoires où le développement industriel s'effectue à un rythme pratiquement sans précédent. Au début de la révolution industrielle en Europe occidentale et en Amérique, les progrès techniques semblaient bien plus importants que l'amélioration des con-

ditions d'existence. Les effets sociaux de cette situation (taudis, manque d'hygiène et surtout la solitude et le vide spirituel qui caractérisent la vie dans les grandes villes) ont créé une série de problèmes qui restent angoissants. Dans ces territoires non autonomes où une évolution analogue se produit à un rythme très rapide, les conséquences sociales des changements sont particulièrement graves pour l'avenir et le bien-être des populations, en raison non seulement du nombre des habitants directement touchés, mais surtout de la manière dont cette évolution atteint, ou peut atteindre, l'ensemble de la société, tant rurale qu'urbaine. Dans les villes, les effets, économiques et autres, de l'expansion du régime économique moderne atteignent leur maximum d'intensité; il en résulte une concentration d'influences qui doit ou contribuer très sensiblement, ou faire obstacle au progrès et à la modernisation du pays tout entier.

28. Les facteurs économiques et psychologiques sont les principales causes de l'attraction qu'exercent les centres urbains. Les villes offrent des facilités pour la production et le commerce; il s'y crée une demande de main-d'œuvre dont l'influence est d'autant plus forte quand l'arrière-pays n'offre pas une vie agricole prospère. Attirés par ces avantages économiques, les habitants espèrent y trouver les facilités matérielles de la civilisation occidentale. Ils sont tentés de considérer les institutions sociales de la ville comme plus importantes que celles de leur village et de se libérer des responsabilités qu'implique la vie au village sans accepter de devoirs urbains. Bien que les populations rurales soient encore supérieures en nombre, l'urbanisation et l'industrialisation sont les facteurs principaux de l'évolution sociale de maints territoires non autonomes.

29. Un élément important qui aggrave et amplifie les problèmes urbains est le rythme de l'industrialisation et de l'urbanisation. Une évolution qui a demandé cent cinquante ans à l'Europe se produit maintenant dans l'espace d'une seule génération. Des villes surgissent presque du jour au lendemain et celles qui existent déjà s'étendent si rapidement qu'il est difficile d'appliquer aucun principe d'urbanisme. En outre, dans la plupart des territoires non autonomes d'Afrique, cette évolution se produit dans des sociétés qui sont encore fondées sur une économie agricole primitive et liées par les coutumes et lois tribales.

30. Les villes agissent comme un aimant et tendent à attirer les éléments les plus entreprenants des régions rurales. Il en résulte parfois que la production agricole diminue, ce qui peut causer des pénuries, entraîner la hausse de la vie dans les agglomérations urbaines et détruire la structure traditionnelle de la société rurale. Quant aux habitants qui sont allés vivre à la ville, ils perdent contact avec leur propre groupe social et n'éprouvent plus le sentiment de la solidarité. La dispersion de la famille et la désorganisation des groupes familiaux et autres groupes sociaux sont une des conséquences de ce phénomène. La cellule économique que représentait auparavant la famille rurale ne peut plus subsister. L'autorité des parents est atteinte d'abord par le simple fait de la séparation, et ensuite par l'indépendance économique que les jeunes acquièrent en gagnant leur vie. La notion traditionnelle du mariage est également ébranlée. Les unions qui sont contractées hors du cadre social habituel et ne sont plus renforcées par des garanties économiques deviennent instables, d'autant plus que la situation de la femme dans la société est profondément influencée par la disproportion numérique entre les sexes.

31. On parle beaucoup de "détritorialisation" pour caractériser le phénomène d'assimilation aux conditions urbaines. Si l'on prend pour critère de ce processus le rejet des liens avec le milieu coutumier, on s'aperçoit qu'en fait bien peu de citoyens peuvent être considérés comme entièrement "détritorialisés". Toutefois, les nouvelles générations grandissent dans l'ignorance des traditions villageoises, et celles qui bénéficient d'un enseignement scolaire acquièrent des notions qui contredisent souvent les croyances et les habitudes de leur milieu familial.

32. Un facteur assez important de ce processus est l'assimilation partielle et incomplète de ceux qui ont émigré vers les villes pour travailler dans l'industrie et adopter le mode de vie urbain. Au début de l'industrialisation, la main-d'œuvre industrielle se composait en grande partie de travailleurs migrants qui voulaient gagner de l'argent pour telle ou telle raison et retourner ensuite dans leur campagne. Le besoin des produits et des services que l'on peut obtenir à prix d'argent se généralise progressivement; les habitants des campagnes, en nombre croissant, quittent leur village pour aller travailler en ville où ils séjournent plus longtemps. Bien qu'ils se familiarisent davantage avec la vie urbaine, ces travailleurs non seulement n'ont aucune formation professionnelle, mais, n'étant pas spécialisés, ils ne sont pas adaptés au rythme de la vie industrielle. Certains d'entre eux reçoivent une formation et s'adaptent bien aux nouvelles conditions. D'autres restent à la ville, où ils n'ont plus le soutien de leur milieu traditionnel, où ils sont insuffisamment payés au regard des besoins de la vie urbaine et se heurtent à maintes difficultés matérielles pour leur logement, leur nourriture, leur transport et les divers agréments sociaux de l'existence.

33. Mais le fond du problème social réside dans les changements qui affectent la structure familiale traditionnelle et dans l'effet que ces changements exercent sur le comportement individuel. La désintégration du système familial traditionnel et la rupture des liens de parenté accompagnent d'ordinaire le passage dans un milieu urbain où les conditions d'emploi et de logement s'opposent précisément à la reconstitution ou au maintien des formes rurales de la vie familiale. On abandonne sans peine les vieilles obligations familiales, et, pour former de nouveaux liens familiaux stables, il faut sacrifier la préférence que l'on pourrait avoir pour l'indépendance personnelle et le confort. La faiblesse des liens familiaux et la structure familiale assez lâche qui tendent à devenir les principales caractéristiques de la vie de ceux qui habitent temporairement dans les villes contribuent à rendre les agglomérations urbaines socialement amorphes et à empêcher leur stabilisation. Les groupes intégrés et interdépendants fondés sur la parenté se brisent en petites entités indépendantes. Les conditions sociales et matérielles de la vie urbaine constituent le principal obstacle qui s'oppose à la création d'une nouvelle forme de société où la famille constituerait la base solide sur laquelle on pourrait établir des relations plus vastes; tel est le cas notamment lorsque la politique des salaires est fondée sur l'hypothèse que les familles des travailleurs subviennent normalement à leurs besoins en vivant des ressources de la terre, à la campagne. Il en résulte qu'il y a dans les villes une prédominance de jeunes hommes, et les liens familiaux se ressentent de la tendance que ces jeunes hommes ont à se créer des relations sociales improvisées et changeantes; le manque d'une vie familiale stable et organisée empêche la formation d'une opinion qui fixerait

des normes de comportement entre les sexes, tant dans la famille que dans la collectivité. C'est surtout la femme qui risque d'être victime des changements qu'impose l'urbanisation. Elle ne s'appuie plus sur les coutumes traditionnelles et ne possède pas d'autres recours; elle peut être livrée à toutes sortes de dégradations et de tentations, à moins que la religion ne renforce les liens de la tradition.

34. Un autre facteur qui empêche l'évolution sociale des villes est le manque de cohésion et de sens de la collectivité qui résulte de la structure hétérogène de la population. Ce trait est commun à des groupes urbains disparates comme ceux que constituent les villes indigènes traditionnelles qui existaient dans certaines parties de l'Afrique bien avant l'arrivée des Européens et qui ignorent encore les problèmes urbains de notre époque, et les grands territoires urbains d'Asie, auxquels se posent des problèmes d'administration sociale dont la solution réclame tous les organes de la vie urbaine moderne. Divers groupes raciaux, ethniques ou tribaux vivent séparés les uns des autres, chacun dans un monde à part, sans avoir beaucoup de contacts entre eux et sans exercer d'action les uns sur les autres. La fraction la plus importante de la population, qui comprend surtout des habitants autochtones de diverses origines tribales et ethniques, continue à avoir des intérêts et des modes de vie tirés de la culture rurale de leurs parents, et qui varient souvent beaucoup de groupe à groupe. La plupart vivent dans des villes, mais sans en faire proprement partie.

35. On ne connaît encore qu'imparfaitement les effets sociaux de ces changements, dont les ramifications et manifestations sont nombreuses. Il sera sans doute nécessaire d'effectuer un grand nombre de recherches sociales systématiques pour découvrir toutes les répercussions que le choc industriel et l'expansion urbaine ont eues sur les sociétés indigènes, pour prévoir quelles conséquences aura ce choc sur le développement de ces sociétés et pour préparer la politique future.

36. Le Comité a appris que l'étude des effets de l'industrialisation figure au programme de l'UNESCO depuis 1950, et qu'elle a entrepris une étude spéciale, avec la coopération de l'Institut international africain, sur la situation à Stanleyville (Congo belge). Parmi les autres activités de l'UNESCO dans ce domaine, il faut citer l'organisation de la Conférence d'experts sur les conséquences sociales de l'industrialisation et les problèmes urbains en Afrique qui s'est réunie en 1954 à Abidjan (Côte-d'Ivoire), la fondation, en collaboration avec le Conseil international des sciences sociales, du Bureau international de recherches sur les implications sociales du progrès technique, et la publication de *Cultural Patterns and Technical Change*, manuel rédigé par la Fédération mondiale d'hygiène mentale. Le Comité a pris connaissance avec intérêt de ces études et il espère que l'UNESCO étendra son action dans ce domaine et que les organisations nationales de recherches sociales et sociologiques développeront leurs études en cette matière en collaboration avec l'UNESCO.

37. Bien qu'il ne vise pas à décrire telle ou telle situation particulière, cet exposé des problèmes qui se sont présentés dans certaines régions urbaines et tendent à se poser dans d'autres ne doit pas apparaître comme dicté par une vue pessimiste des choses. Au contraire, dans beaucoup de régions, le passage de la vie rurale à la vie urbaine s'effectue depuis des générations au profit plutôt qu'au détriment des collectivités rurales et

urbaines et de l'ensemble du territoire. Si le mouvement est nouveau, étrange et dangereux, il fait partie de l'aventure que constitue le changement et dont les familles et les nations, aussi bien que les individus, peuvent tirer profit. Si l'on a mentionné ici des difficultés, ce n'est pas par regret nostalgique du passé, mais pour encourager des efforts sociaux constructifs sur des points qui pourraient avoir une importance décisive pour le progrès et la prospérité à venir.

38. Quels que soient les problèmes plus particuliers de ces agglomérations urbaines hautement diversifiées, le but final et unique de la politique sociale est de créer une situation qui hâtera et facilitera l'évolution des structures urbaines, provisoires et mal intégrées, de la présente phase transitoire pour les transformer en collectivités urbaines stables et modernes. Il faut une planification sociale riche d'idées, qui tienne compte des besoins de la famille, conçoive les villes nouvelles comme des unités sociales où le bien-être de la collectivité soit considéré comme primordial, et qui adapte les villes actuelles de manière à répondre à la vie moderne et à résoudre les problèmes qui résultent d'un développement rapide.

39. Pour atteindre ces buts, il est nécessaire d'intégrer étroitement la politique de développement économique et social, envisagée, chaque fois que c'est possible, pour des territoires et des régions entières. L'évolution sur le plan social demande des changements sur le plan économique; il faut modifier la structure économique pour faire avancer l'évolution sociale. Par conséquent, il faut chercher à accroître de façon sensible la productivité générale du pays en augmentant le rendement de l'industrie, et plus particulièrement celui de cette branche essentielle qu'est l'agriculture. Un autre objectif est de stabiliser le double mode d'existence qui se fonde à la fois sur la vieille vie rurale et sur la nouvelle vie urbaine. A cette fin, il est urgent d'assurer la modernisation économique, sociale et culturelle de la collectivité rurale, parallèlement au progrès des collectivités urbaines. Sinon, l'attrait des cités continuera à dépeupler de façon chaotique et désordonnée les campagnes stagnantes, provoquera la diminution de la production agricole et la hausse des prix dans les villes surpeuplées. Non moins essentielle est la famille, dont il importe de rétablir l'utilité fonctionnelle et l'efficacité institutionnelle, tant dans les villes que dans les campagnes. Parmi les autres grands facteurs qui méritent une attention particulière, il faut signaler l'adaptation professionnelle du migrant rural aux exigences de la production moderne et aux besoins de l'emploi industriel. Faute d'une telle adaptation, l'on voit se perpétuer un régime de main-d'œuvre migrante et grossir la masse des travailleurs, déracinés de leur milieu rural, qui ne sont rattachés que par des liens ténus à leur résidence urbaine et à leur nouvelle structure professionnelle.

40. De plus, il ne faut pas croire que l'industrialisation nécessite inévitablement l'urbanisation sur la même échelle que la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle. A une époque où il existe de nouvelles formes d'énergie, il est possible de mettre à la disposition des industries rurales et des industries de village des moyens techniques qui permettront d'industrialiser les campagnes au lieu de drainer les campagnes de leur main-d'œuvre.

41. Le Comité a souligné ce point en 1951 dans son rapport sur les conditions économiques et les problèmes

de développement dans les territoires non autonomes. Il faisait notamment l'observation suivante⁴ :

"Il sera souvent plus facile de trouver des capitaux pour un certain nombre de petites entreprises locales que pour de grandes usines situées dans une ville importante. Il se peut qu'il existe, dans des régions rurales et dans des centres de province, des sources de capitaux auxquelles on ne peut faire appel à moins que l'investissement se fasse dans des entreprises locales, que la population voit travailler chaque jour. Les industries de village et les industries à domicile sont un bon exemple de ce genre de développement. Elles procurent de nouveaux emplois sans entraîner un déplacement de population, comme c'est le cas des grandes concentrations industrielles. En outre, les petites usines permettent d'affecter une plus forte proportion des capitaux investis à l'acquisition de matériel directement utile à la production. Contrairement aux petites manufactures, la grande industrie a besoin d'installations qui immobilisent de gros capitaux, telles que logements ouvriers, centrales électriques, bureaux administratifs et vastes entrepôts."

42. Des politiques de bien-être urbain, qui visaient à améliorer les conditions de vie, sont nées de mesures prises en vue de régler des problèmes particuliers, chaque problème étant bien souvent considéré indépendamment des autres, selon son urgence. La première préoccupation de l'administration, quand elle cherche à satisfaire les besoins d'une ville nouvelle ou en voie de rapide expansion, a été d'assurer les services publics essentiels ainsi que les services de la santé publique et de l'instruction. En même temps qu'elle agissait dans ce domaine, ou peu après, elle a mis de meilleurs logements à la disposition des habitants, créé des services pour soulager les misères, s'occuper des enfants abandonnés et traiter les délinquants. Si ces problèmes sont inséparables de la vie urbaine et relèvent essentiellement des pouvoirs publics, on commence à admettre une notion plus large du bien-être urbain, suivant laquelle on insiste sur les buts lointains d'une planification sociale fondée sur le principe que, pour améliorer les conditions de vie dans les villes, il faut non seulement une action administrative directe, mais encore effectuer des changements profonds de la structure sociale traditionnelle et réorganiser la société sur une base nouvelle.

43. Une fois de plus, cet aspect de la politique sociale amène à souligner l'importance fondamentale de la famille, cellule essentielle de la société. Quand il s'agit ainsi de renforcer la famille et de l'adapter à son nouveau rôle, les facteurs les plus importants sont, du point de vue spirituel, une bonne éducation morale et, du point de vue matériel, un logement convenable, un emploi stable et un salaire qui permette de subvenir aux besoins de toute la famille. Ainsi pourvue, la famille pourra participer à des collectivités plus larges et s'intéresser à la vie de la ville et à celle du pays. Les amitiés, allégeances et occupations locales s'élargiront progressivement ; le sens de la collectivité et la communauté d'intérêts donneront naissance à divers clubs et sociétés qui, à leur tour, renforceront ces sentiments. Plus la collectivité est petite, plus le sentiment de l'appartenance est développé. De là l'importance des quartiers d'habitation, avec leurs écoles, leurs clubs, leurs cliniques, leurs conseils, etc., qui subdivisent une région urbaine en un grand nombre de petites collectivités.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 14, troisième partie, par. 97.

44. Quand il existe des différences raciales, religieuses, linguistiques, économiques ou sociales qui séparent les habitants d'une ville, on peut chercher à surmonter les obstacles au développement du sens de la collectivité en essayant de réduire les différences et de multiplier les points de contact. De là l'importance des sociétés et clubs interraciaux, formés de personnes qui s'intéressent aux mêmes questions ou se fixent un but commun, l'importance aussi des universités mixtes et d'autres institutions éducatives et culturelles. Plus importants encore sont les groupes de service social et les associations de progrès social où collaborent des personnes de races diverses et où un esprit de camaraderie naît et persiste entre les gens de milieux différents.

45. En 1952, le Comité a examiné un certain nombre de questions relatives à la construction de logements urbains convenables et bon marché. Cette année, il était saisi des conclusions auxquelles la Commission d'experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains était parvenue en ce qui concerne les aspects économiques et sociaux du logement des travailleurs et notamment les organismes à qui il incombe de pourvoir des logements ; il a noté également que l'Organisation des Nations Unies était chargée d'étudier des aspects plus larges de l'habitation, de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes. Le Comité n'a donc pas procédé à un nouvel examen détaillé des politiques du logement qui peuvent concerner le plus directement la vie urbaine dans les territoires non autonomes. Il souligne cependant l'énorme importance sociale des mesures destinées à fournir rapidement des logements convenables, en particulier dans les villes. Il a appris aussi avec plaisir que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail avait autorisé son Directeur général :

a) A communiquer les suggestions de la Commission d'experts aux gouvernements des Etats Membres intéressés, en les priant de les signaler à l'attention des autorités gouvernementales des territoires non métropolitains ;

b) A prendre, en étroite collaboration avec les organisations internationales et régionales intéressées, en utilisant dans tous les cas appropriés et dans toute la mesure possible les ressources du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et des institutions spécialisées, les arrangements nécessaires pour donner aux autorités gouvernementales le maximum d'assistance pratique en vue d'appliquer les suggestions de la Commission.

46. Pour assurer l'évolution générale des services sociaux dans les villes et atteindre l'un des objectifs essentiels qui est de développer chez les habitants la confiance en soi et la fidélité au groupe social, il faut que les administrations centrales et municipales et les organisations privées qui s'intéressent à la question arrêtent en commun des programmes concrets et coordonnés. En général, ces programmes doivent être beaucoup plus diversifiés que ceux que demandent les régions rurales. Ils exigent également une organisation administrative beaucoup plus complexe et un personnel familiarisé avec de nombreuses formes d'action sociale.

47. Parmi les renseignements communiqués au Comité, un exemple de la diversité des mesures sociales nécessaires dans les grandes villes est fourni par le développement de l'action des services sociaux dans les territoires que la France administre en Afrique au sud du Sahara. L'extension du service social aux territoires

d'outre-mer a été prévue par la loi organique française de novembre 1943. Lorsque ces services sociaux ont été institués, les tâches à réaliser se sont révélées si nombreuses, si graves et si urgentes qu'il a fallu élaborer des programmes d'action collective, notamment dans les villes africaines. Mais une fois que les besoins les plus urgents de protection sociale ont été satisfaits, on a pu s'attacher à prévenir les problèmes sociaux et à préparer l'individu et sa famille aux conditions nouvelles de vie par une action éducative. En particulier, le Service social dégage les principes directeurs qui lui permettront de substituer l'assistance administrative à l'assistance coutumière traditionnelle et d'assurer l'éducation sociale de la femme et de l'enfant afin de les adapter aux nouvelles formes de la société. Pour atteindre ces objectifs, les services sociaux dirigent leur activité vers l'action d'assistance générale et d'éducation sociale de masse, combinée avec l'action éducative spécialisée dans plusieurs domaines. L'assistance et l'éducation sociale destinées aux détribalisés sont fournies par les centres sociaux, qui offrent à la population des salles de réunion et de projections cinématographiques et permettent aux enfants d'apprendre les arts ménagers. Dans certaines villes importantes, les services sociaux gèrent également des restaurants communautaires, des centres de protection de l'enfance et des magasins municipaux.

48. Un certain nombre de gouvernements ont donné des exemples de l'action entreprise dans le cadre des programmes de développement social pour créer des services d'action réparatrice et pour mettre au point les premières mesures de sécurité sociale. Les renseignements fournis au sujet des territoires administrés par le Royaume-Uni, par exemple, montrent que plusieurs de ces territoires ont adopté des lois qui s'inspirent de la législation en vigueur dans le Royaume-Uni, relatives aux enfants et adolescents privées d'une vie familiale normale. Le traitement de la délinquance est un sujet de préoccupation dans tous les territoires, et il n'y a plus maintenant qu'un petit nombre de régions dans les territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni où la législation n'ait pas prévu pour les jeunes délinquants des tribunaux spéciaux ou des solutions autres que l'emprisonnement. On vient de constituer un groupe de travail chargé d'examiner le traitement des jeunes délinquants. En ce qui concerne l'assistance aux nécessiteux, beaucoup de territoires, notamment les principaux territoires de la région des Caraïbes, ont des lois d'assistance publique et des systèmes de pensions de vieillesse qui n'exigent pas de cotisation des bénéficiaires. Plusieurs territoires étudient actuellement des mesures plus vastes de sécurité sociale. On a aussi donné des renseignements sur diverses mesures prises dans des territoires sous administration de la France en faveur de l'enfance abandonnée ou délinquante : enquête sur l'enfance délinquante, centres d'accueil, organisation de la liberté surveillée, centres de réhabilitation de l'enfance délinquante.

49. La plupart des mesures relatées ci-dessus ne sont citées qu'à titre d'exemple et sont appliquées dans plusieurs territoires. On les a mentionnées dans le présent chapitre, parce que la situation qu'elles ont à corriger est particulièrement grave dans les centres urbains, par suite de l'industrialisation.

IV. — Développement de la collectivité

50. Le développement de la collectivité est une forme de développement social qui, au cours des dernières années, a longuement retenu l'attention des autorités

responsables de l'évolution des territoires non autonomes, et a fait dans certains territoires des progrès remarquables. En principe, il ne dispense pas l'Administration de développer ses services sociaux même si les programmes de développement contribuent à améliorer ces services et il ne constitue pas non plus une forme d'action publique extérieure au cadre des programmes et de l'assistance de l'Administration. Le développement de la collectivité n'est pas un mouvement politique, mais, dans le cadre des mesures prises pour favoriser le progrès économique, social, culturel et politique des populations, c'est un mouvement qui vise à procurer un sort meilleur à l'ensemble de la collectivité, en stimulant la participation active et l'initiative de tous les membres de cette collectivité. Pour arriver à ses fins, il cherche à obtenir le concours actif d'organismes non officiels ; les services de l'Administration du territoire et ceux des autorités municipales collaborent avec les initiatives locales, et reçoivent les conseils des spécialistes au courant des méthodes qui entrent en jeu à tous les échelons du programme.

51. La notion d'éducation des masses est étroitement liée à celle de développement de la collectivité ; en d'autres termes, l'éducation des masses peut être considérée comme un aspect du développement de la collectivité. Née de la nécessité de compléter l'édifice scolaire et de répondre aux besoins de ceux qui n'ont pas reçu d'instruction efficace dans leur jeunesse, l'éducation des masses, comme le développement de la collectivité, englobe toutes les formes de progrès que l'on peut réaliser en utilisant les ressources et les compétences locales, avec l'aide et les stimulants voulus. Le mouvement coopératif à fins multiples, les services de vulgarisation agricole qui cherchent à stimuler les groupes ruraux locaux, les équipes de relèvement rural, le système des écoles de la communauté qui fournissent à la collectivité tous les types d'enseignement qu'un quelconque de ses groupes peut raisonnablement demander, et les divers organismes de bien-être rural, toutes ces activités présentent des caractéristiques qui sont celles du développement de la collectivité. Leur but essentiel, en effet, consiste moins à porter remède à une situation donnée ou à chercher à réaliser des travaux publics en vue d'un but immédiat, qu'à provoquer une réaction en chaîne : débat, organisation, action, réalisation et nouveau débat sur la phase suivante du développement. Il existe en outre un lien étroit entre le développement de la collectivité et l'évolution de l'administration démocratique locale. De plus, le développement de la collectivité, bien qu'on le considère tout d'abord comme un mouvement essentiellement rural, peut aussi s'appliquer aux villes, en particulier dans les premières phases de leur développement si l'organisation des services municipaux en est encore à ses débuts et si elle n'est pas expressément demandée par l'opinion publique.

52. En droit comme en fait, et compte tenu des circonstances propres aux divers territoires, il y aura peut-être lieu de prendre des dispositions précises pour encourager les divers mouvements où l'on peut trouver la notion de développement de la collectivité. Il n'est pas nécessaire, dans le présent rapport, de distinguer entre les nombreux courants qui contribuent à l'évolution générale. De même, il est inutile d'indiquer dans quelles circonstances particulières il pourrait être souhaitable d'insister spécialement sur des programmes d'éducation, des programmes économiques, des programmes de santé publique ou d'autres programmes sociaux. Dans tous les

cas, le but général est d'assurer, entre les autorités et la population, une collaboration qui encourage l'initiative de la population jusqu'à ce qu'elle soit capable d'assumer le contrôle du mouvement. Cela ne signifie pas qu'il faille étudier le développement de la collectivité comme s'il était synonyme de toutes les autres formes d'assistance et de développement sociaux. Bien au contraire, le Comité trouve que le développement de la collectivité constitue un progrès notable par rapport aux mesures qui visent uniquement à améliorer la situation. Le développement de la collectivité met un accent nouveau sur l'administration des territoires non autonomes, en ce sens qu'il souligne le rôle que peut jouer la population elle-même en vue d'assurer une vie meilleure pour toute la collectivité. En plus de ses objectifs sociaux, il permet à l'administration locale de faire son apprentissage.

53. Les résultats obtenus dans certaines régions grâce au développement de la collectivité sont frappants. L'aptitude de la population à prendre part à ce développement et à en assurer peu à peu la direction a dépassé les prévisions officielles, ce qui montre qu'une masse de compétences et de dévouements latents peut se manifester sous l'impulsion de ceux qui sauront s'assurer l'appui des populations locales et renforcer leur confiance en elles-mêmes. Le travailleur de village joue un rôle capital dans l'exécution de tous les programmes de ce genre. Il arrive souvent que sa personnalité, ses qualités de chef et sa formation déterminent le succès ou l'échec d'un programme et, ce qui peut être plus important encore, décident si l'achèvement d'une entreprise marque la fin de l'effort collectif local dans cette région ou ouvre la voie à de nouvelles entreprises et à l'acceptation de plus grandes responsabilités. Sous la direction d'un bon chef, et devant les tâches croissantes que les villages sont appelés à accepter et à remplir, le mouvement du développement de la collectivité a prouvé qu'il est capable, même dans les régions considérées comme arriérées et isolées, de donner aux éléments dynamiques et entreprenants de la population l'occasion de se manifester.

54. Il faut se garder de concevoir le développement de la collectivité comme une simple série d'entreprises isolées, assorties d'une certaine initiative locale, ou comme l'administration plus intensive de régions choisies, selon des principes connus et traditionnels. Si l'on insiste trop sur les diverses entreprises, on risque d'embrouiller la question, car, dans la notion de développement de la collectivité, l'exécution d'entreprises n'est pas une fin en soi mais doit aider à lancer de nouvelles entreprises et à répandre des idées nouvelles. De plus, s'il n'est pas organisé comme un vaste mouvement populaire, s'il ne s'accompagne pas d'une adaptation générale de la structure administrative aux besoins et à l'élan de ce mouvement, le développement de la collectivité risque fort d'échouer. D'autre part, si l'on conçoit le développement de la collectivité comme un mouvement populaire qui, s'étendant sur l'ensemble de la population, devient une politique territoriale, on se heurte à de nouveaux problèmes. Le rapport qui existe entre le progrès local résultant de l'action locale et les changements que subit une société plus vaste, le genre et le degré d'assistance que doit apporter l'administration publique, le rôle que doivent jouer les services administratifs et les concours bénévoles, toutes ces questions exigent un examen constant.

55. Un des principaux points à souligner, quand on examine la situation dans les territoires non autonomes,

est qu'il faut planifier l'aménagement des collectivités de façon qu'il puisse s'étendre à des parties de plus en plus nombreuses de chaque territoire. S'il est vrai que le système doit prendre racine dans les villages et dans de petits groupes de villages, les mouvements locaux isolés risquent cependant de devenir stériles une fois que le premier élan s'est épuisé. Il faut donc lier le progrès local par l'action locale aux changements qui se produisent dans une société plus vaste, et l'administration centrale, lorsqu'elle détermine le genre et le degré d'assistance à apporter, doit aussi s'efforcer de faire naître une conscience civique.

56. En tant que mouvement populaire, le développement des collectivités exige que les habitants y participent en connaissance de cause, que les services administratifs collaborent entre eux et avec la population, que les animateurs de l'opinion et les services qui ne font pas partie du programme de développement proprement dit apportent leur concours actif et que l'on crée un groupe d'artisans chargés de responsabilités spéciales pour le développement de la collectivité. Tout cela montre qu'il faut instruire et former des collaborateurs dans des domaines très divers. Ce personnel aura besoin, aux différents niveaux, d'une formation professionnelle ou d'une instruction spéciale qui le préparent aux travaux à effectuer à l'échelon du village. Quant au public, les personnes qui font partie des équipes ou des conseils locaux auront également besoin de recevoir une formation initiale qui sera suivie de cours de perfectionnement; il faudra, en outre, les encourager fréquemment, par exemple, en leur faisant visiter les collectivités voisines qui mettent en œuvre des programmes de développement. Aux échelons supérieurs à celui du village, il faut que les fonctionnaires et les représentants de la population se pénètrent de l'esprit de développement de la collectivité quand ils s'acquittent de leurs fonctions publiques.

57. Même si un mouvement territorial offre une structure administrative appropriée et permet de former convenablement les animateurs des différents échelons, il demeurera nécessaire de reviser constamment les principes et les programmes de développement de la collectivité pour évaluer leur rôle dans l'évolution générale des populations en cause. Certes, il y aura toujours des progrès à faire pour améliorer le sort de la collectivité, mais le développement de la collectivité doit d'abord donner l'impulsion aux individus et aux masses, de façon que les collectivités elles-mêmes, grâce aux organes publics ou privés, agissent et s'expriment, puissent poursuivre et développer l'exécution des entreprises qu'il avait fallu, au début du processus, stimuler de l'extérieur. Une fois que les sociétés en voie d'organisation seront mieux capables de s'exprimer et de s'administrer elles-mêmes, leur activité, qu'elle s'exerce par l'intermédiaire d'un organe administratif central ou local ou de groupements privés, cessera vraisemblablement de dépendre en permanence d'un stimulus extérieur. Ces sociétés tendront à recourir de plus en plus aux services qui font partie intégrante du réseau de leurs institutions locales.

58. On a souvent affirmé que le développement de la collectivité dépend de la part qu'y prend la population, mais on n'a pas suffisamment souligné, semble-t-il, que c'est souvent la nature de l'édifice administratif qui déterminera la valeur de cette participation. Dans bien des cas, la pratique administrative courante dans les territoires non autonomes devra subir de profonds changements. A mesure que progresse le développement

de la collectivité, il faut confier aux autorités locales le soin d'exécuter certaines parties des programmes de ce développement; le résultat final de ce transfert graduel sera d'amener les autorités locales à maintenir et à étendre, avec l'appui de la population, les services dont le mouvement de développement de la collectivité avait d'abord pris l'initiative.

59. Quand on veut arrêter une politique d'ensemble pour les territoires non autonomes, il est particulièrement important de tenir compte de ce double aspect du développement de la collectivité: sa pénétration en profondeur dans la structure de l'administration locale et son extension géographique sur l'ensemble du territoire. Ce point de vue, qui rompt radicalement avec les anciennes conceptions du service social, montre que l'on a compris la nécessité d'intégrer toutes les formes de progrès dont les objectifs sont économiques, sociaux et culturels et que, dans tous ces domaines, il importe de chercher les moyens qui permettront aux habitants des territoires de s'exprimer.

60. Un grand nombre de pays étudient activement le développement de la collectivité. Les représentants de la Birmanie, de la Chine et de l'Inde ont fait des exposés intéressants sur le progrès du développement de la collectivité dans leur pays. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées estiment également que le développement de la collectivité peut être appliqué dans beaucoup de pays indépendants: plusieurs de ces pays ont déjà mis en œuvre des programmes de développement de la collectivité. Le Comité n'a pas à s'occuper directement des conditions dans ces pays, mais il doit, sur le plan technique, tenir pleinement compte des enquêtes que l'on est en train de poursuivre à l'échelle mondiale et des renseignements techniques que fournissent ces enquêtes. En conséquence, le Comité a noté, en particulier, les éléments de base suivants que le Secrétaire général a soumis à la Commission sociale des Nations Unies comme étant nécessaires au succès des programmes de développement de la collectivité⁵:

a) Les travaux à entreprendre doivent correspondre aux besoins essentiels de la collectivité; les premiers projets entrepris doivent répondre aux désirs exprimés par la population.

b) Si les efforts entrepris indépendamment dans chaque domaine spécialisé peuvent mener à des améliorations locales, le développement complet et équilibré de la collectivité exige une action concertée et l'élaboration de programmes à des fins multiples.

c) Les changements qui se produisent dans l'esprit de la population ont plus d'importance que les réalisations matérielles des entreprises de développement de la collectivité.

d) Le développement de la collectivité vise à accroître et à rendre plus efficace la participation de la population aux affaires de la collectivité, à raviver les formes existantes d'administration locale et à faciliter la création d'une bonne administration locale lorsqu'elle n'existe pas encore.

e) L'un des objectifs fondamentaux de tout programme devrait être de rechercher, d'encourager et de former des animateurs locaux.

f) Une plus grande participation des femmes et des jeunes gens à la mise en œuvre des entreprises de développement de la collectivité donne de la vigueur aux

programmes de développement, élargit leur portée et assure leur expansion à long terme.

g) Pour que les entreprises qui font appel à l'initiative des collectivités soient pleinement efficaces, il est nécessaire que le gouvernement leur accorde une aide tout à la fois intensive et extensive.

h) La mise en œuvre sur le plan national, d'un programme de développement de la collectivité exige l'adoption de principes cohérents et de dispositions administratives concrètes, le recrutement et la formation d'un personnel adéquat, la mise en œuvre des ressources locales et nationales et l'organisation de travaux de recherche, d'expérimentation et d'évaluation des résultats.

i) Les programmes de développement de la collectivité à l'échelon local, national et international doivent utiliser au maximum les ressources des organisations non gouvernementales bénévoles.

j) Le progrès économique et social à l'échelon local exige un progrès parallèle à l'échelon national.

61. Le Comité a également constaté que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont entrepris ou se proposent d'entreprendre, dans divers pays, et notamment dans quelques territoires non autonomes, un certain nombre d'études relatives à des programmes et des entreprises de développement de la collectivité. Il recevra avec satisfaction les renseignements complémentaires qui lui parviendront en temps voulu au sujet de ces études; il croit comprendre qu'elles se feront d'après les renseignements transmis en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et selon les principes directeurs de la politique sociale sur lesquels le Comité met l'accent.

62. Le Comité a reçu des renseignements très intéressants sur les programmes de développement de la collectivité qui sont en cours d'exécution dans un certain nombre de territoires placés sous l'administration du Royaume-Uni ou sous celle de la France.

63. En ce qui concerne les territoires sous administration britannique, le gouvernement métropolitain a donné en 1948 son adhésion officielle à l'idée du développement de la collectivité, mais les autorités de certains territoires avaient déjà entrepris avant cette date l'exécution de programmes et la doctrine qui s'est dégagée se fonde dans une large mesure sur l'expérience acquise sur place. Dans un certain nombre de territoires sous administration britannique, les projets et les travaux de développement de la collectivité, qui avaient jusqu'alors un caractère limité et expérimental, ont été intégrés après 1948, à des programmes d'envergure nationale établis en fonction de cette nouvelle conception de la politique sociale. Cette tendance s'est manifestée au cours de la Conférence sur le développement de la collectivité qui s'est tenue en 1953 dans la Fédération malaise, et qui a recommandé que "l'Administration proclame aussitôt que possible que le développement de la collectivité fait partie intégrante de sa politique". Le Gouvernement britannique estime qu'il est impossible de faire une distinction très nette entre collectivités urbaines et collectivités rurales. Le développement de la collectivité est la clé de voûte de l'œuvre sociale entreprise à Singapour; à Hong-kong, les institutions publiques et privées collaborent de plus en plus étroitement, suivant les principes directeurs du développement de la collectivité. D'une manière générale, les projets précis qui sont mis en œuvre accordent une place très importante aux mesures qui visent à conso-

⁵ E/CN.5/303, par. 18-34.

lider les liens familiaux et à pourvoir aux besoins des enfants et des adolescents. Dans nombre de ces territoires, on a réussi à frapper l'imagination du public et il est devenu plus facile d'élargir les attributions des services administratifs locaux. En même temps, l'expérience a prouvé que l'action locale ne peut aboutir au succès que si l'on institue au niveau des autorités supérieures du territoire un système de consultations pour définir la politique à suivre dans le domaine du développement social.

64. En ce qui concerne les territoires sous administration française, le Comité a été informé qu'en matière de politique sociale, l'Administration s'est efforcée d'adapter les programmes aux diverses collectivités intéressées, d'aider les habitants à prendre conscience de leurs propres aptitudes et à trouver leur place dans la société, de régler les problèmes d'adaptation sociale et de donner la priorité à l'aspect éducatif des programmes sociaux. Au cours de ces dernières années, une action éducative de grande envergure a été entreprise dans le cadre de la politique sociale, notamment en Afrique-Occidentale française et en Afrique-Equatoriale française. Au Maroc, les secteurs de modernisation du paysannat, qui sont très nombreux, sont chargés de faire évoluer le milieu humain tout en développant la mise en valeur agricole. D'autre part, l'institution de *djemaas* administratives rurales se généralise et il en existe actuellement plus de mille. Elles peuvent délibérer sur toutes les questions d'ordre économique et social intéressant le groupement qu'elles représentent. A Madagascar, les autorités ont réorganisé la structure traditionnelle du village, avec un conseil chargé de gérer le village et de moderniser son administration. Dans les villes, les services sociaux ont été assurés principalement par les centres sociaux. On estime maintenant qu'il faut redoubler d'efforts dans les régions rurales afin d'enrayer l'exode vers les villes.

65. D'autre part, le Comité a été informé qu'en plus des programmes de développement de la collectivité qui portent sur l'ensemble d'un territoire, on avait entrepris dans un certain nombre de régions l'exécution de projets pilotes qui constituent le premier pas vers la mise en œuvre d'une politique plus générale. Le Comité a pris note en particulier de projets pilotes exécutés sous les auspices de la Commission du Pacifique sud, au Samoa sous administration des Etats-Unis, aux îles Cook et en Nouvelle-Guinée néerlandaise. Le Comité note avec intérêt qu'une conférence sur le développement de la collectivité doit se tenir en 1956 sous les auspices de la Commission du Pacifique sud.

66. On a déjà mentionné un certain nombre d'autres mouvements dont les objectifs sont analogues à ceux du développement de la collectivité. Parmi les exemples qui ont été fournis au Comité, il faut signaler les travaux des services de vulgarisation du Département de l'agriculture au Samoa sous administration des Etats-Unis ainsi que le système d'écoles de la communauté (*community college*) institué à Guam. Cependant, le Comité s'est surtout intéressé au progrès du mouvement coopératif, sous la forme de coopératives et de sociétés rurales. Des renseignements ont montré l'expansion et le développement de ce mouvement dans un certain nombre de territoires tels que l'Alaska, le Samoa sous administration des Etats-Unis, Guam, Papua et des territoires administrés par la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Il est à remarquer non seulement que, dans beaucoup de cas, le mouvement coopératif ne cesse de progresser en ce qui concerne le nombre de membres

et l'importance des opérations, mais encore que les principes fondamentaux de la coopération ont trouvé un champ plus large d'application et que les objectifs économiques et sociaux du mouvement se développent en harmonie.

67. Dans ses précédents rapports, le Comité a déjà indiqué l'intérêt qu'il porte à ces mouvements. En 1954 notamment, il a examiné le rôle que jouent les sociétés coopératives dans le développement de la collectivité. De l'avis du Comité, le mouvement coopératif ne peut avoir son plein rendement que parmi des populations cultivées, riches de longues traditions en matière de pratiques commerciales, mais les principes coopératifs interprétés largement présentent cependant une grande utilité dans les conditions traditionnelles d'un certain nombre de territoires non autonomes. Le Comité a déclaré en outre que le développement des sociétés coopératives est un facteur vital dans le progrès social et que l'organisation coopérative est essentielle pour préparer un peuple à adopter peu à peu une économie moderne. En examinant les conditions sociales, le Comité doit souligner de nouveau l'importance du mouvement coopératif. Fonctionnant sous l'impulsion de l'initiative communale, les sociétés de type coopératif rendent de précieux services en améliorant à beaucoup d'égards les conditions de vie, et elles stimulent, dans des domaines plus limités, l'esprit de coopération des populations qui est indispensable à tout programme de développement de la collectivité. Leurs buts sociaux et éducatifs ont une grande portée, dans bien des cas ces buts ont été atteints par des sociétés à buts multiples et par des sociétés qui s'intéressent activement à des mesures d'un caractère social, visant, par exemple, à fournir le logement et l'assistance médicale.

68. Il y a cependant de nombreux territoires où il n'existe aucun mouvement de développement de la collectivité et où les associations coopératives et les établissements d'enseignement ne se sont pas développés de manière à correspondre aux objectifs plus larges du concept du développement de la collectivité. L'administration territoriale ou locale et les œuvres s'acquittent parfois de fonctions sociales et économiques de ce genre et disposent à cet effet de ressources considérables, comme c'est le cas au Congo belge. Mais il est difficile de voir là un mouvement dont l'objectif principal est de mettre au point des techniques propres à susciter et à stimuler l'initiative de la population et d'assurer ainsi à l'ensemble de la collectivité des conditions de vie meilleures. Dans certaines régions où la tension résultant des conditions de la vie moderne est relativement faible, comme dans certaines îles du Pacifique, les organes locaux d'expression et d'action peuvent suffire à assurer ou à stimuler les services qu'offrent les entreprises de développement de la collectivité; dans d'autres, par exemple, dans certaines parties de l'Afrique, l'initiative et la direction de services sociaux et économiques sont encore le plus souvent en dehors de la collectivité.

69. En déclarant que la politique de développement de la collectivité doit pouvoir être applicable dans de nombreux territoires non autonomes, le Comité reconnaît que les buts du développement de la collectivité ne sont pas différents de ceux de la politique générale des autorités, dont l'action vise à transformer la population des territoires non autonomes en sociétés modernes dûment pourvues d'institutions économiques, de services sociaux et culturels et d'organes de gouvernement autonome. La principale nouveauté d'une politique moderne de développement de la collectivité, c'est qu'elle insiste

sur la nécessité d'associer les habitants au mouvement général de progrès social, économique et culturel. Ainsi conçus, la politique et le mouvement de développement de la collectivité permettent des réalisations parfaitement conformes aux principes de la Charte.

V. — Main-d'œuvre

70. Dans son rapport de 1952, le Comité a pris note des cinq conventions que la Conférence internationale du Travail a adoptées en 1947 et qui traitent plus particulièrement de la situation des travailleurs dans les territoires non autonomes. Le Comité a pris acte de la ratification de ces conventions par le Royaume-Uni, et il a exprimé l'espoir que tous les Etats Membres intéressés ratifieraient prochainement les conventions qui s'appliquent aux conditions de travail dans leurs territoires. Voici où en est la ratification de ces conventions par les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes :

a) La Convention sur la politique sociale (territoires non métropolitains) a été ratifiée par la Belgique, la France, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ;

b) La Convention sur le droit d'association (territoires non métropolitains) a été ratifiée par la Belgique, la France, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ;

c) La Convention sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains) a été ratifiée par l'Australie, la Belgique, la France et le Royaume-Uni ;

d) La Convention sur les normes du travail (territoires non métropolitains) a été ratifiée par le Royaume-Uni ;

e) La Convention sur les contrats de travail (travailleurs indigènes) a été ratifiée par le Royaume-Uni.

71. Le Comité est heureux de prendre note des progrès marqués qui ont été accomplis depuis 1952 en ce qui concerne la ratification de ces conventions internationales du travail.

72. Le Comité s'intéresse également aux progrès de la mise en œuvre de ces conventions et d'autres instruments analogues, grâce à l'adoption et à l'entrée en vigueur de lois pertinentes dans les territoires non autonomes. Les renseignements communiqués par l'OIT sont encourageants. Le Comité a été ainsi informé des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Code du travail de la France d'outre-mer et des déclarations du Gouvernement français, selon lesquelles l'application de ce code a sensiblement amélioré les conditions de travail et les relations professionnelles et a augmenté les salaires et la productivité. Le Comité prend acte de la déclaration du Gouvernement français, selon laquelle le Code du travail de la France d'outre-mer doit être considéré comme une mesure de progrès social, au sens le plus large du terme, qui s'applique à tous les travailleurs sans distinction de race, de religion, de sexe, de nationalité ou de statut et qui constitue une étape importante dans le progrès social.

73. Le Comité a reçu d'autres renseignements intéressants sur l'évolution de la législation du travail dans les territoires d'Afrique du Nord administrés par la France et dans les territoires administrés par d'autres Etats Membres.

74. Le Comité tient à présenter quelques observations sur la question des traitements et salaires. Les éléments essentiels d'information faisant défaut, il n'est pas possible de déterminer de façon concluante les barèmes de salaire en vigueur dans les territoires non

autonomes répondant à des normes données ou permettant de comparer les salaires réels entre les divers territoires. En ce qui concerne les principes d'après lesquels sont établis les barèmes de salaire, il convient d'approuver ceux qui reconnaissent le caractère fallacieux de la théorie selon laquelle, quand un travailleur migrant possède une terre qui permet à sa famille de subvenir partiellement à ses besoins, il suffit de lui donner, lorsqu'il est employé loin de chez lui, un salaire correspondant aux besoins d'une personne seule, comme s'il était célibataire. Le Comité estime que les autorités qui fixent les salaires doivent tenir compte des besoins de la famille et non pas simplement de ceux du travailleur célibataire. A son avis, il faudrait adopter le plus rapidement possible, compte tenu de la situation locale, la notion du salaire minimum en fonction de la famille.

75. Le Comité n'a cessé de souligner que les programmes de développement des territoires non autonomes doivent tenir compte avant tout des intérêts de la population. De son côté, la Conférence internationale du Travail, quand elle a adopté la Convention sur la politique sociale dans les territoires non métropolitains, a déclaré que l'amélioration des niveaux de vie devait être considérée comme l'objectif principal des programmes de développement économique des territoires en question. Cette convention prévoit en outre qu'il faut prendre des mesures pour assurer aux producteurs indépendants et aux travailleurs salariés des conditions qui leur permettent d'améliorer leur niveau de vie par leurs propres efforts et qui garantissent le maintien d'un niveau de vie minimum déterminé par des enquêtes officielles sur les conditions de vie. Les articles 14 à 17 de cette convention traitent de la rémunération des travailleurs ; à ce sujet, le Comité note avec intérêt que la Commission d'experts de l'OIT sur la politique sociale dans les territoires non métropolitains, qui doit se réunir vers la fin de l'année, continuera à étudier les systèmes et politiques des salaires dans les territoires non autonomes.

76. Le Comité a également pris note de la déclaration du Bureau international du Travail, selon laquelle il faut étudier encore le problème des stimulants de l'emploi, accélérer la formation dans tous les domaines et à tous les échelons, et mettre au point et généraliser les systèmes actuels de rémunération "au rendement". En 1952, le Comité a déclaré que l'augmentation des salaires devait être accompagnée d'une productivité accrue. Il a noté avec satisfaction que l'on envisageait des enquêtes sur le rapport salaires-productivité, mais il a souligné qu'avant d'examiner les techniques d'adaptation des salaires à la productivité, on devrait veiller à ce que de telles enquêtes soient suffisamment vastes et tiennent compte de toutes les améliorations nécessaires dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des conditions sociales. L'évolution de la politique sociale au cours des quatre dernières années confirme les vues exprimées en 1952. La productivité de la main-d'œuvre est étroitement liée au progrès social et constitue l'un des facteurs qui stimulent le désir de progrès social.

77. Il est maintenant généralement reconnu que les organisations syndicales jouent, ou peuvent jouer, un rôle dans ce domaine. A certains égards, l'économie et la structure anciennes d'un grand nombre de territoires non autonomes n'ont pas favorisé le développement du syndicalisme. Comme les entreprises économiques prennent des formes plus modernes et que la structure économique et sociale des territoires se modifie en conséquence, la nécessité d'organisations syndicales est

apparue plus nettement et, dans de nombreuses régions, les gouvernements encouragent maintenant un syndicalisme bien compris qui constitue le meilleur moyen de créer des relations professionnelles harmonieuses.

78. Les renseignements que le Comité a reçus montrent que les effectifs des syndicats et l'importance des négociations collectives se sont notablement accrus dans plusieurs territoires administrés par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, et qu'un mouvement syndicaliste est en train de s'organiser en Nouvelle-Guinée néerlandaise. La législation en vigueur dans ces territoires s'inspire largement des principes appliqués dans les métropoles et autorise les activités syndicales sans discrimination. Les différences entre les travailleurs européens et les travailleurs autochtones existent tantôt à la fois dans la loi et dans la pratique et tantôt dans la pratique seulement. Le Comité reconnaît que la mesure dans laquelle les syndicats peuvent devenir des instruments efficaces de conciliation entre employeurs et employés varie considérablement selon le degré d'instruction, la situation économique et l'expérience sociale des syndicalistes. Il estime cependant que ces différences montrent la nécessité d'une éducation syndicale plutôt que d'une législation qui établisse des distinctions entre les différents groupes de travailleurs. Dans certains territoires administrés par la France ou le Royaume-Uni, on s'efforce d'assurer la formation de dirigeants syndicalistes. Le Comité est d'avis qu'il faut féliciter les gouvernements, les syndicats métropolitains et les organisations internationales qui ont pris des mesures dans ce domaine en contribuant à former des syndicalistes et en aidant et encourageant les mouvements de travailleurs dans les territoires non autonomes.

VI. — Conditions d'existence

79. Le Comité a déjà maintes fois souligné l'importance que présente l'évaluation des niveaux de vie dans les territoires non autonomes et la nécessité de déterminer les effets réels du développement sur le niveau de vie des habitants de ces territoires. En 1954, le Comité a pris acte du rapport du Comité d'experts des Nations Unies sur la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international⁶. Les experts ont mis au point une méthode dite "des éléments" suivant laquelle la notion des conditions de vie comprend les éléments, de caractère économique ou non, qui concourent à former le genre de vie de l'individu et contribuent à son bien-être ou à son "mal-être" et tient compte de toutes les considérations qui conditionnent le sentiment de bonheur de l'individu. Dans ses travaux, le Comité a employé dans une certaine mesure la méthode "des éléments". En particulier les analyses qu'il a faites des conditions économiques, sociales et de l'instruction portent pratiquement sur tous les facteurs que l'on peut considérer comme éléments du niveau de vie. Le Comité s'intéresse donc vivement aux propositions des experts et à la possibilité d'appliquer cette méthode aux territoires non autonomes.

80. Cette année, le Comité a constaté que l'on continuait à procéder, sur le plan international, à des discussions et à des enquêtes sur la méthode "des éléments" pour l'étude des niveaux de vie réels et des niveaux de vie désirables. Etant donné les conditions dans lesquelles se trouvent de nombreux territoires non

autonomes, il est difficile d'appliquer pleinement cette méthode, par suite de l'insuffisance ou de l'absence de plusieurs sortes de données statistiques, de la diversité des conditions économiques et sociales, et du manque d'études sociales appropriées. La tâche la plus urgente consiste à fournir des statistiques de base, notamment des statistiques agricoles et des statistiques démographiques; il serait utile également de faire des études sur la vie de la famille et sur la collectivité, ainsi que des analyses des conditions sociales et de l'instruction présentées de manière à montrer les changements des niveaux de vie réels et des niveaux de vie désirables des divers groupes de la population. Ces études pourraient contribuer utilement à mettre en œuvre et à développer des programmes de développement des collectivités et, dans le cadre de ce développement, il serait peut-être possible d'obtenir des renseignements intéressants sur les conditions de vie de la famille. Toutefois, les gouvernements des territoires non autonomes peuvent se trouver dans l'obligation d'accorder la priorité aux problèmes sociaux urgents. En outre, ces études fort opportunes pourraient très bien être entreprises par des institutions de recherches et par des universités ou établissements d'enseignement supérieur locaux.

81. En tout état de cause, le Comité a pensé qu'il est encore trop tôt pour pousser activement les recherches en matière de méthode en appliquant la méthode "des éléments". Lorsque la question aura été étudiée d'une manière plus approfondie sous les auspices du Conseil économique et social, et que l'on connaîtra les résultats des travaux du groupe de travail que le Bureau international du Travail a créé en collaboration avec d'autres organisations internationales intéressées pour étudier les possibilités d'application des méthodes dans les pays insuffisamment développés, l'Assemblée générale aura une idée bien plus précise des méthodes utilisables dans les territoires non autonomes ou dans certains groupes de territoires.

82. Le Comité continue de s'intéresser vivement au rassemblement et à la communication de renseignements sur les niveaux de vie réels et les niveaux de vie désirables dans les territoires non autonomes. Dès maintenant, les renseignements dont on dispose, tout en étant insuffisants pour que l'on puisse entreprendre une étude approfondie, permettent cependant d'étudier la question d'une façon plus complète, tout au moins dans certains territoires. Les renseignements fournis au Comité pendant la présente session contiennent des indications nouvelles sur l'amélioration des conditions d'existence dans quelques régions qui ont été prises comme exemples. Bien qu'il ne soit pas toujours possible de généraliser en ce qui concerne les niveaux de vie réels et les niveaux de vie désirables dans l'ensemble des territoires, ou même dans un territoire en particulier, on peut constater des différences de caractère général suivant le degré d'évolution économique et social et suivant la mesure dans laquelle ce développement touche toutes les régions du territoire et tous les groupes de la population. Ces différences montrent combien il est important, pour les progrès à venir, de tenir pleinement compte des objectifs de politique sociale lorsqu'on élabore des programmes pour les territoires, comme il est indiqué au paragraphe 24 du présent rapport.

VII. — Relations raciales

83. Dans son rapport de 1952, le Comité a examiné la question des relations raciales dans les territoires non autonomes. Reconnaisant l'importance que cette ques-

⁶ Rapport sur la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international, publication des Nations Unies, n° de vente: 1954.IV.5.

tion présente pour tous les peuples, il a déclaré que le fait que, dans la plupart des territoires non autonomes, la majorité de la population n'a pas la même origine ethnique ni le même patrimoine culturel que les peuples des pays responsables de leur administration rend plus importante encore la collaboration interr raciale.

84. En 1952, l'Assemblée générale a adopté la résolution 644 (VII). Dans cette résolution elle a reconnu que l'amélioration des relations raciales dépend dans une large mesure des progrès de l'enseignement et elle a approuvé toutes les mesures destinées à donner une meilleure compréhension des besoins et des problèmes de l'ensemble de la collectivité. L'Assemblée a recommandé notamment :

a) i) D'abolir dans les territoires non autonomes les lois et les pratiques discriminatoires qui sont contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

ii) D'examiner toutes les lois, tous les règlements et toutes les ordonnances en vue d'abolir toutes dispositions ou pratiques discriminatoires qui pourraient exister ;

b) D'examiner aux mêmes fins les lois qui établissent entre citoyens et non-citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race ou de religion ;

c) D'assurer à tous les habitants des territoires non autonomes, sans distinction de race, l'accès à toutes les facilités publiques ;

d) D'examiner fréquemment les lois qui prévoient des mesures de protection spéciales en faveur de certains groupes de la population, en vue de déterminer si leur objet principal est d'assurer une protection et s'il y a lieu de prévoir des dérogations dans des circonstances particulières.

85. Le Comité condamne de nouveau la discrimination raciale et les préjugés raciaux qui portent atteinte à la dignité humaine et sont contraires aux principes de la Charte. Il souligne une fois de plus qu'il est d'une importance primordiale d'établir entre les races des relations amicales fondées sur le respect mutuel et la reconnaissance de leur égalité. Partout où ils existent, les préjugés raciaux et les rapports tendus entre les races aggravent la division de l'humanité ; le Comité a le devoir d'appuyer les efforts qui sont déployés pour obtenir la collaboration de tous les peuples à la mise en œuvre des dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatives aux relations raciales. A ce sujet, le Comité a noté avec intérêt que la Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination, qui s'est réunie à Genève du 31 mars au 4 avril 1955 en application de la résolution 546 (XVIII) du Conseil économique et social et à laquelle ont pris part les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, a adopté une résolution dans laquelle elle condamne toutes les pratiques discriminatoires, quelle que soit la forme qu'elles revêtent et quel que soit le pays ou territoire où elles existent ⁷.

86. Les déclarations de principes qui figurent dans les précédents rapports du Comité et la résolution 644 (VII) de l'Assemblée générale contiennent des indications claires et judicieuses sur les vues qui ont recueilli l'adhésion de l'Assemblée générale sur cette question. Le Comité va donc maintenant examiner les mesures

que l'on prend pour donner effet aux vues exprimées en 1952, les difficultés que l'on a pu rencontrer au cours de ces dernières années pour traduire ces vues dans les faits, et enfin, particulièrement dans les sociétés multiraciales, le développement des relations sociales entre les différents groupes, qui renforcera la collaboration entre les races et contribuera à mettre fin aux préjugés raciaux.

87. En aspirant à assurer le développement de tous les groupes de la collectivité, la politique sociale se heurte, dans certains cas, aux obstacles que dressent la coutume et la religion, à l'existence de groupes raciaux ou culturels séparés, surtout s'ils cherchent à défendre des intérêts économiques solidement établis, et à l'illusion qui porte certains à croire à la supériorité de leur culture. L'un quelconque de ces facteurs peut mener à des conflits ethniques et culturels, qui, de l'avis d'un représentant au Comité, peuvent durer plus longtemps que les suites brutales d'une conquête et d'une occupation militaires.

88. On a cependant réalisé des progrès dans de nombreux territoires et dans beaucoup de domaines. Parmi les principaux faits encourageants que l'on a constatés dans la politique générale depuis 1952, le Comité a constaté notamment les faits suivants. Dans l'Union française, la loi relative aux publications destinées à la jeunesse a été modifiée et mentionne désormais comme publications interdites celles qui sont de nature à inspirer ou à entretenir les préjugés raciaux. Le nouveau texte est fondé sur le principe que la dignité de la personne humaine possède une valeur universelle et doit être respectée sans distinction de race ni d'origine. Dans des décrets de 1954 relatifs à la justice de droit local, les expressions contenant le mot "indigène" sont remplacées par des termes tels que "citoyens de statut personnel particulier", "justice locale", "tribunal de droit local", etc. Dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, il a été officiellement déclaré que l'union des deux territoires assurerait la sécurité, le progrès et le bien-être de la population tout entière et favoriserait notamment la collaboration et la bonne intelligence entre les habitants. On a créé un African Affairs Board qui aura pour fonction de signaler les mesures discriminatoires en vertu desquelles des Africains sont ou peuvent être soumis à des conditions, restrictions ou incapacités qui leur seraient défavorables, auxquelles les Européens ne sont pas soumis. En Rhodésie du Nord, le Conseil législatif a adopté en juillet 1954 des résolutions qui déclarent que la politique de la Rhodésie du Nord doit tendre à supprimer dans l'esprit de chacune des races la crainte que l'autre race puisse exercer une domination à son avantage exclusif, et que tout habitant de la Rhodésie du Nord qui respecte la loi a le droit de progresser sans distinction de race, de couleur ou de religion, dans la mesure où ses dispositions naturelles, ses capacités, sa formation, ses aptitudes et son assiduité le lui permettent. Au Kenya, le gouvernement a réaffirmé qu'il a pour politique de favoriser l'harmonie et l'amitié entre les races et de donner à tous ses loyaux sujets, quelle que soit leur race ou leur religion, la possibilité de progresser dans la société selon leurs dispositions naturelles et leurs aptitudes.

89. Ces indications sont encourageantes. Dans deux autres cas, la politique générale est en harmonie avec la recommandation de l'Assemblée générale contenue dans la résolution 644 (VII) selon laquelle les lois qui établissent entre citoyens et non-citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race ou

⁷ Résolution 546 (XVIII) du Conseil économique et social et E/NGO/Conf.1/8, résolution A.

de religion doivent faire l'objet d'un examen. Le Comité a noté qu'en Malaisie les droits civiques ont été étendus à un nombre beaucoup plus grand de Chinois et d'Indiens habitant le territoire et que, dans certains autres cas, des mesures ont été prises pour améliorer la situation des Africains évolués. Si les distinctions fondées sur des considérations relatives à la culture peuvent être acceptables, la question peut parfois se poser de savoir si le fait d'accorder à titre de privilège certaines égalités de droits à des personnes choisies dans la population locale ne risque pas de devenir une nouvelle forme de discrimination entre les groupes favorisés de la population et les autres groupes.

90. Le Comité a fait également certaines constatations au sujet des différences de traitement dans l'enseignement. Dans les territoires habités par des collectivités multiraciales, il existe généralement des systèmes scolaires distincts pour les différents groupes de la population; dans certains de ces territoires, on a noté, au cours des dernières années, une tendance marquée à développer les écoles fréquentées par des élèves appartenant aux différents groupes ethniques. C'est le cas, en particulier, dans les territoires administrés par la France, où l'enseignement est donné gratuitement à tous les degrés et pour tous les enfants, sans distinction de sexe, de nationalité ou de religion, et où il n'existe aucune discrimination raciale, religieuse ou politique entre les élèves. Dans certains territoires britanniques d'Afrique centrale et d'Afrique orientale, comme dans les îles Fidji, au Papua et dans les Bermudes, les autorités maintiennent des écoles distinctes, pour des raisons telles que la diversité des langues, les différences de situation familiale des élèves et l'opinion publique. La Malaisie a atteint un stade d'intégration plus poussé; aux termes de l'ordonnance de 1952, les écoles nationales non ethniques dispensent un enseignement gratuit et obligatoire à tous les enfants, quelle que soit leur race, sur la base des principes suivants: 1) écoles multiraciales; 2) deux langues officielles: l'anglais et le malais; 3) système unique d'enseignement et programme d'enseignement commun.

91. Tandis que la question du rapprochement des élèves de toutes races dans les écoles des premier et deuxième degrés est résolue différemment selon la situation locale, le principe de l'enseignement interracial se généralise dans les établissements supérieurs, où il est déjà appliqué dans la plupart des cas. Le University College de Makérére (Afrique orientale) a été ouvert à toutes les races. Le Royal Technical College à Nairobi (Afrique-Orientale anglaise) a fusionné avec le Mahatma Gandhi Memorial College pour étudiants asiatiques, et il donnera un enseignement supérieur technique aux étudiants de toutes races. Dans la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, le Rhodesia University College, créé en 1954, dispensera un enseignement universitaire aux étudiants de toutes les races. Dans son rapport, la Commission de l'enseignement supérieur pour les Africains d'Afrique centrale, qui a recommandé la fondation du University College, déclare qu'il est contraire aux traditions universitaires de tenir compte de la race, de la religion ou de la classe sociale lorsqu'on choisit des étudiants qui feront des études supérieures et que ce choix doit dépendre uniquement des qualités intellectuelles et morales des étudiants.

92. Le Comité estime qu'il est absolument indispensable d'accomplir des progrès dans le domaine de l'enseignement. Il rappelle à ce sujet la résolution 328 (IV), par laquelle l'Assemblée générale a invité les Membres

administrants à prendre, dans les cas où c'est nécessaire, des mesures pour traiter sur un pied d'égalité, en matière d'enseignement, les habitants des territoires non autonomes placés sous leur administration, qu'ils soient autochtones ou non. Certains membres pensent que des difficultés d'ordre pratique, en particulier des difficultés d'ordre linguistique, peuvent justifier l'existence de systèmes scolaires adaptés aux besoins des groupes de la population. Mais le Comité maintient qu'au niveau des études secondaires, cette justification ne peut être acceptée que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et comme un expédient temporaire et qu'à aucun niveau la différence ne devrait être établie sur une base raciale.

93. Dans son rapport de 1952 sur les conditions sociales, le Comité a signalé qu'il était important de créer les mécanismes nécessaires pour que les autochtones puissent accéder à tous les emplois de la fonction publique, et de régler en même temps certaines questions connexes, telles que la formation professionnelle, les possibilités d'avancement et l'égalité de rémunération. Depuis 1952, il est devenu de plus en plus facile pour les autochtones d'obtenir un emploi dans les services administratifs. Les autorités compétentes ont fait plusieurs déclarations sur la politique qu'elles se proposaient d'appliquer à ce sujet et ont formulé des recommandations tendant à affirmer le droit des autochtones à accéder à la fonction publique. Le Ministre de la France d'outre-mer a déclaré devant l'Assemblée nationale, en décembre 1954, que la participation des élites autochtones à l'administration des territoires était l'une des principales préoccupations du gouvernement. Pour améliorer la situation, le gouvernement se propose d'élever la limite d'âge imposée aux autochtones qui sollicitent un emploi dans la fonction publique et d'instituer des cours préparatoires pour l'admission à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Le Comité a été également informé que, selon toutes probabilités, presque tous les postes de l'administration publique du Maroc et de Tunisie seraient occupés dans un proche avenir par des autochtones. Au Royaume-Uni, le gouvernement a déclaré en 1953 qu'il était résolu à favoriser le progrès des populations coloniales vers l'autonomie en adaptant les services administratifs des colonies à la situation locale et en recrutant dans toute la mesure du possible les fonctionnaires parmi les indigènes. Dans la Côte-de-l'Or, les autorités ont pris des mesures en vue de créer une fonction publique autochtone, composée uniquement d'Africains originaires du territoire. Dans la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, il est prévu qu'aucun sujet britannique ni aucun protégé de Sa Majesté ne sera empêché, en raison de sa race, d'accéder à la fonction publique et quand une personne est nommée ou proposée à un emploi de la fonction publique, il est tenu compte uniquement de sa compétence, de son expérience et de ses aptitudes. Dans la Fédération malaise, un comité créé pour étudier les problèmes de la "malaisation" de la fonction publique a recommandé, en 1954, le maintien de la politique actuelle qui consiste à ne pas recruter d'étrangers lorsqu'il existe des candidats malais suffisamment compétents. A Singapour, le gouvernement a adopté, au début de 1954, un programme décennal en vue de hâter la "malaisation" de la fonction publique.

94. Le Comité a reçu des renseignements concernant des tendances analogues, qui montrent que les possibilités d'emploi en général s'améliorent à mesure que disparaît la discrimination directe et que les facilités de formation

se multiplient. Cependant, le progrès des Africains dans certains emplois, en Afrique centrale et en Afrique orientale, se heurte toujours à des obstacles sérieux. Bien que ce point ne soit pas mentionné expressément dans la résolution 644 (VII), il constitue un élément important de la Convention sur la politique sociale adoptée par la Conférence internationale du Travail (territoires non métropolitains). Il importe que l'administration, les employeurs et les travailleurs intéressés trouvent sans tarder les moyens d'offrir des possibilités d'emploi aux travailleurs qualifiés recrutés parmi les habitants des territoires, sans distinction de race, et que l'on crée les établissements d'enseignement ou les cours de formation appropriés. Il faut veiller à ce que ces mesures n'abaissent pas les normes générales du travail ni ne désorganisent la structure des salaires sur laquelle reposent les normes sociales actuelles, mais on ne saurait justifier l'inaction en alléguant les différences raciales existantes.

95. Cette situation se rencontre notamment dans le cas de la main-d'œuvre de l'industrie et des mines dans certains territoires administrés par le Royaume-Uni. C'est pourquoi le Comité a noté avec un vif intérêt qu'en Ouganda, où les perspectives de développement économique sont encourageantes, le gouvernement a reconnu que la population avait le droit de demander que certaines conditions soient remplies pour la mise en œuvre de ce développement et, en particulier, qu'il n'y ait pas de discrimination contre les gens de couleur dans les industries, que les Africains reçoivent une formation professionnelle spécialisée et soient nommés à des postes comportant des responsabilités croissantes et que la population locale puisse, chaque fois que cela est possible, participer au financement du développement industriel.

96. L'Assemblée générale, par sa résolution 644 (VII), a recommandé que tous les habitants des territoires non autonomes, sans distinction de race, aient accès à toutes les facilités publiques. La ségrégation est encore une pratique courante dans les transports publics, les bureaux officiels, les restaurants et les hôtels des quelques territoires du centre et de l'est de l'Afrique où plusieurs races vivent côte à côte. Toutefois, le Comité a appris que, dans certains cas, l'Administration prenait des mesures pour supprimer la discrimination dans les services publics et encourager les entreprises privées à fournir leurs services sans considération de couleur ou de race. Le Comité n'a pas étudié en détail les différents aspects du problème. Il a constaté avec satisfaction que des progrès avaient été faits, d'autant qu'il s'agit d'un domaine où la discrimination risque de provoquer des conflits entre les éléments de la population qui, autrement, seraient bien placés pour travailler à améliorer les relations entre les races.

97. Les renseignements relatifs aux relations raciales dont le Comité a été saisi portent essentiellement sur les pratiques discriminatoires et les mesures destinées à les supprimer ou à en atténuer l'effet. Le meilleur moyen de mettre fin à ces pratiques discriminatoires est de prendre des mesures concrètes qui permettent aux races de coopérer plus étroitement, et de multiplier les sujets d'intérêt commun (programmes, institutions, etc.). Le problème des relations raciales dans les territoires non autonomes présente deux aspects particuliers: l'attitude de l'Administration, et la participation des différentes races à l'activité des organisations non gouvernementales tendant à améliorer les relations raciales. Pour atteindre ce but, les gouvernements de-

vraient prendre l'initiative du mouvement en préparant l'opinion publique, en fournissant les cadres nécessaires et en organisant des campagnes. Cependant, les pouvoirs publics ne peuvent pas à eux seuls créer le climat voulu. On s'accorde en général à reconnaître que les organisations bénévoles peuvent faire beaucoup pour rapprocher les races. Il ne faut négliger aucun effort en vue d'encourager leur action dans ce domaine.

98. Dans une société multiraciale et multilingue, les différences entre les races ont tendance à envenimer les conflits et il ne saurait y avoir de progrès sans entente entre les races. En 1952, le Comité a noté que, d'après les conclusions de spécialistes nommés par l'UNESCO, les différences entre les races ne sont ni fondamentales ni absolues, que certaines différences biologiques peuvent être aussi grandes à l'intérieur d'une même race que d'une race à l'autre et que les différences génétiques n'interviennent guère dans la détermination des différences sociales et culturelles entre groupes humains. A sa présente session, le Comité disposait des résultats d'autres études de l'UNESCO et en particulier du rapport de la Conférence d'experts sur les conséquences sociales de l'industrialisation et les problèmes urbains en Afrique, tenue à Abidjan en 1954. On y signale la nécessité de procéder à une étude des lois concernant les relations raciales, les nouvelles valeurs et raisons d'agir qui se dégagent peu à peu, l'intégration plus ou moins poussée de groupes d'origine ethnique et de conditions sociales différentes, et les effets de l'éducation sur l'intégration des collectivités. Les résultats de nouvelles études du même genre devraient présenter un intérêt tout particulier.

99. Il y a lieu de mentionner également la création de nouveaux organismes pour l'étude des relations raciales et des causes de l'antagonisme qui règne dans les sociétés multiraciales. Ces initiatives sont fort utiles, en particulier lorsqu'elles contribuent à éclairer l'opinion publique sur ce que l'on entend par préjugés raciaux et sur les moyens de les faire disparaître. Il faut signaler cependant qu'au stade actuel, il est moins nécessaire de faire de nouvelles enquêtes que de mettre en pratique les conclusions généralement admises, à savoir que les distinctions fondées sur la race devraient disparaître de la politique sociale et de l'administration publique.

VIII. — Santé publique et administration des services de santé

100. Les statistiques sur la santé publique dans la plupart des territoires non autonomes sont imparfaites. Les renseignements dont on dispose sur les taux de mortalité montrent que ces taux ont sensiblement diminué dans maints territoires au cours des dernières années; mais les données sûres touchant les causes de décès sont rares et les statistiques de la morbidité sont encore moins satisfaisantes. Il faudra des renseignements plus précis et plus complets si l'on veut élaborer une politique sanitaire qui réponde pleinement aux besoins existants, et si l'on veut tenir dûment compte de la situation de la santé publique dans la politique économique et sociale.

101. Il est évident cependant que les grandes maladies épidémiques ont pu être plus ou moins enravées et que l'on entreprend actuellement une action encore plus énergique contre les maladies endémiques. La science médicale a fait de grands progrès au cours des dernières années. Mais on a pu constater, en appliquant des méthodes préventives de lutte massive contre les maladies

contagieuses, qu'il est souvent difficile d'en prévoir correctement les résultats; les méthodes cliniques et les méthodes de laboratoire dont l'efficacité a été prouvée dans des cas isolés ne donnent pas toujours les résultats escomptés lorsqu'on les applique à de vastes collectivités; des mesures sanitaires qui sont efficaces dans certaines conditions épidémiologiques donnent des résultats décevants dans d'autres. On possède maintenant des instruments nouveaux et très prometteurs, par exemple les insecticides pour lutter contre le paludisme, les sulfones contre la lèpre, le traitement en une seule dose de la tréponématose et de nouveaux médicaments anti-tuberculeux. Il convient cependant de poursuivre les recherches et les expériences pratiques. Il faut comprendre l'importance de ces recherches et l'intérêt qu'il y a, pour les territoires et les Etats, à échanger entre eux les fruits de leur expérience.

102. La baisse des taux de mortalité s'est accompagnée d'une forte augmentation des dépenses affectées aux services de santé et aux installations médicales; bien que, dans la plupart des territoires non autonomes, le nombre des médecins soit encore faible par rapport au chiffre de la population, on constate une augmentation importante du personnel sanitaire de toutes catégories. D'autre part, grâce au développement des services médicaux dans les zones urbaines et semi-urbaines, les populations rurales dispersées commencent à se préoccuper des problèmes de santé, et le développement des communications permet d'organiser des services qui répondent à leurs besoins.

103. Cette évolution a eu une grande influence sur la conception et l'organisation des services de santé, sur l'intégration de la politique sanitaire dans la politique sociale générale et sur les rapports des services de santé publique avec les autres services gouvernementaux et avec l'organisation sociale générale des territoires.

104. En 1952, le Comité a fait observer que pour obtenir les résultats optimums pour un coût minimum, il était nécessaire d'examiner a) la nature des relations entre les services métropolitains et territoriaux, b) la nature des relations entre les services territoriaux et d'autres services gouvernementaux et organisations non gouvernementales, c) les moyens d'atteindre les zones reculées, d) l'utilisation la plus large possible des méthodes modernes permettant de lutter contre la maladie, et e) la coordination de l'action curative et de l'action préventive, de la recherche et de la formation professionnelle, du contrôle central et de la décentralisation des opérations. Le Comité a souligné la nécessité d'obtenir, dans tous ces domaines, même dans l'effort strictement médical, l'appui de tous les organes de la politique sociale et scolaire ainsi que de l'ensemble de la population. C'est pourquoi le Comité note avec intérêt que, dans les territoires administrés par le Royaume-Uni, on tend à confier à des ministères l'exécution de la politique de santé publique et l'administration des services sanitaires et médicaux. Bien que ces ministères diffèrent par leur organisation interne, qui doit s'adapter aux conditions locales, c'est toujours le ministre qui est responsable de la politique de santé publique et son principal conseiller technique est le directeur des services médicaux ou le médecin-chef du territoire.

105. Le Comité a également relevé cette année l'importance croissante accordée à l'organisation de services destinés aux populations rurales. Qu'il s'agisse de groupes mobiles ou de centres sanitaires ruraux, on tend à leur confier à la fois l'action curative et l'action préventive, ainsi que le soin d'encourager les travaux

d'assainissement et de répandre les principes de l'hygiène. Il est reconnu que, si les effets des médicaments modernes sont largement appréciés, il est beaucoup plus difficile d'amener des populations primitives à observer les règles élémentaires de l'hygiène qui ont une si grande influence sur l'état de santé général. C'est pourquoi le Comité pense que l'on peut fort bien employer le mouvement de développement de la collectivité et d'autres formes analogues d'initiative populaire pour appuyer les campagnes sanitaires, et que les services de santé publique feraient bien de s'inspirer, dans leur fonctionnement, des principes de ce mouvement. De même, les sociétés coopératives rurales pourraient être organisées de manière à fournir certains services médicaux. Quoi qu'il en soit, c'est l'intérêt suscité dans la collectivité et manifesté par la population qui doit être le point de départ et le mobile déterminant de la politique et de l'activité en matière de santé publique. Il importe de faire appel à la bonne volonté des populations et le meilleur moyen d'y parvenir est souvent de les associer à l'élaboration et à l'exécution des plans.

106. De même que l'action sanitaire à l'échelon de la collectivité suppose l'appui des membres de cette collectivité, l'organisation sanitaire d'un territoire, pour être efficace, doit être envisagée dans le cadre d'une politique générale à laquelle participent tous ceux qui travaillent au bien-être économique et social. S'ils ne sont pas aidés, s'ils fonctionnent isolément, les services modernes de santé publique ne parviendront pas à améliorer de façon sensible ou durable l'état sanitaire d'une population. Le relèvement des niveaux de vie dépend du développement économique, et pour que l'activité économique atteigne un niveau satisfaisant, il faut que les travailleurs soient en bonne santé. A ce sujet, le Comité reconnaît, comme l'a déclaré une Puissance administrante, qu'à l'avenir les services sanitaires devraient tenir compte, beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, de l'action d'autres organismes sociaux et des exigences de la vie économique moderne. De même, la politique sociale et économique générale a besoin du médecin pour prévoir les problèmes futurs, pour les résoudre aussitôt que possible, et pour prendre une part active à tous les stades de l'exécution des programmes ainsi établis.

107. La salubrité est essentielle à la vie de chaque collectivité; dans les régions insuffisamment développées, les mesures d'assainissement pourraient aussi être intégrées dans les programmes généraux de développement de la collectivité. Bien que le problème soit complexe et difficile, certains gouvernements ont déjà pris des mesures importantes, par l'intermédiaire de leurs services de santé ou d'autres services qui s'intéressent aux questions d'assainissement, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. Il reste cependant beaucoup à faire dans ce domaine.

IX. — Nutrition et santé publique

108. Avec l'introduction dans les territoires non autonomes de la médecine moderne, qui exerce une influence considérable sur la vie humaine en éliminant totalement ou en partie un certain nombre de maladies graves et en ouvrant la voie à un développement économique rapide, il devient nécessaire de créer de meilleures conditions de vie. A cette fin, beaucoup devront se défaire de l'idée négative que la santé est un état qui se définit par l'absence de maladies, et il faudra les persuader qu'ils doivent s'efforcer d'améliorer eux-mêmes, dans la mesure où ils le peuvent, leurs conditions d'existence. Dans

cette évolution, il est de première importance d'améliorer l'alimentation quantitativement et qualitativement.

109. Les renseignements qui ont été transmis au Comité montrent que la malnutrition pose un grave problème dans beaucoup de territoires non autonomes. Le développement des transports et des communications, l'amélioration des méthodes de culture, les mesures de lutte contre les épizooties, les épiphyties et les parasites, ainsi que la création et l'extension d'installations modernes de transformation et d'entreposage des produits agricoles ont permis d'éviter les effets les plus graves que la sécheresse, les maladies, les sauterelles et autres parasites provoquaient pendant les mauvaises années. Néanmoins, si dans certains territoires l'alimentation est généralement satisfaisante et si les maladies de carence sont rares et sans gravité, dans d'autres au contraire la malnutrition est l'une des principales causes de décès, de maladie ou de faiblesse, surtout dans certains groupes d'âges.

110. La solution du problème de la malnutrition réside avant tout dans le développement économique en général et, en particulier, dans un développement suffisant de la production alimentaire. Grâce à leur efficacité, les mesures sanitaires modernes ont provoqué un accroissement rapide de la population dans de nombreux territoires. Ce processus tend à rendre insuffisant le développement de la production alimentaire, même s'il accroît le rendement des producteurs de denrées. Dans de nombreux territoires non autonomes, la production agricole s'est accrue au même rythme que la population; dans certains pays, les indices de consommation tendant même à augmenter. Il importe cependant d'augmenter la production alimentaire pour que les niveaux de consommation atteignent dans l'ensemble une valeur suffisante. Lorsqu'il a examiné, en 1954, les conditions économiques dans les territoires non autonomes, le Comité s'est demandé quelle importance relative il convenait d'accorder, d'une part, à la production agricole destinée à la consommation locale et, d'autre part, à la production agricole destinée à l'exportation. Il est arrivé à la conclusion que, pour beaucoup de territoires, il fallait s'efforcer d'assurer une production alimentaire suffisante pour satisfaire les besoins de la population locale et de cultiver aux fins d'exportation, sur les terres agricoles restées libres, les produits les mieux adaptés aux conditions locales et les plus recherchés sur les marchés mondiaux.

111. S'il est vrai que, pour l'avenir, la solution consiste à développer les ressources naturelles, il y a beaucoup à faire pour améliorer l'alimentation au moyen de programmes qui donnent des résultats plus immédiats et permettent de mieux utiliser et répartir les ressources alimentaires disponibles. Le groupe d'âges de 1 à 5 ans est particulièrement exposé aux effets de la malnutrition; il est donc nécessaire de développer les services de protection maternelle et infantile, en insistant particulièrement sur les moyens de prévenir la malnutrition. La distribution de produits alimentaires en excédent et bon marché possédant une haute valeur nutritive, comme le lait écrémé, peut donner d'excellents résultats. Toutefois, ce moyen ne peut être qu'un expédient temporaire, et il convient de chercher à remplacer progressivement le produit importé par des denrées locales de haute valeur nutritive. Le Comité constate que les gouvernements de plusieurs territoires non autonomes accordent une importance croissante à la production et à la trans-

formation des aliments de cette nature, et que cette question fait l'objet de recherches.

112. La distribution d'aliments d'appoint dans les écoles constitue également une mesure efficace, même si, dans les circonstances actuelles, une fraction seulement de la population d'âge scolaire peut en profiter.

113. Pour lutter contre la malnutrition, il faut non seulement assurer une production alimentaire suffisante et mettre en œuvre des programmes de distribution et de conservation, mais encore étudier les facteurs qui peuvent déterminer les habitudes alimentaires. L'éducation doit jouer ici un rôle capital qui, vraisemblablement, ne sera tout à fait efficace que lorsque l'on connaîtra exactement les causes des maladies de carence dans les divers territoires. Il faut apprendre aux mères à mieux nourrir leur famille et, notamment, à tirer le meilleur parti des aliments et des ressources alimentaires dont elles disposent. Même dans les conditions actuelles, l'éducation permettrait d'éliminer un grand nombre de cas de malnutrition chez les jeunes enfants. Cependant, le développement des connaissances en matière de nutrition dépend de la présence de travailleurs spécialisés dans l'hygiène alimentaire et l'économie domestique, ainsi que de la création de services de vulgarisation chargés de mener des campagnes actives dans ces domaines. Il est manifeste que la plupart des territoires non autonomes manquent de ce genre de personnel et se rendent compte de cette situation. Dans beaucoup de territoires, on a organisé des cours pour assurer la formation du personnel nécessaire. Il faut également des nutrologistes pour aider à élaborer les programmes de production alimentaire destinés à assurer à la population un régime mieux équilibré.

114. Le Comité a pris note de l'œuvre qu'accomplissent dans ce domaine l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en collaboration avec les gouvernements intéressés. Grâce à leur connaissance approfondie des conditions que l'on rencontre dans les diverses parties du monde, ces organisations sont souvent en mesure d'apporter une aide précieuse. Le Comité formule l'espoir que l'on fera appel à leurs services chaque fois que cela se révèlera utile.

X. — Formation du personnel des services de santé publique

115. Le Comité a constaté que, dans plusieurs territoires non autonomes, le nombre des installations destinées à la formation des médecins diplômés s'est accru, ainsi que celui des bourses d'études qui permettent aux étudiants autochtones d'acquérir une formation professionnelle dans les pays métropolitains ou à l'étranger. Cette formation présente une importance capitale, car les territoires ont un besoin urgent de cadres d'origine autochtone qui puissent occuper les postes supérieurs de leurs propres services de santé, contribuer à la formation du personnel auxiliaire de leur collectivité et participer à l'enseignement dispensé dans les facultés de médecine de leur pays.

116. L'attention du Comité a été attirée sur diverses statistiques d'où il ressort que la construction d'un hôpital doublé d'une école de médecine bien équipée entraîne, dans certains territoires, des frais hors de proportion avec ceux qu'exige la construction d'un simple hôpital destiné à répondre aux besoins locaux, mais sans école, et qu'il serait beaucoup moins onéreux de former des

étudiants autochtones dans la métropole que de créer dans leur pays d'origine toutes les installations nécessaires à leur formation. Le Comité estime qu'il y a lieu de se montrer très circonspect à l'égard de statistiques de ce genre. Il est difficile, par exemple, de savoir si la comparaison ne porte pas, d'un côté, sur les frais d'investissement relatifs à la construction d'un hôpital doublé d'une école de médecine dans un territoire donné, plus le total des frais d'entretien, et, de l'autre côté, sur les seuls frais de pension et de scolarité afférents aux étudiants qui font leurs études dans des établissements des pays métropolitains. En outre, on n'a peut-être pas suffisamment réfléchi que la construction des bâtiments et installations nécessaires pour un grand hôpital doublé d'une école de médecine peut constituer une contribution importante à l'équipement d'un territoire. Quoi qu'il en soit, l'existence d'une faculté de médecine permet d'élever le niveau de la santé publique et des soins infirmiers, de stimuler la recherche, d'offrir des traitements spécialisés et de fournir d'autres avantages au territoire en question. En outre, il est bon que les médecins qui devront travailler sous les tropiques reçoivent une formation qui les prépare aux conditions locales dans lesquelles ils seront appelés à exercer leurs fonctions. En principe, le Comité estime qu'un service de santé est incomplet s'il n'y a pas une faculté de médecine qui desserve un territoire ou une région. Les avantages qu'un territoire peut retirer d'une faculté de médecine, d'un hôpital destiné à l'enseignement et d'un cadre de médecins ayant des diplômes locaux compensent largement les frais qu'occasionnent ces mesures.

117. D'autre part, il ressort des renseignements fournis que le nombre des installations destinées à la formation professionnelle d'infirmières et de sages-femmes s'est accru. Il semble qu'avec l'amélioration de l'enseignement, les candidats qui possèdent un niveau d'instruction générale plus élevé devraient être plus nombreux. Dans ces conditions, et étant donné la concurrence que risquent d'offrir les autres emplois, maints territoires ont redoublé d'efforts pour vaincre les préjugés de la population contre les jeunes filles qui quittent leur foyer pour suivre des cours de formation et qui travaillent, une fois diplômées, loin de leur famille. Ces renseignements sont intéressants et il y a lieu d'examiner avec soin toute mesure nouvelle qui pourrait être prise dans ce domaine.

118. Depuis quelques années, on a considérablement développé les cours de formation destinés au nombreux personnel auxiliaire et subalterne qu'exigent les services de la santé publique dans les territoires non autonomes et le niveau de ces cours a été relevé. A cette fin, on a dû organiser des programmes très souples pour permettre au personnel déjà expérimenté d'exercer des fonctions plus importantes, même lorsque leur éducation de base ne répond pas aux normes exigées des nouveaux stagiaires.

119. Un autre principe qui s'est imposé avec plus de force depuis que les cours de formation ont été développés, c'est que le personnel subalterne devrait être recruté, autant que possible, dans la collectivité où il sera appelé à travailler et qu'à la fin de leur stage, les intéressés devraient être encouragés à se fixer dans les régions où ils seront bien accueillis de la collectivité. En même temps que l'on resserre les liens qui l'unissent à la collectivité, il faut s'efforcer par tous les moyens de rendre l'auxiliaire des services de santé conscient de la position qu'il occupe dans une société en cours d'évo-

lution, et de lui inculquer le sens de la responsabilité qui lui incombe de ce fait.

XI. — Formation professionnelle et des cadres

120. Dans les sociétés en voie de transformation, le recrutement et la formation d'un personnel compétent, qui puisse entreprendre de nouvelles tâches et agir efficacement dans tous les domaines de l'administration et de l'action sociales, présentent une importance toute particulière. La création de cadres suffisants recrutés dans les territoires et capables d'occuper des postes à tous les échelons de la structure administrative est le corollaire inévitable d'une politique visant à transformer la population de façon qu'elle puisse participer à la constitution d'une société dûment pourvue des institutions économiques et des services sociaux et culturels qui lui permettront d'atteindre un niveau de vie plus élevé, sur le plan collectif comme sur le plan individuel. Cette transformation n'est possible que si la population est capable, par ses propres moyens, de faire fonctionner les services en question, de les étendre, de les développer et de les ajuster, à mesure qu'elle constate elle-même que ses besoins se modifient.

121. L'ampleur des besoins en personnel, et des besoins en moyens de formation qui en résultent dans beaucoup de territoires, s'explique à la fois par l'écart qui sépare des sociétés traditionnelles des normes modernes, et par l'évolution qui oblige à créer toutes sortes de services sociaux dans tous les domaines: santé publique, relations professionnelles, assistance sociale, urbanisme, coopératives, éducation des masses, aménagement des collectivités, etc. Pour y parvenir, il faut s'attacher méthodiquement à créer des établissements et élaborer des programmes de formation afin de faire face non seulement aux besoins actuels, mais encore à ceux que l'on peut prévoir pour l'avenir. A ce sujet, on constate de grands progrès dans beaucoup de territoires, notamment en ce qui concerne les moyens dont disposent les territoires pour former le personnel préprofessionnel qui formera à son tour le personnel subalterne et auxiliaire des divers secteurs de l'activité sociale. Dans les territoires plus avancés, on ne peut résoudre le problème qu'en développant, dans le cadre général du système de l'enseignement, des centres de formation professionnelle du niveau universitaire. Les programmes de formation devraient viser à constituer des cadres de travailleurs professionnels, si possible sur une base territoriale ou régionale, en complétant cette formation par une expérience plus large, notamment dans les universités et les écoles de la métropole. Ces programmes devraient tenir compte non seulement du besoin des territoires en personnel compétent et capable d'agir de façon autonome, mais encore du rôle que ce personnel est appelé à jouer dans la formation des travailleurs subalternes et auxiliaires.

122. Si importante qu'elle soit, la formation du spécialiste et de ses assistants dans divers domaines techniques et à tous les échelons de l'administration ne constitue qu'un aspect du problème général de la formation. Le progrès dépend non seulement d'un développement approprié des services sociaux gouvernementaux, mais encore et surtout des efforts de la population, appuyés par une opinion publique éclairée. Si l'on veut édifier une société nouvelle, il est nécessaire que les habitants participent de façon constructive dans tous les domaines et sur tous les plans, aux activités qui permettent d'accomplir des progrès touchant tous les membres de la

collectivité et tous les groupes locaux, et qui donnent aux habitants la possibilité de discerner et de résoudre par eux-mêmes leurs propres problèmes. Le but final des politiques d'organisation des collectivités et le problème essentiel de la formation consistent à développer les facultés des habitants, pris individuellement et collectivement, de façon qu'ils puissent faire œuvre créatrice et efficace en édifant leurs nouvelles formes de vie. Ce développement est également indispensable pour tous les autres programmes sociaux, qui ne peuvent être couronnés de succès si le spécialiste n'obtient pas l'appui de tous les habitants de la région où il exerce son activité.

123. On est ainsi amené à étudier la question des cadres populaires dans une société moderne. L'existence de cadres nombreux et intelligents issus du peuple est un élément intrinsèque d'une structure sociale moderne et une nécessité pour le progrès social. Dans les sociétés qui sont en train de passer rapidement de la structure traditionnelle à une structure économique, politique et sociale moderne, le rôle que jouent ou que doivent jouer les cadres populaires est extrêmement important. L'évolution d'une société de ce type dépend d'hommes et de femmes doués d'une intelligence, d'une personnalité et d'un talent supérieurs, qui soient capables de diriger de façon énergique et constructive le développement et le relèvement sociaux de la population. La création de cadres populaires dans tous les domaines de la réforme sociale et dans tous les groupes de la collectivité, et la formation des personnes qui constitueront ces cadres, doivent être considérées comme la tâche la plus immédiate de la politique sociale et comme la responsabilité essentielle du gouvernement. Les difficultés que l'on rencontre sont dues à l'isolement de nombreux groupes locaux, à la disparition progressive des systèmes traditionnels et aux nouveaux obstacles résultant des différenciations sociales qui se produisent à mesure que les sociétés en évolution s'adaptent à la nouvelle structure des professions et de l'administration.

124. En particulier, la formation nécessaire pour acquérir de nouvelles aptitudes professionnelles et pour pouvoir occuper de nouvelles fonctions publiques comporte une certaine "occidentalisation" qui risque d'éloigner du reste de la population les autochtones à tendances occidentales. Ainsi, les différenciations professionnelles fondées sur de nouvelles normes de formation peuvent aboutir à une situation dans laquelle l'écart entre les autochtones instruits et les autres habitants devient de plus en plus marqué; il se forme en conséquence une élite restreinte qui prend part à des activités analogues à celles des Européens, mais qui perd contact avec la masse de la population et devient incapable de la diriger.

125. Le Comité a été informé du programme de recherches que l'UNESCO effectue dans le cadre de sa campagne contre la discrimination raciale. Des enquêtes ont été entreprises au Dahomey, dans la Côte-de-l'Or et dans la Nigéria, ainsi que parmi les étudiants africains de Paris. D'autres enquêtes porteront sur la population féminine dans une ou plusieurs sociétés africaines. Ces enquêtes présentent un grand intérêt, notamment quand elles sont fondées sur une conception générale des qualités qu'il faut demander aux cadres pour répondre aux besoins nouveaux, car on ne saurait concevoir la création et le développement de cadres populaires dans une collectivité qui serait divisée en groupes isolés par des barrières de classe, de statut ou de culture.

126. Pour créer des cadres issus du peuple, il est indispensable d'examiner les politiques et les programmes de formation, tant au point de vue de leur nature et de leur portée que de leur valeur sociale. A mesure que se développe l'organisation des collectivités sous ses diverses formes, il devient de plus en plus nécessaire de décentraliser la formation et de coordonner étroitement, par grandes régions géographiques, les politiques et les programmes de formation dans le domaine social. Actuellement, le rôle principal de ces programmes de formation dans les divers territoires consiste à former le personnel professionnel et spécialisé qu'exigent les organismes officiels. Toutes ces activités sont nécessaires, mais il importerait également d'avoir une idée plus générale de la place et du rôle à donner aux établissements centraux de formation dans le cadre général du développement social.

127. Ces établissements de formation ne devraient pas être considérés comme de simples écoles pour les diverses catégories et classes de travailleurs professionnels, de fonctionnaires ou de techniciens, mais comme des ateliers de la pensée sociale et des centres de formation et d'orientation pour les nombreuses catégories d'agents et d'animateurs du développement social, fonctionnaires ou non-fonctionnaires, rémunérés ou bénévoles. Outre la préparation de travailleurs à temps complet des deux sexes pour la protection sociale et l'organisation des collectivités, ces centres devraient donner des cours de durée variable et portant sur des sujets divers, à l'intention des chefs, des fonctionnaires locaux, des membres des organisations bénévoles et autres dirigeants traditionnels et naturels de la collectivité. Ils devraient également comporter des services de réorientation ou de formation destinés à enseigner les méthodes du travail en groupe au personnel de divers domaines de l'action sociale: personnel enseignant, agriculteurs, personnel des services de santé, fonctionnaires locaux, dirigeants syndicaux et agents sociaux pour les travailleurs, délégués d'épreuve et autres personnes remplissant des fonctions dans des domaines spécialisés analogues. La formation doit avoir pour objet de perfectionner les aptitudes, d'augmenter le rendement du point de vue technique, et surtout de développer les facultés créatrices des intéressés en les amenant à mieux se comprendre les uns les autres, en encourageant l'initiative personnelle et collective et en fixant des idéaux et des buts communs qui puissent unir et orienter les individus malgré leurs différences de race, d'occupation ou de statut.

XII. — Planification du développement social

128. On a assisté ces dernières années à un développement des programmes d'action sociale dans des pays dont le degré d'évolution économique diffère grandement⁸. En même temps, la forme de ces programmes, leur caractère et les principes directeurs sur lesquels ils reposent ont subi des modifications. Ainsi, le principe des droits sociaux s'est imposé. De plus en plus, les politiques sociales visent à prévoir et à prévenir les besoins plutôt qu'à s'occuper des cas particuliers. L'ampleur de l'action sociale dépend en grande partie du degré de développement économique et des ressources financières; toutefois, les pays insuffisamment développés au point de vue économique peuvent étudier l'histoire des pays développés, voir quel y est actuelle-

⁸ *Etude internationale des programmes d'action sociale*, E/CN.5/301, 1955, chap. 1er, p. 1.

ment le niveau de vie et tirer profit de ces leçons du passé en adoptant en temps voulu, les mesures sociales qui s'imposent.

129. D'autre part, comme la pauvreté est encore très répandue dans ces pays, on insiste beaucoup sur la nécessité d'accroître la productivité. Les conclusions pratiques qui découlent de ce fait posent, lorsqu'il s'agit d'élaborer des programmes économiques et sociaux, des problèmes extrêmement difficiles. Les gouvernements ne disposent d'aucune formule simple qui puisse les guider pour déterminer la part de leurs ressources qu'ils doivent consacrer à la production future et celle qu'ils doivent affecter à l'amélioration immédiate des services sociaux. Il y a une tendance à prêter plus d'attention que par le passé au relèvement immédiat des niveaux de vie, mais cette tendance est encore incertaine. Dans divers domaines de l'action sociale, on table de plus en plus sur une méthode qui associe les objectifs sociaux et ceux de la production, et suivant laquelle les gouvernements aident les habitants à mettre en œuvre leurs ressources pour résoudre leurs problèmes. Cette méthode de l'effort personnel exige qu'à mesure que les pouvoirs publics assument des charges croissantes dans le domaine des services sociaux, les bénéficiaires de ces services assument de leur côté de plus grandes responsabilités.

130. Dans les pays insuffisamment développés, qui ont une population essentiellement rurale, l'application de mesures sanitaires modernes ne cesse d'entraîner une forte diminution du taux de mortalité, tandis que le taux de natalité reste généralement inchangé. L'accroissement et la répartition de la population ont des répercussions directes sur la politique sociale, qui peut à son tour exercer une influence sur les tendances démographiques.

131. Il a fallu créer des services spéciaux chargés de s'occuper des groupements en cours d'urbanisation; on a notamment créé dans quelques cas des collectivités urbaines pour remplacer les collectivités rurales et groupes consanguins. Des services publics ou des organisations bénévoles ont donné des conseils aux migrants, les ont orientés et leur ont parfois fourni des logements à titre temporaire. On s'est également efforcé de protéger et de guider, dans le domaine de la consommation, les groupes qui n'ont guère l'habitude de l'économie monétaire.

132. Trois problèmes ne cessent de se poser à propos de la majorité des programmes sociaux. Il s'agit de se procurer 1) un personnel capable d'exécuter les programmes; 2) des renseignements appropriés pour en orienter l'exécution; 3) les ressources nécessaires pour les financer. Afin de disposer du personnel requis pour mettre en œuvre leurs programmes sociaux, les pays insuffisamment développés ont de plus en plus tendance à s'adresser à des auxiliaires, qui ne sont pas pleinement qualifiés mais qui peuvent se charger de certains travaux, laissant ainsi au personnel pleinement qualifié la possibilité de s'acquitter d'autres tâches. Lorsqu'il s'agit d'obtenir les renseignements voulus pour l'exécution des programmes sociaux, le problème consiste notamment à utiliser de façon équilibrée des ressources limitées. Au cours des dernières années, les autorités ont eu nettement tendance à donner une place de plus en plus importante à la recherche sociale qui doit permettre d'établir des plans et programmes systématiques; cette tendance a été d'ailleurs accentuée par l'échec de programmes fondés sur des renseignements insuffisants et des hypothèses erronées. Quant au financement des

programmes sociaux, il soulève certaines difficultés non seulement parce que les fonds sont limités, mais aussi parce qu'il faut les répartir adéquatement. On a beaucoup insisté ces dernières années sur la nécessité d'assurer un développement économique et social équilibré. Cependant, on ne s'est guère mis d'accord sur la notion de développement équilibré ni sur ce qui constitue une répartition équilibrée des fonds consacrés au développement simultané sur le plan économique et social. On ne s'accorde pas non plus sur l'ordre dans lequel il y a lieu d'engager les dépenses nécessaires à l'exécution des différents types de programmes.

133. Ces considérations générales s'appliquent à l'ensemble des territoires insuffisamment développés, c'est-à-dire à la plupart des territoires non autonomes, à l'exception de quelques-uns qui ont atteint un niveau de développement relativement élevé. La position des territoires non autonomes considérés en tant que tels est différente, principalement du fait que leurs politiques sociales sont déterminées, dans une mesure plus ou moins grande, par les directives des pays qui sont chargés de les administrer.

134. En 1954, le Comité a examiné les principaux programmes de développement économique et social aux termes desquels les autorités administrantes ont mis au moyen de subventions ou de prêts des sommes considérables à la disposition des territoires non autonomes afin de compléter les ressources locales et de stimuler le développement économique. Le Comité a noté que, d'une façon générale, par comparaison avec les dispositions prévues dans les programmes originaux, on avait actuellement tendance à affecter une plus grande proportion des ressources à des projets de développement économique qui puissent accroître les revenus plutôt qu'à ceux qui visent uniquement au progrès social⁹. Les réformes sociales, qui font partie intégrante des programmes de développement économique, n'en sont pas moins urgentes. Des populations de santé déficiente, disposant de services sociaux et d'enseignement insuffisants, peuvent se trouver dans l'impossibilité d'accroître leur productivité si une politique énergique ne vient pas les aider à développer ces services et à améliorer les normes dans les domaines social et de l'enseignement. Les programmes sociaux qui encouragent les populations à agir peuvent contribuer directement à favoriser le développement économique, à donner plus d'ampleur à tout ce qui peut faciliter ce développement et à augmenter la productivité.

135. Pour des raisons économiques autant que sociales, la participation des habitants à la mise au point des programmes de développement est un élément essentiel de la politique. Il faut faire comprendre aux habitants les principes généraux de l'action sociale si l'on veut qu'ils participent à l'exécution de certains programmes particuliers; les habitants seront bien plus disposés à agir s'ils ont été consultés, en même temps que les experts, lors de l'élaboration des plans, et cette méthode sera bien moins coûteuse que toute propagande officielle en faveur de programmes qui seraient élaborés sans l'accord préalable de la population.

136. En conséquence, on estime qu'une politique sociale n'a guère de chances de réussir pleinement si les autorités, lorsqu'elles mettent au point leurs programmes, n'obtiennent pas au préalable l'accord des représentants de la population et ne s'assurent pas que

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 18 (A/2729), deuxième partie, par. 36 à 38.

des habitants comprennent les raisons de cette politique. En 1952, le Comité a déclaré à ce propos qu'il avait été encouragé par les renseignements fournis sur les progrès accomplis en ce sens, qui montraient que dans certains territoires les représentants de la population étaient déjà responsables de la gestion des affaires sociales; il a exprimé l'espoir que l'on parviendrait rapidement à ce résultat dans tous les territoires non autonomes. Le Comité confirme cette déclaration et tient à ajouter que le meilleur moyen d'obtenir la participation des habitants est de leur offrir des programmes concrets de progrès social, adaptés à leurs besoins.

XIII. — Coopération internationale et régionale

137. Les connaissances techniques et les moyens financiers qu'exige cette coopération proviennent surtout des ressources croissantes des territoires eux-mêmes et de l'aide fournie par les Puissances administrantes. On a signalé au Comité que les administrateurs et les experts des territoires consacrent une très grande partie de leur temps à inculquer les connaissances techniques nécessaires aux populations locales, pour qu'elles soient en mesure de résoudre efficacement leurs propres problèmes, dans tous les domaines, de manière que l'on puisse dire véritablement que les fonctionnaires dans les territoires jouent un rôle d'assistance technique. De plus, les Puissances administrantes contribuent largement aux programmes d'assistance technique internationale grâce aux experts qu'elles peuvent fournir aux autres pays insuffisamment développés; et certains des territoires non autonomes les plus avancés, Hawaï par exemple, apportent eux aussi une contribution importante aux programmes en cours.

138. Bien que le total des fonds disponibles pour l'assistance technique internationale soit nécessairement limité et qu'une telle assistance ne soit qu'un complément de celle qui provient de sources nationales, il ne faut pas en sous-estimer l'importance, étant donné les besoins des territoires, les problèmes spéciaux qui se posent et les principes généraux de coopération internationale qui sont en jeu. Dans bien des cas, les territoires et leur population ont besoin de toute l'assistance qu'ils peuvent recevoir, car ils sont aux prises avec des problèmes profondément enracinés: misère, climat défavorable et autres désavantages naturels, faiblesse du niveau de l'instruction générale et manque de moyens de formation technique moderne. La meilleure façon d'aborder ces problèmes est de les confronter avec les problèmes analogues qui se posent dans d'autres pays et il importe hautement que les experts des territoires utilisent les solutions que ces pays ont apportées à ces problèmes ou contribuent eux-mêmes à les résoudre. Enfin, si l'assistance technique internationale est nécessairement modeste du point de vue des crédits et des services fournis, elle peut donner aux recherches et aux travaux des techniciens une impulsion considérable et montrer aux habitants des territoires que les autres pays s'intéressent à leurs problèmes.

139. Cette année encore, le Comité était saisi de renseignements précis touchant l'assistance technique que les Nations Unies et les institutions spécialisées ont fournie aux territoires non autonomes. Il a noté que,

suivant l'exemple du Royaume-Uni, la France, le 30 mai 1954, et les Pays-Bas, le 6 octobre 1954, ont signé avec le Bureau de l'assistance technique des accords concernant la fourniture d'une assistance aux territoires non autonomes et autres dont ces pays sont responsables. Le Comité a aussi noté que, de 1954 à 1955, les allocations consenties aux Territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes ont augmenté en pourcentage (de 2,79 à 4,89 pour 100) et en valeur totale (de 626.000 à 812.000 dollars); que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) a approuvé en 1955 des dépenses de plus d'un million de dollars pour les territoires non autonomes d'Afrique et de 150.000 dollars pour certains territoires de la région des Antilles et du Pacifique; et que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé des prêts à l'usage d'un certain nombre de territoires non autonomes, par exemple au Congo belge, à l'Afrique-Occidentale française et aux territoires relevant de la Haute Commission d'Afrique orientale.

140. Le Comité a enregistré ces renseignements avec satisfaction. Il a jugé que, bien que l'assistance internationale ne fût qu'un appoint, il fallait envisager d'en faire davantage bénéficier les territoires. Il serait souhaitable d'avoir des renseignements complémentaires sur les points suivants: comment cette assistance internationale s'intègre-t-elle dans les plans de développement des territoires? comment donne-t-on aux divers projets pilotes un caractère plus étendu et plus durable? dans quelle mesure les subventions du FISE contribuent-elles à améliorer progressivement le sort des enfants? et comment utilise-t-on les bourses d'étude et les bourses de perfectionnement pour étendre les programmes actuels ou envisagés et pour développer les connaissances techniques de ceux qui prennent part à la mise au point de ces programmes à l'échelon du territoire?

141. Enfin, dans le domaine du développement social, le Comité a reçu des renseignements sur divers aspects de l'œuvre accomplie par les Nations Unies, les institutions spécialisées et différentes commissions régionales intergouvernementales (Commission des Caraïbes, Commission du Pacifique sud et Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara).

142. Les formes que prend habituellement cette assistance sont bien connues: octroi de bourses d'études et de bourses de perfectionnement; envoi d'experts; conférences et cycles d'études; enquêtes, rapports et échanges de renseignements au moyen de procédures multiples. Moins connues, mais tout aussi utiles, peuvent être les relations officieuses que les administrateurs, les représentants des populations locales et les notables peuvent entretenir par l'intermédiaire des organisations internationales et des organisations régionales.

143. Le Comité continue à penser que les Nations Unies, par l'entremise du Conseil économique et social, des institutions spécialisées et des organes régionaux, peuvent et doivent fournir aux territoires non autonomes des services qui, tout en donnant des résultats précieux, serviront la cause de la coopération internationale, comme il est prévu à l'Article 73, d, et à l'Article 74 de la Charte.

ANNEXE

Etudes concernant les conditions sociales dans les territoires non autonomes

Le Comité considère que les résumés analytiques des discussions qui ont eu lieu au cours de la sixième session sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, ainsi que les études suivantes qui ont été examinées par le Comité, devraient être considérés comme faisant partie du présent rapport :

1. Développement de la collectivité dans les territoires non autonomes, principes et administration (Secrétariat) A/AC.35/L.188
2. Progrès de la santé publique d'après les taux de mortalité (Secrétariat) A/AC.35/L.190 et Corr.1
3. Formation du personnel médical auxiliaire et paramédical (Secrétariat) A/AC.35/L.192 et Corr.1
4. Relations raciales dans les territoires non autonomes (Secrétariat) A/AC.35/L.193
5. Contribution des sciences sociales à l'étude des conditions sociales dans les territoires non autonomes d'Afrique (UNESCO) A/AC.35/L.194
6. Renseignements communiqués, en vertu de l'alinéa e de l'Article 73, sur les relations professionnelles (Secrétariat) A/AC.35/L.195
7. Aspects économiques et sociaux du problème du logement des travailleurs avec mention spéciale de la responsabilité d'y pourvoir (BIT) A/AC.35/L.196
8. Evolution sociale et niveaux de vie dans les territoires non autonomes (Secrétariat) A/AC.35/L.198
9. La nutrition dans les territoires non autonomes (FAO et OMS) A/AC.35/L.202
10. Principaux changements survenus dans l'administration de la santé publique (Secrétariat) A/AC.35/L.203
11. L'assainissement dans les territoires non autonomes (OMS) A/AC.35/L.204
12. Santé publique, maladies contagieuses (OMS) A/AC.35/L.205
13. Aspect des systèmes de salaires et emploi des indices du coût de la vie pour adapter les salaires au coût de la vie (BIT) A/AC 35/L.207

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE (voir ci-dessous)

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard, 255a George St., Sydney, and 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, Carlton N.3, Victoria.

AUTRICHE (voir ci-dessous)

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rio de Janeiro, São Paulo and Belo Horizonte.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.
Periodica, Inc., 5112 Ave. Papineau, Montreal.

CEYLAN

Lake House Bookshop, The Associated Newspapers of Ceylon Ltd., P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Librería Ivens, Moneda 822, Santiago.
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.

CHINE

The World Book Co. Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press Ltd., 170 Liu Li Chang, Peking.

COLOMBIE

Librería América, Medellín.
Librería Nacional Ltda., Barranquilla.
Librería Buchholz Galeria, Av. Jimenez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6, København, K.

EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil and Quito.

ESPAGNE (voir ci-dessous)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Int'l Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.

GRECE

"Eleftheroudakis," Place de la Constitution, Athènes.

GUATEMALA

Goubaud & Cia. Ltda., 5a. Avenida sur 28, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle," Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and 17 Park Street, Calcutta.

P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty St., Madras 1.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

Ketab-Khaneh Danesh, 293 Saadi Avenue, Tehran.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstræti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gina Capponi 26, Firenze.

JAPON (voir ci-dessous)

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.
Albert Gemayel, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi, 3.

Publishers United Ltd., 176 Anarkali, Lahore.
The Pakistan Cooperative Book Society, Chittagong and Dacca (East Pakistan).

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Moreno Hermanos, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.

PHILIPPINES

Alemar's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisbon.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Winchester House, Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

SYRIE

Librairie Universelle, Damas.

TCHECOSLOVAQUIE

Ceskoslovensky Spisevatel, Národní Trída 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av. 18 de Julio 133, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Edificio Galipán, Ave. F. Miranda No. 52, Caracas.

VIET-NAM

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, Boite postale 283, Saigon.

YUGOSLAVIE

Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

ALLEMAGNE

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).

Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

AUTRICHE

B. Wüllerstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.
Gerald & Co., Graben 31, Wien 1.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).